

| Collection

Mémoires



Sahara Marocain

La Position Nationale Révolutionnaire

| Organisation "23 Mars"



Publications du Centre d'Etudes et de Recherches M. Bensaïd Ait Idder
(CERM/Maroc)

Sahara marocain
La position nationale
Révolutionnaire

Organisation « 23 Mars »

Sahara marocain

La Position Nationale
Révolutionnaire

Organisation ‘‘23 Mars’’

Textes traduits de l’Arabe par :
Nour-eddine SAOUDI
Mohamed Khayri ELMORABIT

Publications du (CERM)
Centre d’Etudes et de Recherches
M. Bensaid Ait Idder

9, rue Baghdad. Rce Maréchal Ameziane. Casablanca
Tél :0522471085 / Fax :0808386689

Site Web : **www.cerm.ma**
E-mail : **centre.bensaid@gmail.com**

Impression
Omega Graphique
67, rue 35.Lot2. Hay Sadri. Casablanca
Tél : 0522724211 / Fax : 0522724207

Conception & Couverture
Abderrahman Zakari

Dépôt légal
2016MO3234

ISBN
978-9954-9176-5-7

■ Première édition. Juillet, 2016

Préface
de la version française

Quarante ans après, la récupération par le Maroc de ses territoires sahariens, celle-ci, reste encore l'objet de manœuvres politiciennes, de malentendus et de beaucoup d'incompréhension. A fortiori, la position éclairée, sur cette question, de l'une des composantes du mouvement révolutionnaire marocain était fortement inconnue, voire caricaturalement déformée.

Ainsi, dans la continuité de ses actions et activités visant à lever le voile sur des pans occultés de l'histoire et de la mémoire nationales, le Centre Mohamed Bensaid Aït Idder des recherches et des études, a l'immense plaisir de présenter à ses lecteurs la version française de son ouvrage "***La position nationale-révolutionnaire de la question du Sahara marocain*** ", dont la première

édition est sortie en 1978 à Beyrouth (Liban). Cet ouvrage fut une mise au point majeure, mettant en lumière une thèse méconnue alors de la scène progressiste arabe de l'une des composantes du mouvement révolutionnaire marocain (L'organisation « 23 mars ») sur la question du Sahara. Celle-ci estime que la contradiction principale dans cette lutte est entre, d'une part, les masses populaires marocaines et leurs forces démocratiques et révolutionnaires, et de l'autre, le régime réactionnaire, l'impérialisme et le colonialisme qui œuvrent à créer artificiellement un Etat-croupion dans le Sahara marocain. Par conséquent, elle considère que le chaînon fondamental consiste à établir le lien entre la lutte contre le colonialisme espagnol et la lutte contre la bourgeoisie compradore afin de parachever l'unité territoriale et préparer les conditions subjectives et objectives pour mettre fin à la domination du pouvoir autocratique.

4

La question nationale a été, particulièrement au XIX^{ème} siècle, un sujet de controverses et de conflits, à différents degrés. La constitution des empires coloniaux et leur décomposition ont été également marquées par l'omniprésence de la question nationale. Les Etats coloniaux européens ont fait de la nation une force d'agression et d'oppression des nations et des contrées occupées. Ce nationalisme a, d'une part, permis la justification des guerres d'expansionnisme territorial ou politique. Il a été porteur de haine de « l'autre », de racisme et de xénophobie. D'un autre côté, le nationalisme des nations opprimées a été un puissant facteur de mobilisation des peuples opprimés en vue de leur libération ; mais, souvent, il n'a pas été exempt de chauvinisme et de rejet de « l'autre ».

De nos jours, même si l'Europe est engagée depuis les années 50 dans un processus de « dépassement du fait

national » (CECA, CEE, UE), elle connaît encore la persistance, voire l'émergence de mouvements autonomistes et/ou indépendantistes : au Royaume Uni (en Ecosse et en Irlande du Nord), en Espagne (en Catalogne, et au Pays Basque), en France (en Bretagne et en Corse), en Belgique (Flamands/ Wallons), en Italie (le mouvement nordiste), en Caucase, aux Balkans.... Au Canada, le Québec demande d'avantage d'autonomie et de pouvoirs, voire purement et simplement la souveraineté. Partant de l'approche marxiste, cet ouvrage a commencé par faire le point sur les diverses positions développées par Marx et Engels sur la question nationale et plus particulièrement sur l'apport de Lénine. Ce dernier a pris des positions variées suivant le contexte, allant de l'affirmation « les prolétaires n'ont pas de nation », à celle qui soutient le nationalisme des peuples opprimés. Cela afin de saisir la méthode utilisée par Lénine pour traiter cette question nationale. Sur cette base, ce livre démontre la légitimité de la récupération par le Maroc de son territoire saharien, spolié lors du dépècement de l'Afrique par les puissances européennes. Cette action s'inscrit contre la stratégie impérialiste visant l'encouragement de la création d'Etat-croupions pour maintenir ou développer sa domination sur des régions et des pays.

De même, ce livre met à nu la thèse « nihiliste » de l'organisation marxiste-léniniste « Ila Al Amam » (En Avant) qui avait défendu le pseudo « peuple » du Sahara (la même thèse du colonisateur espagnol) et son « droit à l'autodétermination », tout en étant incapable de lier la lutte nationale pour la libération du Sahara marocain, à la lutte de classe contre le régime. Il apporte également une cinglante critique des soi-disant arguments du Polisario pour justifier l'existence de ce « peuple », en se

basant sur la nécessité de préserver les frontières coloniales !

L'ouvrage aborde aussi la responsabilité du régime réactionnaire marocain dans l'arrêt de l'action de l'Armée de libération (AL) afin de libérer les territoires du sud restés occupés, après l'indépendance formelle de 1956. Il s'agit donc d'une trahison de la cause du Sahara. Ce qui a encouragé de fait l'émergence du Front Polisario.

En outre, l'ouvrage s'est adressé à certaines composantes du mouvement démocratique et révolutionnaire arabe, qui faute de connaissance approfondie des éléments de ce complexe dossier, ont été séduites par la thèse simpliste binaire insistant, d'un côté sur le fait que le régime réactionnaire marocain avait réussi à duper tout le monde, les partis politiques réformistes et les masses populaires ; et de l'autre sur le Front Polisario, perçu comme mouvement « révolutionnaire, luttant contre l'expansionnisme du régime réactionnaire marocain », et faisant partie du Front du Refus Arabe, résistant face à l'impérialisme et au sionisme ! Ainsi, elles n'avaient pas pu comprendre les tenants et les aboutissants de la question de la libération du Sahara, de la liquidation de l'occupation étrangère de l'ensemble du territoire national marocain et du parachèvement de l'unité territoriale du pays, à savoir qu'ils étaient d'abord une revendication des masses populaires et des forces démocratiques et nationale depuis les années 50, avant que le régime ne se découvre

(Début des années 70) des intérêts économiques étroits (phosphates, poisson, et peut-être pétrole...) pour faire sienne cette revendication nationale.

Le séparatisme ne peut que renforcer la réalité de la balkanisation du monde arabe et faciliter la tâche à l'impérialisme pour affaiblir les forces révolutionnaires

arabes. Certes, une partie des masses sahraouie refuse de se rallier au Maroc ; mais, cela justifie-t-il pour autant la thèse du « peuple » sahraoui ? Sachant que jusqu'en 1970, ce « peuple » n'existait pas ! Le seul mouvement connu à cette date, le Parti Musulman, luttait alors pour la libération du Sahara dans le cadre du Maroc ! D'autant plus que des dizaines de hauts cadres du Polisario et des milliers de sahraouis ont rejoint la mère-patrie, apportant un cinglant démenti de cette thèse.

Par ailleurs, nous attirons l'attention du lecteur, que trois interviews du leader Mohamed Bensaid Aït Idder, en tant que Responsable de l'AL du Sud, avec le magazine beyrouthin *Al Balagh*, (mars 1970) et le journal **23 mars** (sur deux numéros, le premier paru le 15 décembre 1975 et le second, après le premier mai 1976), suite à la publication à l'étranger d'un communiqué par des militants de la Résistance et de l'AL). Le Centre d'études et de recherches Mohamed Bensaid Aït Idder, œuvre à publier dans un même ouvrage ces interviews et d'autres, toutes traitant la question nationale.

Préface
de la deuxième édition arabe
(Maroc)

Le Centre d'études et de recherches Mohamed Bensaid Ait Idder a le plaisir de présenter au public, aux intéressés et à l'ensemble des lecteurs, la première édition publiée au Maroc de l'ouvrage « La position nationale-révolutionnaire sur la question du Sahara marocain ».

Cet ouvrage, est le troisième d'une série de livres que le Centre a édité depuis sa création, il y a deux ans. Il s'inscrit en ligne droite au cœur de son centre d'intérêt principal, à savoir le domaine de l'histoire et de la mémoire nationales, notamment les aspects que l'histoire officielle a marginalisés, exclus, occultés ou en a présenté un récit particulier occultant et maquillant la

vérité historique au profit de la vérité du pouvoir. Ainsi, l'histoire est devenue une simple continuité et une consécration des rapports de force ; un autre moyen de contrôler le passé et une volonté de monopoliser sa propriété.

En ce sens, l'histoire et la mémoire de la gauche marocaine, présentent sans doute un exemple d'une clarté et d'une portée manifestes, étant l'un des secteurs marquants de l'histoire nationale ayant subi le plus d'exclusion et de marginalisation de la part des centres d'intérêt et de recherche historiques, y compris au sein de la communauté scientifique académique, pour des raisons évidentes, principalement politiques et idéologiques.

Chacun sait que la maison d'édition de Beyrouth « Dar El Kitab », avait rassemblé et édité le contenu du livre, dans une première éditions en juin 1978, une initiative, pour le moins, courageuse, voire militante, au sens fort du mot.

Plus qu'une simple édition, cette initiative fut une intervention contre le courant impétueux de la thèse séparatiste, qui était alors à son apogée, dont la lumière éclairait l'horizon, et l'écho retentissait dans divers milieux, officiels et populaires, de l'extrême droite à l'extrême gauche, libéraux, nationalistes et socialistes... de Laâyoune à Rabat et d'Alger à Tripoli et à Damas, de Nouakchott à Madrid, à La Havane et d'autres capitales, sur les rives méditerranéennes et atlantiques.

Plus qu'une simple édition, ce fut sur le plan formel un point d'ordre déterminant pour le droit de l'autre thèse, celle de la défense de l'intégrité territoriale de la nation, à l'existence et à l'expression, sans refoulement, oppression, ou terrorisme intellectuel...

Plus qu'une simple édition, ce fut aussi une prise de position en terme de contenu, l'éditeur ayant repris avec

beaucoup de courage, de responsabilité et de profondeur la " nature de la contradiction principale dans cette bataille entre les masses marocaines et leurs forces démocratiques et révolutionnaires d'une part, et l'impérialisme et la colonisation qui ont essayé de créer un micro Etat dans le Sahara marocain, afin de pouvoir imposer leur domination économique et militaire complète sur cette région... " .Il a considéré, par conséquent, que le maillon principal consiste à " œuvrer à relier la lutte contre le colonialisme espagnol avec celle contre la bourgeoisie compradore dominante, et ce pour achever l'unité territoriale nationale et préparer les conditions subjectives et objectives pour mettre fin à la domination de l'autocratie, et réaliser les transformations radicales sur les plans économique, politique, social et culturel "...et que " La signification pratique de certains slogans, tels que "le droit à l'autodétermination", utilisés dans la bataille du Sahara marocain et vidés de leur substance réelle, nuit non seulement à la question de l'achèvement de l'unité territoriale nationale, mais à la question de la lutte de libération et d'unité du Maghreb, en particulier, et du monde arabe, en général. Le mal prend sa dimension extrême lorsque ces slogans creux sont scandés par des forces arabes du camp national et progressiste " pour aboutir au fait que la dénonciation du "nationalisme" du régime marocain (...) et celle du "réconciliationnisme" , de l'opportunisme politique et de la conception droitiste de la question nationale chez des directions de certaines forces politiques marocaines - qui soutiennent le régime au nom de la défense de la patrie, omettant ainsi que la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme est au fond la lutte contre les collaborateurs du colonialisme et de l'impérialisme, autrement dit, une lutte contre la classe au pouvoir...- ne peuvent être dissociées de la dénonciation du caractère

erroné historiquement de slogans tels que "droit à l'autodétermination" et "indépendance", dans une situation telle que celle du Sahara marocain... »

Pour tout cela, « le "droit à l'autodétermination" et "l'indépendance", pour le "peuple sahraoui" sont une entorse flagrante aux concepts de "peuple" et de "droit à l'autodétermination", qui aboutissent alors à un résultat contraire à l'objectif visé : ils rendent service à l'impérialisme et consacrent la division, le séparatisme et la création d'entités insignifiantes et artificielles, en leur conférant la légitimité... » (Tous les extraits sont de la présentation de l'éditeur).

En vérité, de telles positions, présentent en outre des introductions condensées suffisantes, en elles-mêmes, donnant au lecteur une idée globale des contenus de cet ouvrage et le préparant directement à un voyage de découverte des différents reliefs de sa structure.

11

Avant cela, il n'est pas inutile de signaler que nous avons révisé et corrigé les diverses fautes qui avaient entaché cette édition.

Si le lecteur – qui dispose de cette copie – va se rendre compte de lui-même de ces fautes (p. 44, paragraphe 2 ; p. 50, pr. 5 ; p. 181, pr. 1 ; p. 204, pr. 2), qui ne sont pas nombreuses, et qui concernent soit l'orthographe ou la mise en page, nous estimons nécessaire de lui signaler explicitement une erreur historique relative au fait relaté par M. Mohamed Bensaid (dans Entretiens) qui a eu lieu à Bouizakarne, lorsqu'une escouade de l'Armée de libération a arrêté un convoi de véhicules des forces armées royales se dirigeant vers Foum El Hisne, pour apporter soutien et approvisionnement à une unité militaire française qui y était encerclée : il a été relaté que cet événement eut lieu le 28 février 1956, mais la date exacte est 1957, fait dont nous avons eu la

confirmation lorsque M. Mohamed Bensaid a révisé lui-même le texte.

Quant à la structure de l'ouvrage, elle est établie-outre la présentation de l'éditeur susmentionnée - sur la base de cinq chapitres :

Sous le titre, « Levons haut l'étendard du marxisme-léninisme sur la question nationale », le chapitre premier aborde les fondements et les présupposés théoriques relatifs à la question nationale, comment elle a été posée et s'est développée dans la pensée marxiste-léniniste, suivant l'évolution et la diversité des contextes et des conjonctures, ainsi que des forces sociales qui y avaient joué un rôle historiquement.

Dans ce cadre, si le marxisme avait pris des positions politiques et pratiques diverses et divergentes sur les questions en rapport avec elle, telles que les conflits entre Etats-nations, les revendications nationales des minorités au sein de ces Etats-nations, ou au sein des empires multinationaux ou multiethniques... et ultérieurement sur les revendications des peuples colonisés par les empires coloniaux, et si ces positions avaient oscillé, selon les cas, entre, d'une part le soutien du principe de l'unité, et d'autre part la reconnaissance des droits culturels ou politiques, en passant par le soutien au principe de l'autonomie, pour aboutir au droit à la sécession,... le plus important est de connaître les fondements de ces positions et les finalités qui les avaient motivées et justifiées.

A l'époque de Marx et Engels, période du capitalisme de la libre concurrence, il y avait deux constantes majeures aux positions marxistes :

d'une part, la valorisation de l'aspect progressiste de l'évolution du capitalisme, en tant qu'étape déterminante dans le progrès général de l'humanité, surtout que la bourgeoisie était encore une classe

révolutionnaire ; et d'autre part, une réserve et une vigilance à l'égard des tendances et des revendications nationales, qui étaient soumises, en règle générale, à la priorité de l'intérêt de la révolution prolétarienne, avant toute autre chose.

Dans ce cadre, par exemple, Marx et Engels avaient tendance à préférer de grands Etats-nations capitalistes, pour des considérations claires, l'une d'elles et non des moindres, est que le développement du prolétariat dans ces Etats-nations préparera la voie à la révolution socialiste.

Dans ce cadre aussi, ils avaient soutenu l'unité de l'Allemagne bismarckienne, et s'attendaient au déclenchement de la révolution socialiste dans les pays capitalistes développés, les plus industrialisés, où le prolétariat était plus nombreux et plus fort sur le plan organisationnel...

13

Engels, qui avait notamment posé la question de l'effondrement du capitalisme dans ces pays en terme d' « une inéluctable loi mathématique ou mécanique », préconisait que le lieu du déclenchement de la révolution serait précisément l'Angleterre, et prévoyait qu'un événement historique majeur de la dimension de la révolution française ne serait comparativement à elle qu'un « jeu d'enfant » (Engels : La situation de la classe ouvrière en Angleterre, Editions Sociales, Paris, 1960, p. 53). Mais, c'est à Lénine que l'on doit la reformulation et la correction de cette conception. Lénine a en effet très tôt relevé l'erreur de continuer à circonscrire l'espace géographique de la révolution socialiste dans la seule Europe développée (occidentale et centrale précisément), alors que l'ordre impérialiste éveillait de nouvelles forces historiques actives dans les périphéries et les continents, où la vision européocentriste ne pouvait y voir que des « espaces stagnants », hors de la

civilisation (occidentale), des nations « sans histoire »... Lénine a introduit une modification essentielle à la théorie de l'impérialisme⁽¹⁾ en tant que stade suprême de l'évolution du capitalisme qui met désormais les forces impérialistes plus en con-frontation avec les pays colonisés et semi-colonisés, qu'entre elles.

(1) Parmi les nouvelles thèses importantes exposées par l'auteur dans son livre « L'impérialisme stade suprême du capitalisme », publié en 1916 :

a/ du point de vue économique : 1. L'impérialisme n'est que la manifestation politique du capitalisme d'Etat monopoliste. 2. La baisse croissante de la valeur du capital dans les pays développés (Etats-Unis, Allemagne, Angleterre, France, Japon), oblige les monopoles et les cartels à rechercher dans les pays sous-développés – où les matières premières et la force de travail sont bon marché – une compensation et une revalorisation de ce capital.

b/ du point de vue social et politique :

1. L'impérialisme conduit inéluctablement à la guerre, en raison du développement inégal du capital (à noter que les Etats-Unis et l'Allemagne ont commencé depuis le début du

20^{ème} siècle à dépasser l'empire britannique vieillissant dans bon nombre de secteurs de production), ce qui signifie que les forces impérialistes sont condamnées, du fait de la loi de la concurrence, à être dans une situation de guerre permanente, parsemée de moments d'armistices et d'alliances conjoncturelles provisoires, afin de préserver et d'étendre leur empire.

2. L'exploitation capitaliste va engendrer nécessairement une résistance, non seulement dans les pays les plus développés, telle que Marx et Engels l'avaient prévue, mais aussi et principalement dans les pays les moins développés colonisés et semi-colonisés, où l'exploitation est plus sauvage et destructrice, et où les bourgeoisies locales sont de simples appendices et agents de la bourgeoisie mondiale. 3. Les conflits et les confrontations entre les forces impérialistes vont affaiblir considérablement la domination des monopoles. 4. Il y a une possibilité objective pour que le mouvement révolutionnaire tire profit de cette faiblesse dans sa lutte contre le capital. 5. La Russie – où le capitalisme est plus faible et le prolétariat plus fort – sera le théâtre prévisible de la première révolution socialiste

Partant de cette thèse, Lénine va dégager deux conclusions essentielles :

La première est que la révolution socialiste prévue n'aura lieu dans aucun des pays capitalistes développés, mais en Russie, le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste.

La seconde, est que ce passage de l'initiative historique de l'Occident à l'Orient va se répercuter premièrement sur la question nationale, dont le contenu va changer, ainsi que sur les forces sociales qui vont la porter, car elle va cesser désormais de faire partie des missions traditionnelles de la révolution bourgeoise, comme ce fut le cas en Occident, et va s'inscrire dans un nouveau contexte, un processus révolutionnaire mondial, en vue de saper les bases de l'ordre impérialiste et garantir la victoire de la révolution socialiste.

Sur cette base précise, Lénine va établir une ligne de démarcation nette entre le chauvinisme des pays iniques et oppressifs, et le nationalisme démocratique et progressiste des mouvements de libération nationale dans les pays colonisés et semi-colonisés. C'est la ligne qui va être consacrée au sein de la Troisième Internationale (1919). Lénine va continuer, par la suite,

dans le monde. 6. Sur un autre plan, l'impérialisme crée, encourage et parraine les tendances réformistes au sein du mouvement ouvrier (la CIA a financé par exemple l'opération de scission de la centrale syndicale française, la CGT, proche des communistes et des gauchistes français, et a encouragé la création d'une nouvelle centrale, Forces Ouvrières). La bourgeoisie monopoliste a réussi dans les pays développés à récupérer et à corrompre nombre de dirigeants réformistes qui n'ont pas hésité à lier le destin d'une partie du prolétariat aux intérêts des cartels et soutenir leur politique impérialiste, en contrepartie de bribes des butins de leur expansion, comme ce fut le cas dans la Deuxième Internationale, avec Karl Kautsky.

à insister dans ses positions et ses écrits sur « la question orientale », pariant sur le passage de ces mouvements du niveau de la révolution nationale à celui de la révolution sociale à horizon socialiste.

Partant de cette distinction, Lénine avait combattu implacablement l'opportunisme de droite qui liait la lutte de la classe ouvrière et la soumettait au profit de la bourgeoisie impérialiste au nom de « la défense de la nation », ignorant ou occultant le contenu de classe de la question nationale. Il avait également lutté contre l'ultra-gauchisme au sein de l'Internationale qui utilisait, pour son propre compte et de manière abstraite, la célèbre expression de Marx « les ouvriers n'ont pas de patrie », pour réduire tout à la question de classe, et à la fin nier tout simplement la question nationale.

Mais, Lénine, qui avait soutenu vigoureusement et fermement par principe, le droit à l'autodétermination, y compris la sécession, de tous les peuples et nations opprimés par l'empire russe tsariste⁽¹⁾ avait également toujours considéré, sur le plan pratique, que le droit à la sécession doit être perçu précisément comme une autre forme de lutte contre la séparation et le séparatisme. Par conséquent, il aimait comparer le droit à la sécession au droit au divorce :

Comme la reconnaissance du droit au divorce ne signifie pas concrètement la nécessité de faire des appels ou de

(1) Les contradictions nationales étaient parmi les facteurs déterminants dans l'effondrement de l'empire russe tsariste et la victoire des Bolcheviques, qui étaient tout à fait conscients que la libération nationale des peuples et les droits des nations étaient des conditions nécessaires pour la victoire de la révolution. En conséquence, la Déclaration des droits des peuples de Russie de 1917 stipula l'égalité totale entre toutes les nations (plus de 150 nations et ethnies) dans les droits, y compris celui de la sécession. Ainsi, le pouvoir soviétique va accepter l'indépendance de la Finlande et de la Pologne.

lutter en sa faveur, la véritable valeur du droit à la sécession – qui est principalement pédagogique – ne consiste qu'au fait qu'elle constitue, d'une part, un facteur de pression et de dissuasion à toute tendance de domination d'une grande nation sur d'autres nations petites, et de l'autre, une garantie et une incitation des petites nations à rester dans l'union ou à y retourner suivant leur propre volonté.

C'était là quelques titres et grandes lignes de la thèse marxiste-léniniste sur la question nationale, que ce chapitre a exposés de manière à la fois sereine et intéressante.

Mais, tout cet effort, n'a, malheureusement, pas empêché l'apparition du retour des mêmes déviations sous diverses formes, brandissant les mêmes étendards et prônant les mêmes slogans : du Sahara marocain au Québec, de la Corse aux Basques, de l'Ecosse et l'Irlande au nord de l'Italie...des organisations de l'extrême gauche vont appeler, au nom du marxisme et du léninisme, à la sécession, devenue l'unique et exclusive traduction du droit à l'autodétermination.

Bien plus, certaines de ces organisations vont exprimer leur joie suite au démantèlement de l'Union soviétique et de l'Union yougoslave, après s'être positionnées politiquement dans le même camp que les impérialismes américain, britannique et français et le régime réactionnaire saoudien avec les « Moudjahidine afghans » contre « l'impérialisme soviétique » !!!

Quant au second chapitre, intitulé « Le nihilisme national et la question du Sahara », il expose un plaidoyer vigoureux contre le projet du micro Etat artificiel, en présentant la thèse de « l'autodétermination » du « peuple sahraoui », pour la réfuter au regard des vérités historiques, des réalités politiques et sociales, de l'intérêt du progrès du Grand Maghreb et de l'intérêt

panarabe, plus large, en s'inspirant des acquis du marxisme-léninisme, en tant qu'outil d'analyse de la réalité concrète, non en tant que doctrine ou textes abstraits.

Il constitue l'un des moments importants du grand débat qui s'est ouvert au sein du mouvement marxiste-léniniste marocain sur la question du Sahara entre deux tendances principales : la tendance de la position nationale révolutionnaire et la tendance nihiliste nationale, véhiculées respectivement par « l'organisation 23 mars », d'une part, et « l'organisation Ila Al Amam », de l'autre. S'il est tout à fait légitime d'évoquer une certaine continuité – dépassant la politique pour atteindre la structure intellectuelle – entre les deux positions opposées de ces deux organisations au sujet de l'unité complète du territoire national, et celles de leurs prédécesseurs immédiats l'Union Nationale des forces populaires d'une part, et le Parti Communiste marocain de l'autre, au sujet de l'indépendance nationale... il est sûr que, quoiqu'il en soit, la question du Sahara, même si elle n'a pas entraîné immédiatement une rupture définitive entre les deux organisations, elle les a mises dans deux orbites différentes qui vont conditionner leurs pensées et leurs pratiques et vont les pousser à s'installer quasiment dans deux lignes parallèles, un processus dont les effets ne vont pas tarder à se manifester et à se répercuter sur l'ensemble des aspects et des articulations de leurs pratiques ultérieures : du diagnostic de la nature de l'étape, au programme politique ; de la conception du parti et de l'action dans les organisations de masse, aux formes de la lutte, y compris l'action légale, aux alliances et à la position à l'égard des forces nationales et démocratiques, avec leurs tendances « réformistes » et « révisionnistes », et même de la lutte démocratique elle-même et ses

relations avec la révolution nationale démocratique et la révolution socialiste... etc.

Le troisième chapitre, « Entretiens avec le militant Mohamed Bensaid, l'un des dirigeants de l'Armée de libération » avec le journal marocain

« 23 Mars » ⁽¹⁾, ainsi qu'avec la revue « El Balagh » de Beyrouth, aborde un suivi de l'évolution de la question du Sahara en ses moments les plus décisifs...

Comme le remarquera le lecteur, le contenu de ces entretiens se distingue par l'abondance de

Leur matière historique et par la nouveauté d'un grand nombre de leurs faits, qui ne sont évoqués dans aucune des annales historiques officielles. Malgré cela, ils ne représentent qu'une petite partie du stock considérable de documents de l'archive personnelle de ce leader, qui couvre une période très sensible de l'histoire contemporaine du Maroc, allant du début à la fin des années cinquante du siècle précédent, relatives notamment à l'Armée de libération marocaine dans les régions orientale et sud, au Rif et dans le nord, à l'UNFP, et des relations avec le Front de Libération Nationale algérien. Archives, dont le Centre des études et des recherches Mohamed Bensaid Ait Idder a presque terminé le classement, la catégorisation et la numérisation... Et il s'apprête à adopter une stratégie relative à la manière de les exploiter et les mettre à la disposition des chercheurs et des personnes intéressées, en tant qu'outil pour apporter un éclairage

(1)-« 23 Mars », journal légal, en arabe, l'organisation « 23 Mars » en a publié 67 numéros en France, entre février 1975 et avril 1980. Il est à distinguer du journal clandestin « 23 Mars », dont l'organisation en a publié au Maroc 14 numéros entre avril 1973 et octobre 1974.

nouveau, corriger et réduire le hiatus entre le récit historique d'un certain nombre de faits, tels que consacrés officiellement, et leur vérité historique, telle qu'elle s'est déroulée, ou du moins tels qu'ils ont été perçus par d'autres personnes et d'une autre position.

Par ailleurs, ces entrevues montrent d'autres aspects de la personnalité de M. Mohamed Bensaid lui-même, en particulier la force exceptionnelle de sa mémoire et sa capacité à enregistrer, stocker et faire appel aux détails les plus précis des événements, des personnes et des lieux, parmi eux aussi cette immunité innée qui a fait qu'il est resté toujours militant, œuvrant pour la vérité, exprimant publiquement la vérité, dans la vie et la politique, ainsi que dans l'histoire (récit ou témoignage historiques)... libéré, voire rejetant, toute tentation de transformer l'histoire en un projet personnel, ou en un simple tremplin et au service de son CV, comme nous le constatons ces derniers jours dans bon nombre de mémoires et de récits de vie publiés avec le souci de glorifier la personne, ou plus exactement une image, ou une copie d'elle, « arrangée » et « améliorée » !

Ainsi, celui qui demande à l'homme le récit d'un événement partant de sa position en tant qu'acteur, ne trouvera en fin de compte que son récit en tant que témoin.

Certes, sa formation académique universitaire en histoire précisément, n'a pas été sans effet dans le renforcement de cette immunité innée, par le biais de la prise de conscience, de la connaissance des impératifs objectifs et méthodologiques de la science de l'histoire, tels que pratiqués et aspire à les réaliser l'historien professionnel, en premier lieu mettre la distance nécessaire entre le sujet egocentrique et le sujet cognitif, et entre elles et l'objet.

Quant à cet objet précis, toutes les entrevues montrent que la lutte politique de la gauche radicale nationale, au sujet de la question nationale et de la défense de l'unité territoriale de la nation, est d'une certaine manière une ascension, une continuité historique naturelle, authentique, politique et physique, de la lutte armée de la Résistance et de l'Armée de Libération, et d'une autre manière, une descente, un retour et une radicalisation de la gauche (nouvelle dit-on) sur le terrain et dans l'histoire, l'histoire de sa nation et de son peuple.

Le chapitre quatre traite du « phénomène du Polisario », met en lumière les différents facteurs et circonstances qui s'étaient conjugués pour sa naissance, ou sa création plutôt.

Dans ce cadre, l'ouvrage montre à divers niveaux, notamment dans les entrevues avec M. Mohamed Bensaid, que la responsabilité première de la non libération complète du Sahara marocain et du reste des terres spoliées et le non règlement de leur situation, « incombe d'abord et avant tout au régime monarchique » et « à la négligence des représentants des partis nationaux qui ont participé dans les gouvernements de 'l'indépendance' », et que sans « l'alliance franco-espagnole contre l'Armée de Libération au Sahara » et sans « l'opposition du palais royal et des gouvernements successifs au principe de la lutte armée », voire sans la connivence du régime et son passage ultérieur à « la lutte ouverte contre l'Armée de Libération », à commencer par ce qui a été désigné par « le complot des Zemmouris » (en juillet 1957), en passant par « l'arrêt de l'aide qu'il lui fournissait », « l'interdiction de son armement » et sa contribution logistique à l'opération militaire conjointe entre les deux armées française et espagnole, connue sous le terme « le balai » contre « les unités militaires de l'Armée de Libération » (en février

1958) et « l'arrestation de certains de ses principaux dirigeants », pour aboutir à « sa dissolution définitive (juste après) le célèbre tremblement d'Agadir en 1960 »...

Sans tous ces facteurs, il était « *tout à fait possible que l'expérience de l'Armée de Libération se soit terminée par le retour des tous les territoires au sein de la nation* » (entrevues).

Ce furent là les pêchés originels qui allaient engendrer tous les autres : même l'ingratitude du fils et son égarement, ne peut être dans ce contexte qu'une réaction naturelle et prévue au reniement du père et à sa trahison !

Ainsi, de la même manière que « "Minerve" est sortie de la tête de Jupiter, le "peuple sahraoui" sortira de la tête du "Polisario" qui va réclamer la reconnaissance de son droit à l'autodétermination et à la création de son Etat indépendant » ! (réponse aux allégations du messager du Polisario).

22

Mais, voilà que la direction du "Polisario" à son tour, ne trahit pas seulement l'histoire de la lutte nationale du peuple marocain, mais aussi l'histoire de la lutte nationale de ses ancêtres sahraouis eux-mêmes, dans la mesure où ces « dirigeants que le Sahara a engendré au début du siècle dernier (« tels Cheikh Maa El ainine (et son père El Hiba) qui a lutté – en tant que Marocain - contre les armées coloniales et s'est lancé du cœur du Sahara pour entrer avec son armée à Marrakech, où les Marocains vont le reconnaître en tant que leur chef dans la lutte pour chasser les colonisateurs) étaient plus progressistes et plus révolutionnaires que les dirigeants du Polisario, à une époque où la tendance unioniste n'était pas dominante et où le colonialisme divisait le monde arabe et le monde comme un gâteau » ! (En réponse à des allégations...).

Dans l'ensemble, l'ouvrage a réfuté la pensée séparatiste du Polisario, dévoilant son caractère réactionnaire au-delà de son verbiage révolutionnaire et prédisant très tôt que son projet « est très dangereux, ne menaçant pas seulement les intérêts et les aspirations des habitants du Sahara marocain à la libération, mais l'avenir de la région du Maghreb dans son ensemble ».

Nous ne ferons aujourd'hui, en 2013, que confirmer l'affirmation lorsque nous ajoutons que, désormais, le Polisario va au-delà de la menace : il frappe aussi, comme il l'a fait en Afrique subsaharienne (Mali), ce qui a fait tomber la dernière feuille de vigne qui le couvrait (le Polisario) et l'a montré nu, faisant face à lui-même et au monde, par sa réalité en tant que simple numéro de compte la dépassant, et en tant que l'un des groupes du « terrorisme international » que créent, parrainent ou utilisent dans les coulisses ces mêmes forces qui avaient transformé la « guerre contre lui » à une justification d'une loi de la jungle impérialiste se permettant tout.

Le cinquième et dernier chapitre représente un point d'ordre fondamental à l'encontre des positions de certaines forces arabes progressistes au sujet de la question du Sahara, dévoilant -selon un ton associant profondeur et sincérité avec une grande part de tristesse et de déception -la dimension des paradoxes injustifiables, même s'il y a toujours moyen de les justifier, entre leurs positions et la position à partir de laquelle elles se définissent en tant que forces progressistes, nationalistes, unionistes et socialistes... etc. En effet, le problème du Sahara marocain a dévoilé de nombreuses lacunes et confusions (objectives) dans la prise de conscience et la pratique de bon nombre de forces arabes progressistes, qui ne connaissaient pas alors grand-chose sur ce Maroc situé à l'extrême partie occidentale de la nation arabe, ni sur son histoire, ni sur

sa situation. Bien plus, il a dévoilé – notamment après la recrudescence de la lutte entre le Maroc et l'Algérie, suite à la Marche verte – une prédominance étrange de calculs mesquins (subjectifs) dans leurs positions (gagner la sympathie de l'Algérie et son soutien) sur toute autre considération.

Même la résistance palestinienne qui « occupe une position centrale dans la lutte décisive que mène la nation arabe », dont les factions avaient découvert « le peuple sahraoui » et « le foyer révolutionnaire en lutte »..., n'a pas résisté devant les tentations et est allée jusqu'à « gratifier le Front Polisario des expressions révolutionnaires que la résistance palestinienne requiert justement et objectivement », et a poursuivi sans se soucier du fait que son soutien à la création d'un micro Etat artificiel au Sahara, ne serait qu'une contribution – quel paradoxe – à la couverture politique de l'implantation d'un nouvel Israël dans l'autre partie, occidentale, de cette nation arabe !

Certes, ce comportement ne peut avoir de qualification plus précise que celle d'être opportuniste, étant donné que l'opportunisme est défini comme toute ligne politique reniant et sacrifiant, pour des considérations tactiques – pour ne pas dire autre chose – tout ce qui est théorique et stratégique, élevant les marchandages et les alliances, qui peuvent être nécessaires dans une circonstance donnée, au rang de doctrine.

Aussi, ne s'était-il pas passé beaucoup de temps pour que les paradoxes de ces forces se dévoilent ultérieurement, étant une manifestation précoce avisant l'entrée de cette partie du monde, tant dans l'Etat et ses institutions ou dans la société et ses élites, dans une étape de refoulement et de régression profonde et durable, pas seulement vers le national, mais en deçà du national, en deçà de l'Etat et de la société, c'est-à-dire

vers les « ghettos » de la tribu, de la confession, de la doctrine, de la langue, de la région, de la race... !

En rééditant cet ouvrage, le Centre Bensaid, n'exprime pas seulement sa reconnaissance du devoir envers le passé, comme indiqué auparavant, mais aussi et essentiellement sa reconnaissance et son estime pour le présent...

Partout, la contradiction s'exacerbe de plus en plus entre l'agencement mondial en entités nationales d'une part, et le caractère international et mondialisé de l'économie qui traverse et efface toute frontière de l'autre... L'impérialisme a réussi à atteindre suffisamment de succès en récupérant le slogan du droit à l'autodétermination à son compte, le transformant en voile « légal », exerçant par son biais les crimes de balkanisation de ces entités nationales, soit par la guerre d'agression ouverte (Afghanistan, Irak, ex-Yougoslavie, Lybie, Syrie...), soit par des incursions des services secrets et le déclenchement de divers types d'anarchies et de guerres civiles (Liban, soudan, Nigéria, Pakistan, Inde, Chine, Iran, Egypte...).

Même en Occident, la question nationale est loin d'être reléguée au rang de sujet de l'histoire, comme la situation de la Belgique⁽¹⁾, nous l'a rappelé avec force.

Le centre, de part sa reconnaissance à ce devoir envers le présent, aspire, en rééditant cet ouvrage à ce qu'il soit un premier pas pour faire face à d'autres aspects de la question nationale-outre l'aspect de l'unité territoriale-

(1)- Suite à la victoire du courant séparatiste flamand dans les élections législatives de 2010, et sa déclaration relative à sa détermination de transférer des prérogatives du pouvoir central aux régions, et à l'opposition des Wallons à ce projet, une crise politique se déclencha, menaçant la dislocation de l'entité nationale belge, qui a enregistré un nouveau record mondial pour la durée de la formation du gouvernement, soit 541 jours

qui nous questionnent encore et nous confronte à des défis que personne n'ignore (la question de l'amazigh, la question de l'islam politique, notamment dans sa nouvelle version wahhabite, terroriste).

Parce que, pour comprendre ces « mouvements idéologiques de long terme » et avoir des relations avec eux, il ne suffit plus de continuer à croire tranquillement à l'hypothèse qu'ils ne sont que « le reflet idéologique de réalités de classe » (René Gallissot : *Lexique critique du marxisme*, PUF, 1981, p. 794-795).

C'est ce qui a empêché longtemps – et empêche encore – nos marxistes en particulier, à saisir les dynamiques internes spécifiques des phénomènes de prise de conscience et les questions culturelles, en les amenant à commettre des erreurs souvent fatales dans la pratique. Nous espérons qu'il y ait conjonction des efforts de la part d'hommes de la science et de la politique qui sont intègres, et le renouvellement de leur engagement en ce sens. Cela va constituer, sans doute une condition et un pas fondamental en vue d'atteindre l'un des objectifs majeurs du Centre, à savoir, corriger et reconstruire les relations entre la science, la politique et la société, en tant que l'un des plus grands enjeux d'une démocratie réelle dans notre monde actuel.

Enfin, serait-il contraire aux bonnes pratiques si nous osons réclamer « une histoire des sujets actifs », sachant que ce que nous entendons par le sujet actif, n'est ni la « raison de l'histoire » (Hegel), ni le sujet collectif (= le prolétariat /Georg Lukacs, Antonio Gramsci...), ni même ces grands hommes, ces héros historiques qui ont dépassé leurs propres limites, celles de leur temps et de leurs lieux... mais ces êtres individuels communs, simples, issus et œuvrant d'en bas, et dont l'histoire ne retient souvent d'eux que ce que le cinéma retient des « comparses » ?

Evidemment, en étant conscients que dans l'histoire aussi- et après les tentatives d'extermination et d'élimination qui avaient visé le sujet, même dans la littérature, l'art, la philosophie, ses fiefs de souveraineté fortifiés par excellence jusqu'à récemment – nous avons abouti à l'idée que « l'histoire est un processus ... sans sujet actif » ! (Louis Althusser) cela ne nous empêchera pas de réaffirmer notre réclamation d'une histoire similaire, histoire de ces sujets actifs dans l'Histoire, même s'ils y avaient représenté aussi la matière et la chair à canon.

Qui sont-ils ces nouveaux prophètes, militantes et militants de cette gauche nouvelle, convaincus et annonciateurs de la cité idéale et d'un nouveau « salut » possible, ici et maintenant, dans le lieu et le temps historiques ? Quelles sont leurs origines sociales et culturelles ? D'où et comment sont-ils venus à la lutte politique, à laquelle ils ont tout donné avec abnégation ? Quels ont été leurs modes d'organisation, leurs discours, leurs valeurs culturelles nouvelles qu'ils ont apportées et brandies face à la tyrannie de l'Etat et au conservatisme de la société et qu'ils avaient exprimées également, en tant que sensibilité ou courant, dans les domaines créatifs, littéraires (nouvelle, théâtre, poésie...) et artistiques (arts plastiques, sculpture, musique, chant et « mode »)... ? Avaient-ils une vie privée, ou une marge de vie privée, comme le reste des gens, à côté de leur vie militante ... eux dont les impératifs de la cohésion ont amené certains à « se suicider » socialement... eux dont les impératifs de sécurité, exigés par les conditions de l'action clandestine, les amenaient à se défaire même de leurs noms personnels, en leur substituant des pseudonymes ? Avaient-ils d'autres rêves, que le rêve et le projet originels et fondateurs ? Quelles ont été leurs batailles, leurs solidarités, leurs luttes et leurs

déceptions ? Quels ont été les formes et les critères de la « division du travail militant » entre eux ? Quels ont été leurs leaders : les théoriciens, les organisateurs, les agitateurs et leurs figures marquantes dans « l'action de masse » ? Quels ont été les créateurs de leurs textes d'épopées, associant la vigueur de conviction d'un « message » dépassant les limites du raisonnable, et la rigueur de l'analyse des données de la réalité et des possibilités de l'action à y faire... avec la force mobilisatrice et agitatrice, et la rhétorique tentatrice... dont cet ouvrage présente l'un de ses valeureux modèles représentatifs ?

Abderahman ZAKARI
Mohammedia, le 23 août 2013

Préface
de la première édition arabe
(Liban)

29

Le fait que le colonialisme espagnol vieillissant soit contraint à se retirer du Sahara marocain n'a pas représenté la fin du conflit dans cette partie du monde arabe, mais plutôt le début de nouveaux problèmes qui ont jailli à la surface. Cette région recèle un gisement considérable de matières premières, notamment les phosphates, et aussi un stock inestimable – selon les études – de pétrole et de gaz naturel...

Face à la crise du système capitaliste mondial, liée à la crise mondiale des matières premières et en particulier la crise du pétrole, qui a entamé son compte à rebours en attendant l'épuisement des puits de pétrole actuels, à laquelle s'ajoutent les coûts élevés et croissants, les risques accentués liés à l'extraction et au transport du pétrole à la source ainsi que dans les circuits internationaux, Canal de Suez, Mer Rouge, le Golfe... et

dans l'ensemble des pays du Moyen Orient arabe et de l'Iran, particulièrement marqués par plus d'effervescence et moins de stabilité...

Face à la considérable richesse en matières premières, minières et énergétiques, du Sahara marocain, à son éloignement des risques des circuits internationaux, et au fait qu'il soit à la portée de la mainmise militaire impérialiste et des marchés de consommation marocains ; facteurs à même de contribuer à réaliser des économies dans les dépenses de sécurité et de transport, qui pourraient contribuer à alléger la crise du système capitaliste mondial...

Face à tout cela, l'impérialisme et le colonialisme ne peuvent s'aventurer à mettre en péril leurs intérêts dans ce considérable dépôt vierge... pour quitter le Sahara marocain sans garanties leur assurant la continuité de leur domination directe et indirecte...

Pour saisir les racines profondes du problème, on ne peut se contenter d'analyser ses aspects partiels, qui émergent à la surface, à une des étapes du conflit, pour sortir avec des conclusions unilatérales qui ne permettent pas de donner une réponse juste aux questions et aux problèmes qui menacent le Maghreb en général... , il faut plutôt disposer d'une vision globale et claire, une connaissance concrète historique, économique et politique de la stratégie impérialiste et du colonialisme espagnol dans la région du Sahara marocain...

De même, il faut chercher les causes réelles du problème du Sahara, dans les accumulations quantitatives et qualitatives du problème, qui sont une sécrétion du régime réactionnaire marocain...

Bref, la nature de la contradiction principale dans cette bataille est entre les masses populaires marocaines et leurs forces démocratiques et révolutionnaires d'une part, et l'impérialisme et le colonialisme, qui ont œuvré

à la création d'un micro Etat dans le Sahara marocain, afin d'imposer leur domination totale, économique et militaire sur cette région...

La distinction entre la ligne des masses laborieuses et celle de la bourgeoisie, consiste à saisir le maillon de la contradiction principale, et œuvrer à lier la lutte contre le colonialisme espagnol à celle contre la bourgeoisie compradore dominante, en vue d'achever l'unité territoriale nationale, et préparer les conditions subjectives et objectives pour mettre fin à la domination de la théocratie et réaliser les changements radicaux aux niveaux économique, politique, social et culturel...

Parallèlement à son importance économique, politique et militaire directe et à long terme, cette bataille pose également une série de questions théoriques relatives à la révolution arabe, ainsi que la nécessité de préciser certains concepts qui ont été déformés sciemment ou non, tels que « peuple », « droit à l'autodétermination », « unité panarabe » ... etc, à travers lesquels se manifeste la contradiction – en ligne directe – entre des forces appartenant au camp national et progressiste et s'appuyant sur le matérialisme historique dans leurs analyses...ce qui renforce la nécessité de débattre de ces question en profondeur et de manière responsable, en vue de dénoncer les manœuvres tactiques et stratégiques de l'impérialisme et des classes réactionnaires...

La signification pratique de certains slogans prônés, tels que celui du « droit à l'autodétermination » et l'unité territoriale nationale...qui ont été utilisés dans la bataille du Sahara marocain et vidés de leur véritable substance, nuit non seulement à la question de l'achèvement de l'unité territoriale nationale, mais aussi à la question de la lutte pour la libération et l'unité du Maghreb, en particulier, et du monde arabe, en général. Ces préjugés atteignent un niveau extrême, lorsque ces

slogans vidés de leur substance sont prônés et soutenus par des forces arabes du camp national et progressiste. S'il est nécessaire de dénoncer le « nationalisme » du régime marocain réactionnaire et valet de l'impérialisme, dans sa défense timide de la « devise de la marocanité du Sahara » - qui est certes le slogan des masses populaires marocaines et de ses forces démocratiques et révolutionnaires et pour lequel des centaines de martyrs sont tombés – et dénoncer l'éclectisme, l'opportunisme politique, et la compréhension droitiste de la question nationale, chez des directions de certaines forces nationales marocaines, qui s'alignent derrière le régime, au nom de la défense de la nation, occultant ainsi le fait que la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme est, dans son fond, une lutte contre les valets du colonialisme et de l'impérialisme, et donc contre la classe dominante... S'il est nécessaire de dénoncer cela, il est également nécessaire, de dénoncer l'inadéquation historique des slogans tels que le " droit à l'autodétermination et l'indépendance », dans une situation telle que celle du sahara marocain.

Le " droit à l'autodétermination " et " l'indépendance " de ce qu'on appelle le " peuple sahraoui " est une entorse flagrante aux concepts de " peuple " et de " droit à l'autodétermination "... qui conduisent alors à l'inverse de l'objectif visé, c'est-à-dire à servir l'impérialisme et à consacrer la division, le séparatisme, et la création d'entités insignifiantes et artificielles, en leur conférant la légitimité. Cette thèse falsifiée, bénéficie de la confusion entre les données véridiques et non véridiques, suivant la devise « un droit utilisé pour couvrir une injustice »...

Il est très juste de combattre la réaction marocaine et ses maîtres impérialistes, mais il n'est pas juste du tout de tomber dans le marécage séparatiste, qui sape au fond

les intérêts des masses populaires, et sert les intérêts de l'impérialisme et du colonialisme, sous couvert de « droit à l'auto- détermination ». Ce dernier est une arme entre les mains des peuples et des nations opprimés, divisés, pour confronter l'ennemi national et panarabe ; et non pas le droit des provinces, régions, tribus, clans, religions et confessions, à la division et à la séparation du corps national, et à la division de l'unité des masses populaires...

Il est incontestable, que le plus dangereux moyens utilisé par le colonialisme, ancien et nouveau, par le sionisme et la réaction arabe, pour affronter les masses laborieuses arabes qui aspirent à la libération, l'unité, et le progrès social, a consisté à jouer sur les disparités régionales et religieuses et assimilées, pour instaurer la fragmentation, ce cancer qui a déchiré et déchire toujours le corps arabe, et empêche les masses laborieuses de s'unir et de donner un coup décisif à la présence impérialiste globale dans la région arabe sensible, qui est l'une des bases essentielles de la continuité de l'ordre impérialiste mondial.

Toutefois, le fait que des forces nationales et progressistes tombent dans le piège de cette politique est plus dangereux que la politique de fragmentation et de division colonialiste et impérialiste dénoncée. Ainsi, le visage colonialiste et réactionnaire se cache derrière les masques nationalistes, que les créateurs de ces masque en soient conscients ou non...

Voilà le résumé de l'expérience de la grave erreur historique des progressistes qui ont soutenu les décisions de l'ONU relatives à la division de la Palestine... et d'autres positions déviantes qui ont présenté « les justifications historiques » au régime égyptien – et à d'autres – aujourd'hui, afin qu'il puisse aller au dernier round de la trahison nationale et panarabe, sous le slogan « l'Egypte d'abord » et « Jamais plus de Palestine

après aujourd'hui »... Ces slogans de trahison, bas et condamnés, entrent pratiquement en contradiction avec les intérêts du peuple égyptien d'abord et de la nation arabe globalement, pour son autodétermination historique de renverser ses ennemis historiques qui essaient de les faire sortir de l'histoire !

Le devoir des forces démocratiques et révolutionnaires ne consiste pas à justifier les trahisons historiques de la bourgeoisie pourrie, mais de tirer les leçons de la destinée noire inéluctable vers laquelle elle se dirige, en vue de déterminer le contenu réel des slogans stratégiques de la révolution arabe, et d'œuvrer à leur conférer un contenu populaire progressiste, afin qu'ils deviennent l'affaire quotidienne des larges masses conscientes et organisées.

D'où l'intérêt de publier, dans ce contexte, ce livre qui présente une analyse détaillée et complète de la nature du conflit dans la région du Sahara marocain, en particulier, et le Maghreb, en général, ainsi que son impact sur la marche du processus révolutionnaire au niveau de la scène arabe dans son ensemble...

Le moyen d'y arriver, est la clarté complète, et la prise de conscience totale de la marche de la bataille nationale que mène le peuple marocain, pour achever son unité territoriale et ce en réfutant toutes les thèses erronées, qu'a exprimée et défendue la direction d'Ila Al Amam, à commencer par la thèse de l'existence d'une entité au Sahara distincte du peuple marocain, jusqu'à analyser les contradictions actives dans cette bataille, en exposant et analysant la position du colonialisme espagnol, celle du régime réactionnaire marocain, celle de la bourgeoisie nationale et enfin celle de la classe ouvrière, en vue de réfuter la thèse du « droit à l'autodétermination » dans les tribus et les communes villageoises, au lieu de son application marxiste-léniniste

dans les nations et les peuples, pour arriver à déterminer la ligne de démarcation dans cette bataille, entre la déviation nationale nihiliste, représentée par la direction d'Ila Al Amam et le Front Polisario, et la ligne nationale révolutionnaire, qui relie dialectiquement la lutte nationale contre le colonialisme, avec la lutte de classe contre le régime réactionnaire marocain...

Nous aspirons aussi à ce que ce livre soit une contribution sérieuse à même d'enrichir le débat ouvert entre les révolutionnaires arabes, sur les questions multiples de la révolution arabe, dans lesquelles s'inscrit la question du Sahara marocain... en préparation à la détermination de la voie révolutionnaire et les positions justes sur les diverses questions.

L'éditeur

من وثائق منظمة 23 مارس المغربية

الموقف الوطني الثوري من مسألة الصحراء المغربية



مركز محمد بن سعيد أوت إيدر للأبحاث والتراث
Centre d'Études et de Recherches Mohammed Ben Said Ait Idjer

Chapitre I

37

**Hissons haut
L'étendard léniniste
sur
La question nationale**

L'ère de l'impérialisme et la question nationale

Le plus grave danger auquel est exposé le marxisme-léninisme de l'intérieur, de la part des courants prétendant être fidèles à la pensée et à la méthode de Marx et de Lénine, est de faire sortir leurs textes de leur contexte historique concret, de les mutiler et les détacher des limites de la période historique concrète et précise qu'ils traitent. Lénine disait : « le marxisme dans son ensemble, et tout son système, exige que chacune de ses thèses soit étudiée du seul point de vue historique... en relation avec l'expérience historique concrète seulement... ». Le capitalisme ascendant, dans le monde capitaliste en général et en Europe en particulier, a joué un rôle

important dans la résolution de la question nationale au cours de sa lutte contre le féodalisme. L'évolution de la classe bourgeoise occidentale et la consolidation du système capitaliste, lors de sa première phase de croissance, ont été associées à l'extension des mouvements d'unification nationale, qui avaient drainé au champ de la lutte politique des masses populaires par millions, notamment les larges masses paysannes, lors de la victoire totale du capitalisme sur le féodalisme, soit de la période historique allant de la fin du Moyen Age au début des temps modernes (1789-1871), période qui a représenté la ligne ascendante avancée de l'action de la bourgeoisie occidentale, ère de la victoire des révolutions démocratiques bourgeoises occidentales, La bourgeoisie, née au sein du féodalisme, a évolué en fonction du développement des moyens de productions (la révolution industrielle), s'est constituée dans les villes, centres de l'artisanat, puis de la manufacture, en toute indépendance de la situation de la féodalité et en contradiction avec elle. Son évolution en tant que classe avancée, s'oppose totalement aux entraves et obstacles qu'elle subissait dans le féodalisme, en tant que système économique, politique et culturel. En effet, le fait de réunir les meilleures conditions pour le développement du capitalisme exige de la classe bourgeoise une lutte de classe ferme visant essentiellement la destruction totale du système féodal ; aussi, la bourgeoisie joua-t-elle un rôle révolutionnaire.

Le développement de la bourgeoisie est tributaire d'un marché intérieur vaste et unifié pour y écouler

sa marchandise. Ainsi, la bourgeoisie montante lutte pour détruire les frontières artificielles au sein de la même nation et pour éliminer tout obstacle entravant le développement à grande échelle et le libre-échange commercial. Dans cette lutte pour élargir et unifier le marché national, afin de développer ses intérêts et de réunir les conditions à même de donner libre cours à son développement industriel fulgurant, la bourgeoisie, en tant que classe, se confronte radicalement au système politique féodal, représenté par des fiefs fragmentés. Des masses par millions des classes laborieuses du peuple, souffrant le calvaire du système féodal pourri, sont poussées par les intérêts et le caractère radical de la classe bourgeoise, à aller de l'avant. La bourgeoisie pousse ses masses vers le champ de la lutte politique, au nom de la devise « fraternité, égalité, liberté », en vue de renverser le régime féodal, et réaliser l'unité de la nation sur les ruines de la fragmentation féodale, et pour créer l'Etat-nation unifié, au détriment des fiefs féodaux fragmentés. Dans cette lutte, la bourgeoisie unifie la langue, considérée comme moyen fondamental de l'échange et des relations commerciales entre les gens.

« Il était tout à fait naturel que les éléments de la démocratie moderne, que Marx représentait, soient guidés par le principe incontestable du soutien à la bourgeoisie progressiste... contre le féodalisme » (Lénine – Sous la bannière volée)... Bien plus, Marx et Engels, avaient soutenu l'unité de l'Allemagne bismarckienne (1870) – malgré l'opposition de

Bakounine et de Proudhon, qui avaient accusé Marx d'être un collaborateur de Bismarck – car, précisément, malgré son retard à divers niveaux, elle allait réunir les conditions du développement de l'économie bourgeoise et entraîner le développement de la classe ouvrière.

Ce fut la vision du marxisme à cette époque historique de la question nationale, qui ne se distingue pas de la position principale : soutien de la bourgeoisie progressiste contre le féodalisme réactionnaire, à l'ère de la révolution bourgeoise démocratique.

Mais, dès la victoire de la bourgeoisie et la consolidation de son système capitaliste, ses intérêts la poussèrent non seulement à éliminer les frontières au sein de la même nation, mais à les éliminer entre nations. En conséquence, elle a mené des guerres d'agression pour mettre sous son giron et dominer des peuples entiers. L'un des résultats du développement de la bourgeoisie elle-même, est qu'elle a cessé de jouer ce rôle progressiste, qu'elle avait joué contre le féodalisme auparavant.

La continuation du développement du capitalisme, fondé lors de sa première période sur la libre concurrence, va aller dans le sens de la concentration de la production, au développement de la force des monopoles, et à la prédominance décisive du capital financier au détriment du capital industriel. Cette évolution a conduit à un stade supérieur du développement du capitalisme, à savoir l'impérialisme, qui signifie essentiellement « que le capital dépasse le cadre de l'Etat-nation, désignant l'extension de

l'oppression nationale et son exacerbation sur une nouvelle base historique » (Lénine – Le mouvement de libération des peuples d'orient- p. 182).

Cette évolution a mis un terme à tout aspect positif, progressiste du nationalisme et des revendications nationales au sein des pays capitalistes développés, dans lesquels, les mouvements nationaux que dirigeaient les bourgeoisies avaient conduit à l'oppression d'autres peuples. En même temps, l'évolution globale du système capitaliste et la concentration des monopoles, ont entraîné une recrudescence de la contradiction de classe au sein des pays capitalistes eux-mêmes, entre la bourgeoisie, qui est devenue une force réactionnaire, et la classe ouvrière, qui s'est dissociée de la bourgeoisie et a créé des syndicats et des partis indépendants - sur les plans idéologique, politique et organisationnel - de toute influence de la bourgeoisie.

Dans cette réalité, tout accent mis sur le nationalisme s'est transformé en un chauvinisme hostile à la libération du prolétariat. Là, toute aliénation nationaliste, s'est transformée en obstacle devant le développement de la lutte de classe contre la bourgeoisie, en entrave à l'unité internationale de tous les travailleurs du monde. Là, le slogan de « la défense de la nation » est devenu un slogan bourgeois, cachant au fond la défense des intérêts réactionnaires bourgeois, par la recrudescence de sa domination sur la classe ouvrière et par l'accentuation de son oppression et de son exploitation des peuples colonisés.

Il s'agit là de la réalité des pays capitalistes développés à l'ère de l'impérialisme. Cette position sur la question nationale, se répercute-t-elle même sur les pays colonisés ou semi-colonisés ?

Si l'aspect positif de la question nationale en Europe occidentale et dans le monde capitaliste en général s'est terminé, et fait partie désormais du passé, après l'accomplissement de la révolution bourgeoise contre le féodalisme et après que la bourgeoisie soit devenue une force réactionnaire, entravant la libération du prolétariat et de l'humanité toute entière, la situation est autre dans les pays colonisés et semi-colonisés : la question nationale fait partie chez nous du présent, le présent vivant au quotidien, et dispose jusqu'alors de son aspect positif progressiste. Là, dans cette réalité, toute sous-estimation de la question nationale et de la nation est considérée comme une soumission à la persistance du colonialisme et de la dépendance à son égard. Là, dans cette réalité, tout abandon de la défense nationale, tout abandon de la défense de l'unité territoriale, signifie une trahison franche de la lutte pour la libération nationale du colonialisme, un défaitisme face à ses plans de balkanisation et la continuité de la dépendance à son égard. Là, dans cette réalité, la galvanisation de la conscience des masses et de ses avant-gardes révolutionnaires par le nationalisme libérateur, par l'amour de la patrie, le sacrifice pour sa libération et son unité, jouent le rôle du développement de la lutte de classe contre l'impérialisme et ses valets locaux.

Certes, le développement du capitalisme et son arrivée au stade impérialiste a conduit à l'unification du monde – il ne l'a unifié que pour l'exploiter et le diviser en même temps – opérant une scission dans le monde entre une minorité de nations impérialistes iniques et une majorité de nations colonisées, dépendantes et opprimées. Il a divisé le monde en Métropoles et colonies. C'est la dualité de l'époque impérialiste qui a ouvert une ère nouvelle dans la marche libératrice de l'humanité et la construction du socialisme. Cette marche relie intimement la lutte du prolétariat dans les pays capitalistes à celle de tous les peuples opprimés dans les pays colonisés et ceux dépendants, dans un même front commun contre le centre unifié de l'exploitation, à savoir les métropoles, ou le système impérialiste.

L'extension de l'exploitation de l'impérialisme et l'annexion, par ce dernier, d'autres peuples, par la violence et l'agression, ont entraîné l'explosion de la colère de millions de gens des peuples colonisés contre l'oppression nationale, ce qui a poussé inéluctablement au développement de mouvements de libération nationale anti-impérialistes, contribuant considérablement à la lutte pour mettre fin au capitalisme mondial. Aussi, « le prolétariat ne pourrait être victorieux sans le soutien des masses laborieuses de tous les peuples colonisés et opprimés » (Lénine : Œuvres choisies, V 3, T 1, p. 411).

Le slogan marxiste-léniniste « Travailleurs du monde, peuples opprimés, unissez-vous » prend toute sa signification de l'analyse léniniste de l'impérialisme, et

du rôle de la question nationale chez les peuples opprimés, dans l'élimination du capitalisme mondial et la transition vers la révolution socialiste. La question nationale à notre époque est passée de l'Occident à l'Orient. Elle n'a pas seulement changé de lieu, mais sa nature aussi a changé. Si, en Occident, elle est venue au sein de la révolution bourgeoise démocratique, à l'ère de l'impérialisme, en Orient, dans les pays colonisés et dépendants, elle s'inscrit dans le cadre de la révolution démocratique nationale populaire, à orientation socialiste. Elle fait partie donc de la révolution socialiste et non de la révolution bourgeoise capitaliste. Elle est autant nationale qu'internationale. Le fait de ne pas prendre conscience de cette vérité essentielle à notre époque, équivaut à une hostilité envers des pensées léninistes essentielles.

***Dans la lutte
contre quelles tendances
s'étaient élaborées
les idées de Lénine
sur la question nationale ?***

46

Il n'est pas étrange que la question nationale constitue l'un des centres d'intérêt majeurs du patrimoine léniniste, car les questions de la nation et du nationalisme avaient été des questions d'actualité à l'époque de Lénine, en Europe Orientale (Empire russe, Pologne... etc.). La question nationale a pris une dimension mondiale avec l'avènement de l'impérialisme, les événements de la première guerre mondiale, et la montée des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique.

La plus grave faute à commettre dans l'analyse des positions de Lénine sur les questions de la nation et du nationalisme, est de croire qu'il s'agit d'une seule position, unique et déterminée définitivement. Cette manière d'étudier le léninisme va le transformer en « théâtre de marionnettes ». Lénine a des positions confirmant sans ambiguïté que le marxisme est l'ennemi de tout type de nationalisme, mais, il y a d'autres textes et positions où il affirme que le marxisme soutient le nationalisme des nations opprimées. D'autres positions de Lénine affirment catégoriquement que « les travailleurs n'ont pas de patrie » ; tandis que dans d'autres textes il affirme qu'il est du devoir des marxistes de défendre la nation. De même, Lénine a considéré dans certains textes que la lutte nationale ne vient qu'à un rang secondaire, marginal dans la lutte de la classe ouvrière, mais il y a d'autres textes où il considère la lutte nationale comme condition préalable au développement de la lutte de classe, et que dans des conditions déterminées, elle occupe une place avancée, même par rapport à la révolution socialiste.

Cela signifie-t-il – comme le dit Lénine sur Marx aussi – que Lénine avait des idées incohérentes et qu'il n'avait pas de positions stables ? Bien au contraire, l'essence du marxisme-léninisme réside dans cette dialectique, dans cette contradiction, car le prolétariat n'a pas de position sacrée définitive de la question nationale. La seule chose sacrée du point de vue du marxisme-léninisme, c'est la lutte pour l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière, qui

va abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, les exploiters de toutes les classes, y compris la classe ouvrière elle-même. Partant de cet objectif global de la classe prolétarienne, se détermine l'identité de la question nationale, son caractère positif dans une période et un lieu déterminés, ou son caractère réactionnaire, et le devoir de la combattre.

Face à deux révisionnismes majeurs, le léninisme a mené une lutte rude et acerbe pour préserver les positions du marxisme révolutionnaire relatives à la question nationale, et les a développées dans leur compréhension globale, adaptée à l'époque actuelle, à la lueur de l'analyse de la période impérialiste.

La lutte contre le premier révisionnisme majeur a consisté à mener un combat implacable contre l'opportunisme de droite, qui s'était manifesté lors du déclenchement de la première guerre mondiale (1914-1918), qui avait fait exploser les sentiments nationalistes en Europe, et avait marqué du sceau national la lutte des monopoles impérialistes pour le partage des zones d'influence dans le monde, et entre les pays impérialistes en lutte. Dans ces conditions, l'opportunisme chauviniste était parvenu à devenir le courant dominant dans les milieux sociaux-démocrates européens, représenté par Kautsky et les « chevaliers » de la 2^{ème} Internationale. Face à cette trahison claire de l'esprit du marxisme révolutionnaire internationaliste, Lénine a dû ouvrir le feu sur l'opportunisme de droite, dans une lutte implacable, en vue de consolider la position révolutionnaire contre la guerre impérialiste. Ainsi, Lénine a fait ressortir, de

manière développée et globale, la signification vivante du slogan audacieux du marxisme : « les ouvriers n'ont pas de patrie ».

Lorsque Marx avait annoncé dans Le Manifeste communiste, en 1848, que les ouvriers n'ont pas de patrie, il avait conforté la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire en général, par une position révolutionnaire internationaliste et par une vérité essentielle nouvelle, à savoir que si l'Etat-nation a un sens progressiste démocratique à l'ère de la bourgeoisie montante, lors de la révolution démocratique bourgeoise contre le féodalisme, il a un sens réactionnaire et contre la libération du prolétariat à l'époque de la bourgeoisie développée, à l'ère des monopoles impérialistes ; car la bourgeoisie elle-même tend vers le nihilisme national et l'élargissement de l'influence du capital hors des frontières de sa propre nation, en annexant d'autres peuples et d'autres nations par la violence. La bourgeoisie de la libre concurrence a joué un rôle historique progressiste dans l'unification de la nation, du marché et de la langue, ainsi que dans le développement des forces, des relations et des méthodes de production. Elle a mobilisé derrière elle d'innombrables masses populaires démunies lors de la révolution bourgeoise contre le système féodal, et il était du devoir du prolétariat de lutter pour soutenir ces changements progressistes, d'appuyer et de participer à la guerre visant la défense de la patrie et l'instauration d'un Etat national unifié.

Mais, dès que la bourgeoisie était passée au stade du capitalisme monopoliste, et dès qu'elle s'était orientée vers le nihilisme national, vers la destruction de l'Etat-nation, sur les ruines duquel elle était montée lors de sa première phase, et en privilégiant ses intérêts de classe, cherchant les profits à l'intérieur et à l'extérieur de sa nation, même si cela allait entraîner le peuple et ses masses laborieuses, dans des guerres d'agression sanguinaires contre d'autres nations, d'autres peuples ; dans ces conditions, la nation et le slogan de la défense de la nation avaient perdu toute signification progressiste ou démocratique. Ce slogan était devenu plutôt la justification de l'invasion impérialiste, n'ayant aucun rapport avec les intérêts du prolétariat, ni avec ses objectifs de progrès. Il avait constitué plutôt une agression manifeste contre la liberté des peuples, leur indépendance et la fraternité entre eux.

En prônant le slogan du Manifeste Communiste à savoir que « les ouvriers n'ont pas de patrie », Lénine avait fait face aux chevaliers de la 2^{ème} Internationale qui avaient appelé à « la défense de la patrie » en vue de mettre une ligne de démarcation décisive entre ceux qui avaient dévié de la ligne de la révolution - et que la bourgeoisie avait séduit par des bribes de la plus-value qu'elle engrangeait des colonies-, qui avaient soutenu l'allocation de fonds à la guerre coloniale, et qui avaient participé à des gouvernements militaires. Par ces positions, ils s'étaient mis au service du capital financier mondial et des classes bourgeoises ; et le mouvement socio-

démocrate-révolutionnaire, qui avait déclaré avant la guerre qu'il s'y opposait, et qu'il allait lutter pour transformer la guerre de « la défense de la patrie », qui n'est en fin de compte qu'une guerre au profit des monopoles et qu'une lutte pour le partage des zones d'influence à travers le monde, en une guerre civile contre la bourgeoisie elle-même, pour la paix ; car c'est dans ce « défaitisme » que réside l'intérêt internationaliste, de classe, du prolétariat et de l'ensemble des peuples colonisés et opprimés. Le succès de la révolution socialiste de Russie en octobre 1917, fut une application vivante de cette ligne révolutionnaire internationaliste que le léninisme avait défendue avec opiniâtreté jusqu'au bout.

La vision léniniste historique globale ne se complète, ne devient mondiale qu'en rapport avec sa lutte contre le second courant de déviation sur la question nationale, et représenté précisément dans la lutte contre le courant du « nihilisme national », qu'avaient illustré les Russes Boukharine et Piatakov, et les Polonais, Rosa Luxembourg et Karl Radek.

Le « nihilisme national » prend son point de départ de positions opportunistes gauchistes extrémistes dans la lutte contre le « chauvinisme droitiste » du mouvement socialiste européen. Pour, mettre à exécution le mot d'ordre de la défense de la patrie, ce courant avait glissé vers une hostilité absolue à toute guerre nationale, sous prétexte que la guerre nationale et la défense de la patrie n'étaient plus possibles à l'ère de l'impérialisme. Ils avaient brandi le mot d'ordre « à bat les frontières » entre

pays, et le mot d'ordre « méthode de la révolution socialiste pure », et avaient combattu absolument le droit des nations à l'autodétermination, estimant que tout soutien à n'importe quel nationalisme, ou unification de nation, serait un moyen pour distraire les masses laborieuses de leur lutte principale contre leurs ennemis de classe ; et que toute illusion au sujet du caractère juste des guerres nationales et de l'instauration de l'Etat national unifié, n'était qu'une couverture de la politique impérialiste. Rosa avait dit en substance : « au temps (ère) de cet impérialisme envahissant, il ne peut y avoir de guerre nationale ; les intérêts nationaux ne sont que des moyens de diversion, visant à assujettir les masses laborieuses populaires à leur ennemi juré : l'impérialisme » (Lénine : Le mouvement de libération des peuples d'orient, p. 256).

Pour faire face à ce courant « économico-impérialiste », atteint de l'ulcère du « nihilisme national », en ce qui concerne précisément, le développement de la Russie, Lénine avait ramené le débat à sa base, à savoir « la nécessité de distinguer avec précision deux ères du capitalisme, totalement différentes l'une de l'autre pour ce qui est des mouvements nationaux » (Lénine, Le droit à l'autodétermination, p. 74)...

En Russie ... en Europe Orientale, et en Asie globalement, la révolution nationale bourgeoise démocratique n'a pas encore triomphé... Ces contrées connaissent encore « l'émergence de tendances visant à créer des Etats indépendants et unifiés sur le plan national » ; d'où toute hostilité à

cette tendance et à cette évolution, était considérée comme une position nationaliste des plus réactionnaires et des plus injustes.

Mais, la divergence entre Lénine et le courant « nihiliste national » ne se focalisa pas seulement sur la position au sujet de la question nationale, mais plutôt (plus clairement) sur les contradictions de la période actuelle, sur la compréhension de la dialectique de la relation entre ces contradictions à l'époque impérialiste, sur l'évaluation globale de toutes les forces actives qui luttent pour mettre un terme au système capitaliste-impérialiste. Rosa avait saisi le monde des « métropoles », mais elle avait mal évalué le rôle des pays coloniaux, dépendants. Et en ce faisant, elle n'avait pas pu appréhender correctement l'ensemble du contexte, ni l'impérialisme lui-même, qui signifie que le capital « dépasse » le cadre de l'Etat national et que l'oppression s'étend à de nombreux peuples des colonies et des pays dépendants. Le léninisme devint global, universel, précisément parce qu'il avait saisi précocement la vision de l'évolution ultérieure, la vision du futur, car il avait donné de l'importance au rôle progressiste des mouvements de libération nationale et d'unification dans les colonies et les pays dépendants ; car il avait soutenu la lutte de libération des peuples qui s'étaient soulevés pour se libérer du joug de leurs spoliateurs, et avait démontré concrètement, sur la base d'études de diagnostics de la lutte des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, que l'armée des peuples opprimés luttant pour leur liberté, était le plus

fort allié de la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste, et que toute tendance hostile à n'importe quelle lutte nationale et n'importe quelle défense de la nation, était dans son fond du défaitisme, qui rejoint objectivement, qu'elle le veuille ou non, les déviations de l'opportunisme de droite. Considérer que les guerres nationales, que mènent les nations opprimées contre les nations oppressantes, ne sont qu'une couverture de la politique impérialiste, qu'un moyen de distraire les masses laborieuses de la lutte de classe principale, signifie pratiquement détourner ces peuples de la résistance à l'invasion de leur nation, les détourner de la lutte contre le colonialisme. Sur ce point précis, le nihilisme rejoint l'opportunisme, même s'il a sur lui l'avantage du verbiage révolutionnaire de gauche.

54

Après ce très bref exposé du patrimoine marxiste-léniniste sur cette question, et dans le contexte historique précis où il a évolué, notre objectif premier était de rectifier les grandes déformations de certains points de vue du « gauchisme verbal », dont la suprême expression est représentée par la thèse de la direction d'Ila Al Amam. Quant à notre second objectif, il concerne la clarté totale, la prise de conscience complète de la marche victorieuse de la lutte nationale que mène le peuple marocain actuellement pour se débarrasser du colonialisme et pour son unité territoriale complète. C'est une réfutation de toutes les thèses erronées exprimées et défendues par la direction d'Ila al Amam, à commencer par l'hérésie de l'existence d'une entité au Sahara distincte du peuple marocain, jusqu'à

l'analyse de l'ensemble des contradictions agissant sur la bataille de libération du Sahara marocain : la position du colonisateur espagnol, la position de la réaction marocaine, la position de la bourgeoisie nationale, la position de la classe ouvrière, jusqu'à l'application des thèses de la direction d'Ila Al Amam sur « le droit à l'autodétermination », dans les bourgs et les villages, au lieu de son application marxiste-léniniste au profit des nations et des peuples ; pour aboutir, enfin, à la détermination de la ligne de démarcation dans cette bataille nationale, entre la déviation de droite, représentée par la pratique de la direction des partis nationalistes légaux, et la déviation nihiliste nationale, représentée par la direction d'Ila Al Amam et l'organisation du Polisario, et la ligne nationale-révolutionnaire que nous défendons.

كيف يصنع المغرب نخبه السياسة؟

الجامعة وصناعة نخب المغارب بين عالمين
نماذج من النخب المخزنية في مغرب القرن التاسع عشر
نخب الحركة الوطنية: التاريخ والنمذجة والفرص المهدودة
علال الفاسي والمهدي بن بركة: زعيمان للسياسة المغربية

المساهمات

النخب المحلية بين القبيلة والسياسة وبين النموذج الأحيائي في الصحراء
ونموذج الاعتراض السياسي في سيدي بطاش

في نقد النخبة ونقد نظرية النخبة

الندوة | الانتخابات وصناعة النخب في المغرب
بمشاركة الأساتذة: عبد الله ساعف، محمد مدني والحسن امزيان

صيف الربيع | حوار مع الباحث الأستاذ محمد الطووزي

الوثيقة | نقد ذاتي: أخطاء ثلاثة قاتلة

متابعات

عدنان ياسين / توفقي بلعيد / أحمد بلحاج آية وارهام / أحمد طليمات
الظاهر لكنتزي / ليلى الدردوري / صالح لبريني / الحسن بشمونة
حسن شيكار / عبد العالي بركات / محمد بوعايد
عبد الرحيم / عمر المرادي / ناصر السوسي

Chapitre II

57

Le nihilisme national et la question du Sahara marocain

Depuis plus d'un an, un large débat est ouvert au sein du Mouvement marxiste-léniniste marocain sur le Sahara marocain. De ce débat jaillirent deux principaux courants : le courant négationniste national et le courant nationaliste révolutionnaire. Au cours de ce débat, et suivant les traditions révolutionnaires communes, la direction d'Ila Al-Amam (En Avant, en arabe) a riposté par un document purement personnel qui affirme la marocanité du Sahara et renferme, certes, dans son analyse des contradictions, des contenus révisionnistes. La direction d'Il Al-Amam avait auparavant publié et diffusé publiquement le dit document en y joignant son point de vue-riposte.

58

L'intérêt de cette riposte signée du nom d'ila al amam, réside dans le fait qu'elle constitue actuellement dans l'histoire de ce débat sur le Sahara marocain, le document dans lequel est développée, de la manière la plus claire et explicite, toute la pensée de la direction de cette organisation, lequel document est devenu depuis, l'expression manifeste de la pensée négationniste nationale. Sur ce, le document en question sera, inévitablement, l'objet essentiel de notre critique.

Et vu les circonstances que traverse actuellement notre pays, le but de ce débat est de permettre au mouvement révolutionnaire de refondre sa vision en vue d'unifier la lutte sur des bases correctes et infaillibles.

***Le courant nihiliste national
et la question
du Sahara marocain***

Bien que Lénine ait mené une lutte acharnée contre ses plus proches militants, à savoir le courant de «l'économisme impérialiste » négationniste national durant toute la période allant de 1914 à 1916, cela n'a pas empêché l'apparition de la même tendance gauchiste verbale en 1920 au congrès de la IIe Internationale communiste, représentée par le communiste indien « Roy » qui présumait que les masses laborieuses indiennes s'intéressaient moins au slogans nationalistes qu'à la lutte pour leurs intérêts de classe. Cette vision de la question nationale est

l'expression d'un nouvel économisme impérialiste à l'aspect asiatique que Lénine a vivement critiquée en considérant qu'elle renferme en soi le danger de l'isolationnisme de la classe ouvrière vis-à-vis de la lutte générale que mènent toutes les classes de la nation pour une libération et une unité nationales, et qu'il a qualifiée « d'être fortement dépourvue de tout fondement. »

Dans la même mesure, la déviation de la direction de l'ex-parti « communiste marocain » concernant la question nationale, au cours de l'occupation coloniale du Maroc, lorsque elle s'opposa au slogan de l'indépendance pour une bonne durée de temps, en rattachant la libération du Maroc à l'achèvement de la révolution prolétarienne au niveau de la France, de même en s'opposant au mouvement national marocain et le taxant d'agent du nazisme. Et malgré que la déviation du « Parti communiste » qui lui ait valu la perte de sa popularité et sa notoriété jusqu'à nos jours, cela n'a pas empêché l'apparition, chez nous, à propos de la question nationale et la libération du Sahara marocain, du courant « négationniste national » représenté par l'organisation « Ila Al-Amam ».

Les principaux traits de cette position négationniste nationale se tracent comme suit :

1 – L'histoire, pour la direction d' « Ila Al-Amam » est une chose, la réalité en est une autre. Historiquement, le Sahara était marocain ; dans le passé, mais « la réalité n'est pas statique, elle est toujours en mouvement », par conséquent il ne faut pas « insister sur l'immobilité éternelle de la

marocanité du Sahara quelle qu'en soient les circonstances »... En revanche, nous ne devons pas rester immobiles, ni croire en l'éternalité des choses, les choses se développent, changent et deviennent choses nouvelles...Le Sahara connaît de nouvelles transformations changeant ainsi les données de la situation : de « nouveaux rapports de production » sont apparus, présence de « l'armée espagnole », des espions sahraouis et des organisations politiques nationales ! En définitive, la direction d'Ila Al-Amam recommande de prendre en considération le nouvel ordre manifeste au Sahara et de ne pas s'attacher à l'éternelle marocanité du Sahara quelles qu'en soient les conditions. On ne doit pas non plus négliger que le fait colonial, par la force des choses, a créé, à la place du Sahara marocain, le Sahara occidental arabe, et à la place des habitants marocains au Sahara, le peuple sahraoui arabe ; bien sûr, sans jeu de mots, tel que le fait la direction d'Ila Al-amam.

En somme, la logique d'Ila Al-Amam aboutit à une reconnaissance plutôt réservée déclarant que le colonialisme a créé au Sahara une entité libre, sui generis et bien distincte qu'on doit reconnaître en tant que fait accompli et en tant que réalité, et qu' « on ne doit pas négliger la réalité coloniale ». Et du moment qu'il y a une entité sui generis résultant du colonialisme et de la fragmentation et créant une situation spécifique du point de vue économique, politique et humain, on doit reconnaître à cette entité la revendication de son indépendance politique et nationale et son droit à l'autodétermination, si l'on

veut être compatible avec la mission de la libération réelle et véridique du peuple sahraoui et si l'on n'a pas l'intention de changer une forme de répression par une autre pire.

2 – Une grande lacune historique au niveau de la conscience de la direction d'Ila Al-Amam qui ignore, ou semble ignorer, toute la période historique s'étendant du début de la colonisation jusqu'à 1970. Un vide de 70 ans. Pour Ila Al-Amam, l'histoire, démarrant en 1970, équivaudrait à la réalité, du moment où sa direction croyait voir que le révisionnisme marocain était contre une vraie libération du Sahara.

Et bien loin de combler cette lacune de 70 ans par un retour à l'histoire, à la réalité et aux luttes nationale et de classes de notre pays, et rien que par un minimum d'effort, la direction d'Ila Al-Amam trace comme début, l'initiative de la réaction quant à sa conspiration lors du Congrès de Nouadibou, lequel congrès où le régime, suite à ses multiples trahisises envers la Mauritanie qu'il n'a pas épargnée elle aussi, s'est engagé à adopter la même stratégie de diviser le Sahara et non celle de « la marocanité du Sahara ».

Et bien que les événements de 1970 se soient passés au vu et au su de la Direction d'Ila Al-Amam, celle-ci, ne les considérant guère comme tels (!) même en 1970, procède par une méconnaissance de la stratégie du Régime, pour aboutir, par nécessité, à des généralités stratégiques et une aberrante et périlleuse conception stipulant que « parmi les facteurs historiques essentiels ayant entravé le

développement du mouvement de libération au Sahara contre le colonialisme espagnol ..., la continuelle ingérence durant toute la période passée, de la part de la réaction environnante et surtout marocaine, dans le but d'enceindre les initiatives libératrices au Sahara, les dénaturer et leur imposer une certaine tutelle.» Si cette erreur avait été la conséquence d'une quelconque ignorance ou plutôt une méconnaissance de l'histoire, la chose n'aurait pas eu tant d'importance ; mais la Direction d' Ila Al-Amam en aboutit à une position politique en vue de juger une stratégie fondamentale, et elle ajoute que « cette intervention s'est produite sous le prétexte de la marocanité du territoire sahraoui.» De ce fait, ladite Direction, en son âme et conscience, croit que le slogan de « la marocanité du Sahara » a bien servi durant toute la période passée, les prétentions de la réaction et a avorté la libération au Sahara. Par conséquent, il faut abattre ce slogan, le bannir de l'histoire et le réfuter par la réalité économique-politique léguée par le colonialisme espagnol dans la région du Sahara.

Ainsi, la boucle se referme des deux bouts. D'un, au Sahara il y a une nouvelle réalité (scission du Sahara du Maroc), et de l'autre, le fait de s'attacher à la marocanité du Sahara est réactionnaire et sert la stratégie impérialiste et réactionnaire !!!

3 - La rectification dont on dit qu'elle constitue un quelconque progrès quant à la position, apparaît lorsque « le mage, d'emblée, souffla dans leurs âmes », et celle d'Ila Al-Amam en est une qui se réveilla sur le devoir et la nécessité de « la

reconstruction de l'unité » entre le peuple sahraoui - masses du Sahara – et le peuple marocain « mais...au sein d'une démocratie populaire » !

Telle est la seule nouveauté. Mais, le passé a-t-il été effacé, la reconnaissance effective d'une entité propre au Sahara rejetée, celle d'un soi-disant peuple, plutôt masses sahraouies, mise à part ? S'est-on débarrassé de la reconnaissance d'un état fantoche au Sahara, considérant que cela étant l'indépendance nationale et la libération du colonialisme ? Assurément, nous disons que rien de cela n'est. Au fait, cette interversion chaotique et cette démagogie confuse concernant la soi-disant « reconstitution de l'unité » ne font que masquer de nouveau la position en l'assombrissant et en l'adoucissant en vue de la faire absorber par le biais de l'excipient-laïus de la révolution, de la libération et de l'unité.

1 – La marocanité du Sahara, est-ce un faux problème ?

Le courant « abolitionniste national », dans de multiples articles, conférences et débats, confirme que l'attachement à la marocanité du Sahara est un faux problème (!) et que l'essentiel n'est en aucun cas sa marocanité, mais plutôt sa libération.

De prime à bord, nous devons souligner que la question de l'histoire réelle de cette région, partie intégrante et indissociable d'une entité nationale et historique, à savoir le peuple marocain, est essentielle dans la mesure où principalement elle se

rattache à une situation stratégique nationale révolutionnaire pour libérer le Sahara du colonialisme et faire face au projet de dislocation de l'identité arabe et marocaine de la région. La question du Sahara constitue, dans le processus de la révolution nationale démocratique populaire marocaine de la région, un tournant décisif quant au développement de la lutte des classes au Maroc et à la constitution d'une république démocratique populaire dans tout le Maroc.

De plus, il est dit que le slogan de « la marocanité du Sahara » est l'attitude du régime réactionnaire et des partis de la bourgeoisie nationale sous toutes ses formes. De ce fait, si c'est la même position qu'adopte le Mouvement marxiste-léniniste marocain (MMLM), soit l'attachement à la marocanité du Sahara, qu'est-ce qui nous différencierait du régime et des partis ? Ce procédé, donc, d'aborder les choses, est effacé et enfantin, ni plus ni moins. A titre d'exemple, le régime réactionnaire et les partis nationaux prônent (en paroles seulement) l'arabisation de l'enseignement, alors, pour se distinguer, le mouvement marxiste-léniniste devrait-il être contre l'arabisation de l'enseignement, seulement parce que ce slogan est crié par le régime et les partis nationaux ? Devrait-il aussi considérer que l'essentiel n'est pas l'attachement à la langue arabe dans l'enseignement, mais la libération de l'enseignement du contenu colonialiste et réactionnaire et bourgeois dominant ?

En fait, camarades, le but, l'important et l'essentiel c'est la libération de l'enseignement du contenu

colonialiste, réactionnaire et bourgeois, et l'instauration, à sa place, d'un enseignement populaire démocratique. Mais la question de la langue d'enseignement, soit l'attachement à l'arabe comme outil d'apprentissage populaire et démocratique des masses populaires, ne se dissocie pas du but stratégique sur le front culturel. Il ne faut donc pas isoler la lutte pour une culture populaire et démocratique et la généralisation de l'enseignement de la lutte pour l'arabisation de l'enseignement. Et similairement, ce qui devrait différencier le mouvement marxiste-léniniste marocain du régime et des partis à propos de la libération du Sahara, c'est exactement le fait de ne pas dissocier sa libération effective de la lutte pour son intégrité à tout le territoire national marocain.

Méthodologie de l'histoire chez Ila Al-Amam

Voyons maintenant comment la direction d'Ila Al-Amam conçoit-elle l'histoire marocaine. Prenons comme exemple de sa méthodologie de l'histoire : le Sahara était marocain lorsqu'il avait avec toutes les régions du Maroc des relations commerciales communes. « Durant toutes les périodes de prospérité du commerce du sel, des esclaves et de l'or, explique le document d'Ila al-Amam, le Sahara, par de solides relations, était rattaché au Maroc. En effet, durant l'époque des dynasties des Almoravides et des Almohades, ces relations s'étaient extrêmement consolidées. Le Maroc, y compris le Sahara,

constituait un intermédiaire-passerelle entre l'Afrique occidentale et le reste du monde à travers la mer méditerranée » ...

Un deuxième exemple de cette méthodologie de l'histoire : « le Sahara, lit-on dans le document d'Ila Al-Amam, n'est plus marocain ; il n'a plus de relations commerciales communes avec le reste des régions du Maroc. Or, depuis le début du XIII^{ème} siècle, qui connaît le déclin des Almohades, commence l'affaiblissement des relations entre le Sahara et le Maroc. Au XIV^{ème}, les routes commerciales ont changé de cap vers l'Egypte, ce qui a aggravé la situation. En effet, au Sahara, les tribus ont gardé leur structure sociale semi-féodale sans pouvoir la dépasser et ont maintenu une semi-indépendance vis-à-vis des autres régions du Maroc »...

67

Ces extraits du document émanent du contexte de réfutation et rejet de toute position confirmant la marocanité du Sahara. La direction d'Ila Al-amam considère, dans ce sens, que la réalité n'est pas statique, mais en continuelle changement suivant les transformations économiques, politique et militaires au Sahara et dans les pays limitrophes. Là, nous demandons à la Direction d'Ila Al-Amam si l'affaiblissement des relations annule la Marocanité Sahara et de même, si c'est seulement l'existence de relations commerciales qui fait preuve de la marocanité du Sahara.

Et si, on s'était basé sur cette théorie pour chercher une quelconque explication à l'histoire du peuple marocain, celui-ci n'aurait guère existé.

Comment donc s'est constituée l'entité du peuple marocain ? Et quel rôle y a joué le commerce ?

Constitution de l'entité du peuple marocain

L'étude historique du processus de la constitution de l'entité du peuple marocain nous prouve que le fait était similaire à l'opération de l'arabisation du Maroc qui était simple et spontanée, loin de toute forme de contrainte ni de violence.

La conquête arabo-musulmane a constitué pour le Maroc un levier de renaissance fort développée dans l'histoire marocaine. En effet, la religion et la civilisation musulmanes ont contribué à tracer l'image de la société et du nouveau peuple. L'influence de la religion musulmane et la civilisation arabe fort rayonnantes et spontanément accueillies, était très grande au point d'engendrer un éminent changement au niveau des traditions sociales et culturelles, et de tracer le cours de la vie politique marocaine.

La nouvelle dynamique réalisée par ce développement au Maroc et l'afflux de trois importants exodes essentiels, estimés à plus de 300.000 arabes de l'Orient arabe et de l'Andalousie pour s'installer et vivre au Maroc, dans les villes tout d'abord, puis ensuite dans les plaines et les oasis sahariennes, ont donné la vie à une nouvelle refonte très développée du peuple marocain, grâce au rôle dominant de la civilisation et la langue arabes dans

les principaux domaines du pays, politiques, militaires, administratifs, culturels ...

Ce développement, que le Maroc a connu suite à la conquête arabo-islamique qui l'a intégré depuis dans un cadre plus général, à savoir le monde arabe, qui a fait de lui un grand et important acteur à l'échelle de la région, d'un côté comme base de partance de la conquête de l'Espagne et de l'Europe, et de l'autre, une base essentielle dans le Monde arabe supervisant une bonne partie de l'Afrique, ce développement, donc, a renforcé l'intégration et l'unification des deux éléments berbère et arabe dans un seul peuple, le peuple marocain.

Cela s'avère bien clair par la place qu'occupent la religion musulmane dans la vie politique et sociale et la langue arabe dans la vie militaire, administrative et religieuse, et par le brassage ou plutôt l'intégration des deux composantes arabe et berbère dans de larges relations économiques, sachant que les villes et les plaines arabisées jouaient un rôle économique, continu et indispensable avec les habitants des montagnes, les berbères. Ce qui a contribué à un côtoiement durable renforçant ainsi l'arabisation et l'intégration au sein du peuple marocain. Et contrairement à ce que préconisent les théoriciens colonialistes, un cheminement des étapes de l'histoire témoigne que les arabes et les berbères ont œuvré ensemble pour répandre et véhiculer l'islam à l'intérieur du Maroc, en Andalousie à l'extérieur et au centre de l'Afrique ; ils ont contribué en commun accord à l'édification des règnes ayant à leur tête des dynasties d'origine

arabe (les Idrissides, les Saadiens, les Alaouites) et berbère (les Almoravides, les Almohades, les Mérinides). De ce fait, les conflits internes n'avaient guère de nature raciale, à tel point que toutes les luttes menées par les masses marocaines étaient contre tout makhzen injuste et oppresseur et tout ennemi étranger agresseur.

***Rôle du commerce et son impact
sur l'unité de l'Etat
et phénomène de la « siba »***

Si nous avons fait cette entrée à propos du processus de la constitution de l'entité du peuple marocain, c'est en vue d'affirmer ce qui suit : d'une part, le Sahara occidental constituait une partie indissociable du peuple marocain, d'autre part, toutes les tentatives qu'a menées « le courant abolitionniste »

pour prouver l'état exceptionnel du Sahara occidental marocain suite à l'existence ou non des relations commerciales avec les autres régions du Maroc, et par conséquent, son rattachement ou son indépendance vis-à-vis de l'Etat marocain, ne sont en fin de compte, que des tentatives dérisoires, incapables de comprendre les particularités inhérentes de l'histoire marocaine effective et dynamique. Le Sahara, a-t-il été alors, une situation d'exception au niveau du Maroc ? L'existence ou non des relations commerciales, l'état de l'unité en un temps et lors de l'indépendance si limitée en un autre, ne reflétaient-ils pas un phénomène général

pour toute les parties du Maroc ? Cette histoire, n'était-elle pas, entre le rattachement et la réparation, une réalité déterminante et un parcours réel de l'histoire du Maroc n'ayant guère renier l'unité du peuple et celle de la nation ?

Le périlleux chez les marxistes marocains et arabes en général, réside dans le fait d'essayer d'expliquer l'histoire marocaine et arabe calquée sur le modèle européen et capitaliste évolué, en se référant au développement tel qu'il s'est produit dans l'Occident et dans les pays capitalistes avancés, où furent accomplies l'entreprise de l'unité politique et la constitution de l'Etat-nation en tant qu'aboutissement et résultat de la croissance et du progrès de la classe bourgeoise dans sa révolution contre la féodalité, en alliance avec les masses populaires : paysans et ouvriers.

71

L'histoire de la nation, dans un tel état de fait, est unique, linéaire et croissante ; l'émiettement de l'Etat en principautés et micro-états lègue place à une division administrative en départements et provinces dans le cadre d'un Etat-nation unique. En définitive, cette histoire se résume en ceci : « le développement de l'unicité au détriment du pluralisme »

Au Maroc, le cours du développement est fort différent : l'Etat unique sur tout le territoire national s'est construit au cours de plusieurs périodes historiques sans que cela ait été accompagné de l'existence d'une classe bourgeoise dominante au niveau de la production et de l'Etat. En revanche, on trouve une pluralité de l'Etat,

rétrécissement du pouvoir de l'Etat, apparition des régions « siba », préservation de grandes régions d'une grande indépendance vis à vis du pouvoir central (le makhzen). En effet, c'est l'alternance de ces deux formes (bled siba et bled makhzen), à savoir le conflit entre cette unicité - suprématie intégrale de l'Etat - éphémère et l'étrécissement de l'Etat et l'apparition de régions siba, qui a spécifiquement marqué l'histoire marocaine.

Quel en est donc, le fondement économique de cette spécificité ? L'invasion colonialiste avec son mode de production capitaliste, a-t-elle abouti à trancher ce balancement ou à approfondir les fondements de la fragmentation ?

L'agriculture n'a jamais constitué l'ultime ressource enrichissante de la classe du makhzen, ni le fondement de la force et l'approvisionnement de l'Etat central marocain. Le retard des moyens de production agricoles et leur faible rendement ne permettait pas plus d'une autosuffisance, ce qui a fait que l'agriculture ne constituait pas une ressource principale pour une importante plus-value permettant l'apparition d'une classe féodale au sens européen du terme. Au contraire, la ressource essentielle de la classe dominante reposait principalement sur les bénéfices commerciaux. La civilisation marocaine était une civilisation citadine à base de commerce saharien.

De ce fait, il n'est aucunement étrange si les Almoravides, les almohades et les Mérinides n'ont connu l'expansion et le progrès qu'après s'être emparé de la ville de Sijilmassa, « porte du désert » et

carrefour des routes commerciales entre le nord et le sud du Maroc.

Ainsi, au cours du XI^{ème} siècle après J.C., a émergé la force de l'Etat almoravide associée à domination des routes des caravanes commerciales. Or, après la prise de Sijilmassa (1056) et Marrakech, ils s'engagent dans le processus de soumettre toutes les régions de l'Extrême Maghreb (Maroc), une partie du Maghreb central avant de se diriger vers l'Andalousie.

Et au XII^{ème} siècle après J.C., l'Etat almoravide a résisté face à ses ennemis les Almohades durant trente années, et n'a chuté que lorsque les Almohades se sont emparé de Sijilmassa en 1145. Juste après, ils ont réussi à soumettre toutes les régions du Maroc sous leur domination, de Marrakech à Kairouan, cela en 1152. Et de la sorte, l'Etat almohade n'est tombé que lorsque les Mérinides ont pris « la porte du désert », Sijilmassa en 1255.

Au moyen-âge, la succession de ces Etats sur le pouvoir au Maroc, était la conséquence imminente de la capacité, que pouvait avoir tout groupement politique vainqueur en conflit avec les autres, de concentrer en même temps, force politique et militaire d'un côté, et la domination des routes commerciales, de l'autre. En effet, une bonne partie des revenus de la classe dominante – aristocratie tribale et commerciale – en provient. Ces revenus sont prélevés soit en impôts et taxes imposés par le Makhzen sur les différentes opérations commerciales, soit à travers des commerçants qu'il lui associe dans

des entreprises commerciales, ou des courtiers commerciaux de confiance qu'il charge d'une partie de son commerce.

Dans une telle situation, l'Etat, pour son développement et sa perpétuité, a un impératif besoin à animer le commerce et soutenir les commerçants ; en contrepartie, ceux-ci ressentent encore plus la nécessité de l'Etat pour leur assurer les déplacements et la protection de leurs opérations commerciales à toutes les étapes. Ils ont extrêmement besoin d'un Etat puissant et prédominant sur tout le territoire et principalement sur les routes de transit et les emplacements où leur commerce est concentré pour le continu et permanent export-import.

En conséquence, c'est ce rôle du commerce dans le développement de la société marocaine au Moyen Âge qui constitue le fil conducteur pour expliquer plusieurs phénomènes dans l'histoire marocaine. D'une part, ce qui explique pourquoi la catégorie des commerçants ne s'est pas développée et transformée en une classe de la bourgeoisie comme cela s'est produit en Europe, malgré les bénéfices énormes qu'elle gagnait des opérations commerciales, réside effectivement dans le fait que son rôle limité d'intermédiaire commercial sur la scène internationale, n'a guère éveillé en elle la tendance de s'approprier les moyens de production. De ce fait, elle devait perfectionner sa fonction de courtier et consolider ses relations avec le Makhzen central ; un Etat centralisé et puissant pourrait garantir la stabilité et la sécurité nécessaires pour assurer le

transit de la monnaie et des marchandises. D'autre part, c'est sûrement le conflit sur les routes commerciales et la maîtrise des « portes du Sahara », points d'accès des caravanes commerciales qui démontre pourquoi l'histoire du Maghreb arabe était comblée d'hostilités entre les pays de la région durant tout le Moyen Âge. S'il y avait eu une ligne commerciale partant des rives du fleuve Niger et arrivant l'Ifriqiya à travers le Sahara algérien (actuel), une autre route beaucoup plus importante existait déjà. Cette route qui traverse le Sahara occidental marocain parce que c'est le territoire le plus restreint et le moins attractif et qui longe l'Océan Atlantique, dévie un peu en arrivant au Oued Draa pour atteindre enfin Sijilmassa. De cette ville s'embranchaient les routes commerciales vers le nord et se terminant en fin de parcours, d'un côté dans le Nord du Maroc et l'Andalousie, de l'autre dans l'Orient arabe, à travers le Maghreb central. Et tout le long de ces passages étaient bâties des villes qui devenaient, dans la plupart des cas, des capitales des différents Etats du Maghreb arabe : Fès, Tlemcen, Tahert, Constantine et Kairouan. Le principal conflit entre les Etats de la région s'accroissait sur le contrôle du commerce de l'or et l'anéantissement des villes concurrentes. Les guerres intestinales qu'a connues le Maghreb arabe durant le Moyen Âge s'expliquent dans leur majorité non par un amour d'expansionnisme en soi, mais par une envie de domination des routes commerciales sahariennes.

D'un autre côté, et c'est le point le plus important de notre sujet, ce qui explique, dans notre histoire, l'apparition du Makhzen, l'Etat fondamental, réside dans le fait qu'il constitue un magasin (dépôt) de fonds. L'origine historique du mot désignait un coffre en métal où l'on cachait l'argent. De là, par glissement de sens, le mot « makhzen » a désigné au Maroc l'Etat central, du fait que son rôle principal était les prélèvements d'argent à travers les impôts et les opérations commerciales.

L'instauration de l'Etat central unitaire durant une très longue période historique depuis le VIIIème siècle après J.C., surtout dès le règne des Almoravides au XIème siècle où s'est réalisée pour la première fois une éminente unité politique pour le Maroc. Grâce à cette unité, le Maroc a pu délimiter ses frontières politico-géographiques, mettre en place les substructions d'un Etat développé, unifié et fort. L'instauration d'un tel Etat n'était en aucun cas la résultante de l'existence d'une classe bourgeoise capitaliste développée en quête d'un marché unifié pour l'écoulement ses marchandises qu'elle a produites elle-même, mais, chez nous au Maroc, c'était l'effet du rôle joué par l'aristocratie tribale et commerciale considérée en tant qu'intermédiaire mercantile mondial vu l'excellente position géographique du Maroc. Laquelle position le reliait, sous l'influence des échanges commerciaux, aux pays de la Méditerranée, de l'Afrique du Nord et au Soudan à travers le Sahara.

Cette situation qui supposait l'apparition d'un Etat central engendrant, par la force de fait, de graves

conséquences sur la condition de vie des masses populaires, aboutissait, à chaque cycle de la constitution de l'Etat et son arrivée à l'apogée de développement et de domination, à une situation de dislocation appelée phénomène de « siba », dans l'histoire du Maroc ; elle aboutissait aussi à une pluralité tribale au détriment d'une unicité de l'Etat centralisé.

La constitution d'un Etat, sa victoire et sa domination sur les lignes commerciales, permettaient à la classe dominante de mener une vie d'extrême richesse et d'effroyable luxe, et de concert, imposaient la nécessité de l'acquisition d'une armée puissante, très bien équipée bien qu'extrêmement coûteuse et prélevant les impôts à la sueur des masses populaires, en particulier les paysans qui ne cultivaient que pour subsister. Ces paysans pauvres savaient bien que le fruit de leur labeur en vue de développer la production était toujours la proie du Pouvoir central, le Makhzen, qui mobilise pour cette tâche, la « harka » (au Maroc, expédition punitive contre les insurgés) la « soukhra » (commission que la tribu versait à un mokhazni du sultan ou un gouverneur accomplissant une mission sur le territoire de ladite tribu) imposait par le Caïd de la région. En effet, au cours du règne du sultan Moulay Ismaïl, par exemple, « les collecteurs d'impôts terrorisaient les sujets, se gavant de viande, s'enivrant de sang, suçant l'os, humant la moelle et ne laissant aux gens ni vie ni foi. » (extrait d'une lettre de l'un des ulémas à Moulay Ismaïl. Al-istiqla, t 7, p 81)

Les masses populaires ne voyant en la fondation d'un Etat centralisé puissant et dominant que l'aggravation de leur exploitation destructrice les amenant à même la famine. Ainsi, et effectivement chaque fois que l'Etat centralisé s'affaiblissait ou de privait de l'une de ses possibilité de développement, ou bien encore, si les contradictions internes s'accroissaient, précisément les conflits sur l'héritage du trône après la mort du monarque, les masses populaires de leur côté, s'affairaient à se protéger de l'oppression de l'Etat centralisé et imposer leur quasi-indépendance : auto-administration par l'intermédiaire du conseil de la « Jma'a », désobéissance au prélèvement d'impôts, formation d'un front commun contre l'arrivée de l'armée du Makhzen envisageant leur soumission. Ces mêmes tribus, sous l'effet des années des vaches maigres, passaient à l'invasion des plaines dépendant de l'autorité du makhzen à la recherche de toute ressource de survie, même par les razzias, constituant ainsi une grand menace pour la sécurité du « bled makhzen » qui se rétrécissait pour ne se limiter que dans les villes et les plaines.

De là nous interpellant la Direction d' Ila Al-amam : « La situation du Sahara occidental marocain qui a maintenu une « indépendance » vis-à-vis des autres régions marocaines et qui a connu un changement des routes commerciales orientées vers l'Egypte, était-elle une situation exceptionnelle et unique pour le Sahara occidental marocain, seul à part des autres régions du Maroc qui avaient connu elles aussi la même situation caractérisée par une « quasi-indépendance relative » avec la progression des

régions « siba » hors de portée du pouvoir et de la domination du Makhzen ?

Assurément, depuis la fin de l'époque des Mérinides et au temps des Wattassides, une grande partie du pays refusait de verser les impôts, et exerçait depuis, une effective indépendance du pouvoir du makhzen. De ce fait, les régions « siba » s'étendaient englobant ainsi le Sahara occidental, la Mauritanie, les régions du Moyen-Atlas, les djebels (massifs) des Béni Iznassen, les régions étendues du Moulouya et du rif et autres. Ainsi, et comme nous l'avons cité avant, adopter la thèse qui dit que l'affaiblissement des liens commerciaux néantisent la marocanité du Sahara, généralisée et conçue comme telle, finirait par nier l'existence d'un quelconque peuple marocain, excepté les villes et les plaines !

79

Laissons de côté cette question, nous y reviendrons juste après.

La Direction d'Ila Al-Amam explique ce phénomène seulement par « la faiblesse du pouvoir central qui est incapable de regrouper les différentes parties du Maroc en un tout homogène ». Et d'ajouter un autre facteur, « la catégorie des commerçants marocains n'était pas, par forte impuissance, en mesure d'éradiquer la féodalité et d'instaurer les bases d'une économie capitaliste. »

Depuis le VIIIème siècle (apr. J.C.) jusqu'au XIVème, le Maroc s'est développé en tant que peuple et a conservé son indépendance pour une très longue période : l'Etat - Makhzen naissait, se développait et répandait sa domination sur les échanges

commerciaux, vers les pays de la Méditerranée, du Maghreb arabe et le Soudan à travers le Sahara et la Mauritanie. Au cours de cette période où le Maroc a connu les plus grands degrés de son développement, grâce au rôle déterminant qu'il a joué dans ce domaine sur la scène internationale, il a pu regrouper toutes les parties de la nation marocaine en un tout bien cohérent. La force de cette union provient pourtant de la domination sur les centres de commerce : les ports, les foyers des caravanes commerciales dans le Sahara marocain. Cependant, ce développement n'était pas toujours régulier ; il régressait ou s'arrêtait.

Cette stagnation du développement était due aux structures internes, économiques et sociales arriérées, aux forces de production matérielles et humaines détériorées et à la faiblesse du pouvoir central et de la catégorie des commerçants. Mais cela n'explique pas toute la réalité : depuis le XIV^{ème} siècle (apr. J.C.) et le début du XV^{ème}, le Portugal et l'Espagne occupaient les villes côtières, Ceuta (1415), Assilah et Tanger (1481), Safi (1508), Azemmour (1513). A ce développement, étaient associés la faiblesse du pouvoir central, l'absence totale de toute force de la catégorie des commerçants, la dégradation des forces productives, l'intensification de la crise économique et sociale la propagation des régions « siba ». L'occupation de presque tous les ports marocains, excepté Salé et Rabat, par les l'Espagne et le Portugal a conduit à la rupture des relations commerciales qui étaient fort actives entre le Maroc et les pays de la

Méditerranée. De même, les relations hostiles avec les Turcs affaiblissaient les échanges avec les autres pays du Maghreb arabe. S'ajoute à cela, la dégradation du commerce à travers le Sahara avec le Soudan et dont une grande partie était dominée par le Portugal et l'Espagne.

Cette dégradation générale, effet de la détérioration des lignes des échanges commerciaux entre le Maroc et les autres pays étrangers, a eu des conséquences néfastes sur l'agriculture et l'industrie marocaines. Le Maroc a connu depuis, une période exceptionnelle de développement s'étendant entre la fin du XVIème siècle et le XVIII, et précisément durant le règne du Sultan Ismaïl (1672 - 1727) et le Sultan Mohamed Ben Abdellah, qui avaient bénéficièrent surtout de la faiblesse générale de l'Etat ottoman dont le pouvoir en Algérie avait cessé toute ingérence dans le Maroc, de la réactivation du commerce entre le Maroc et l'Algérie, de la conjoncture internationale où se trouvaient l'Espagne et le Portugal, surtout que l'Europe vivait un profond conflit entre les grandes puissances qui se disputaient le partage les zones d'influence d'alors ; conflit entre l'Etat ottoman et la Russie tsarine, conflit entre l'Allemagne et la France ... Ce conflit qu'avait connu l'Europe au cours du XVIIème siècle eut beaucoup d'influence sur la situation en Espagne et au Portugal, à tel point qu'ils ne présentaient le moindre danger pour le Maroc.

Mais, malgré cette période exceptionnelle que connut le développement du Maroc et au cours de laquelle le commerce eut repris sa vive activité, le

pouvoir central ce renforça, l'économie du Maroc put progressivement intégrer, durant le XIXème siècle et le début du XXème, le marché mondial impérialiste en tant qu'économie coloniale fractionnée, en concert avec l'existence de régions quasi-indépendantes, situation globalement aggravée ; la division du territoire se concrétisait. Effectivement, à cause de la domination du commerce européen sur les principaux ports et les centre commerciaux, les compagnies capitalistes occidentales s'infiltraient au cœur du pays, par le biais d'un réseau de courtiers marocains favorisés par ce qu'on appela « droit de protection ». De ce fait alors, le Maroc fut occupé en 1912. Le colonialisme, après s'être incrusté et établi, pour les nécessités d'exploitation capitaliste, put unifier le pays en réduisant à néant les régions « siba ». Mais au sein de cette unification, en vue de faciliter l'exploitation, il divisa le Maroc en régions disparates : région de la Mauritanie, occupée par la France, région du Sahara occidental, occupée par l'Espagne, région de « l'intérieur » - ainsi dénommée -, occupée par la France, la région du Nord, en plus de Ceuta et Melilla, occupée par l'Espagne et internationalisation de la ville de Tanger.

***Les habitants du Sahara,
Forment-ils un peuple
ou font-ils partie du peuple marocain ?***

Reprenons donc et avec plus de précision, par un aperçu antérieur, la question déjà posée à la Direction d'Ila Al-Amam ainsi formulée : « L'existence de

régions siba indépendantes du Pouvoir central et la présence effective du néo-colonialisme, tel qu'il était dans le temps et qui a divisé le Maroc en parties éparses comme nous les avons citées, ont-ils participé à la création au sein du même pays, le Maroc, des peuples bien distincts les uns des autres avec une ferme capacité de se constituer légalement et juridiquement comme tout autre peuple ?

La logique de la Direction d'Ila Al-Amam tend à affirmer l'existence d'entités indépendantes suite à la détérioration des trajets de commerce, de la faiblesse du Pouvoir central et de la catégorie des commerçants, en plus du colonialisme. Cette logique, de même qu'elle insiste sur la nécessité de « prendre en considération l'état de fait nouvellement apparu au Sahara » et lui attribue « le droit à l'auto-détermination » et le droit de constituer un Etat indépendant, elle reconnaît l'existence d'un peuple indépendant en tant qu'entité propre apparue au Sahara « occidental arabe ».

Sur ce, notre réfutation se base sur le fait que l'histoire de la région sahraouie est une partie indissociable de l'histoire économico-sociale de la nation marocaine : primo, en tant que régime tribal communautaire gouverné par le Makhzen où le commerce a joué un rôle primordial ; secundo, en tant que régime totalement assujetti à l'exploitation du colonialisme et à politique de division.

En effet, la relation consolidée ou disloquée, entre le Pouvoir central et les régions et les tribus sous domination, faisait partie intégrante de l'histoire

économique et politique du Maroc. Ce fut l'histoire de la constitution du peuple marocain et par la force des choses, sa structuration.

Notre déterminant argument nous le tirons de l'histoire elle-même et des comportements des masses populaires :

La résistance spontanée des millions de marocains et leur réaction naturelle face à toute tentative d'occupation, s'était absolument manifestée, dans notre histoire, depuis les XVIème et XVIIème siècles, et tout au début du XIXème contre l'occupation espagnole, portugaise et précisément française ; bref, contre toute occupation étrangère.

Les masses populaires marocaines, de Tanger au Sahara, avec un nationalisme ardent et véhément, s'opposaient aux agressions étrangères. Et justement les régions et les tribus siba, dont les populations étaient les plus opprimées mais les plus combattives, vu leurs profondes traditions valeureuses de combat, étaient toujours en tête des jacqueries armées qui défendaient la liberté et l'intégrité territoriale marocaine.

Dans cette lutte contre l'invasion impérialiste, encore une fois, on assiste à une solide recimentation du peuple marocain, et le sentiment national est revivifié au cœur de la lutte contre le colonialisme. En effet, la révolution de Moha Ouhammou Zayani, en tant que Caïd de la région de Zayane (juin 1914), et celle du Rif sous la bannière du prestigieux émir marocain Abdelkrim Al-Khattabi (1921 – 1926), étaient toutes les deux in extenso

intégrées à la révolution des marocains habitants du Sahara conduite par le chef national El-Hiba.

Au fait, jamais dans l'histoire de notre pays, les masses populaires ne s'étaient comportées occasionnellement chaque fois qu'elles prenaient les armes pour une libération nationale par perspective unitaire du peuple marocain dans son ineffable intégralité. La révolution de la République rifaine, avec le renforcement du blocus du pacte impérialiste hispano-français, s'est trouvée dans l'obligation d'étendre son front de guerre hors de la région du Rif et lier son destin à l'ensemble de la lutte du peuple marocain. Par-delà, elle - la révolution rifaine - a contribué à l'ultime éveil du nationalisme marocain. Et suivant la même logique, fut déclenchée la révolution d'El-Hiba qui était un mouvement nationaliste armé dont le but n'était pas uniquement la libération de la région du Sahara, mais en outre, la lutte contre l'occupation colonialiste du territoire marocain dans sa globalité. En effet, lorsqu'El - Hiba arriva avec ses troupes armées à Marrakech, où il confronta le Palais royal et les Caïds qui l'eurent trahi, il fut obligé de rallier sa lutte contre le colonialisme à la révolution contre ses acolytes locaux (le Makhzen) et de se réclamer Roi du Maroc, tout le Maroc. Et malgré la défaite de l'expédition d'El-Hiba face aux armées colonialistes et les caïds traîtres, les habitants du Sahara ont continué leur combat pour réaliser l'indépendance nationale et l'unification de tout le territoire marocain. Après l'indépendance formelle, et avec l'existence continuelle de

l'occupation espagnole du Sahara, les habitants du Sahara, intégrés au sein l'Armée de Libération Marocaine dans le Sud (ALM-Sud), ont mené de larges combats armés en vue de chasser l'occupant et de s'attacher à leur unité au sein du Maroc. Aujourd'hui, d'ailleurs, la libération des habitants du Sahara de l'occupation catégorique, est franchement liée à la réalisation de la révolution nationale démocratique au sein de l'entité totale du peuple marocain.

***La marocanité du Sahara
est la clé de voute
dans la stratégie de libération nationale***

La direction d'Ila Al-Amam, qui insiste sur le fait que la marocanité du Sahara est un faux problème, chavire, sans s'en rendre compte, dans les manœuvres du colonialisme et de l'impérialisme en général. De ce fait, tout l'exposé historique que nous avons présenté faisant preuve de la marocanité du Sahara, l'attachement à sa libération et son à son intégrité au Maroc, le devoir et la responsabilité du peuple marocain quant à la mission de décolonisation reliée désormais aux autres obligations de la révolution démocratique nationale populaire, tout cet exposé donc, nous le considérons comme le premier fondement de la vraie libération et l'exorde de la stratégie nationale révolutionnaire pour la libération du Sahara occidental marocain. Une telle stratégie s'oppose manifestement de fait aux manœuvres du colonialisme et de l'impérialisme cherchant à créer une entité fantôme. Et c'est

précisément de là que, catégoriquement, nous nous différencions de la Direction d'Ila Al-Amam, du Polisario et nous contestons la soi-disant thèse « le peuple sahraoui » et « le peuple arabe du Sahara arabe ».

Ainsi, pour battre le projet colonialiste et impérialiste espagnol et pour réaliser le profond espoir des habitants du Sahara de libération, l'indiscutable et juste voie de libération est la responsabilité de tout le peuple marocain dans le cadre de son attachement à la marocanité du Sahara occupé. La réalisation de cette mission ne sera de fait que si toutes les forces nationales et révolutionnaires du peuple marocain considèrent que la libération du Sahara occupé est l'une de ses principales occupations pour garantir la victoire de la révolution nationale démocratique populaire.

Voyons maintenant, la stratégie colonialiste espagnole et impérialiste fait-elle face à la marocanité du Sahara ou non ?

2 - Le projet de l'Etat fantoche, la véritable menace.

La théorie marxiste-léniniste, dans l'analyse de toute question sociale ou de libération nationale ou nationaliste, nous met sous l'obligation de prendre, de prime abord, en considération le stratagème de l'impérialisme et ses objectifs vis-à-vis d'une question bien précise, dans un contexte historique et des rapports de forces bien déterminés.

En effet, et par la même obligation, en second lieu, nous devons considérer correctement et justement le rôle des agents serviteurs de l'impérialisme et leurs inter-contradictions. Par conséquent, toute négligence ou abstraction d'une telle façon de voir, remettraient la politique de la stratégie impériale colonialiste espagnole dans la région du Sahara marocain, et toute cette batterie de phrases révolutionnaires trop résonnantes, sous le prétexte d'une quelconque stratégie nationale-révolutionnaire, en pure baliverne, ou dans le pire des cas en piochon entre les mains de l'impérialisme et ses acolytes. Que signifient donc, ces conditions avancées par le marxisme-léninisme quant à la question dont il s'agit ?

Primo, et avant d'aborder tout autre sujet, essentiellement une claire et concrète connaissance historique, économique et politique de la stratégie de l'impérialo-colonialisme espagnol dans la région du Sahara marocain.

A propos de la même question et lors d'une rencontre avec un éminent responsable de l'organisation « Front Populaire de Libération de Saguiet al Hamra et Rio de Oro », une question, parmi tant d'autres d'ailleurs, lui a été posée :

« - D'après vous, quelle est actuellement la stratégie espagnole vis-à-vis du Sahara, et quelles positions envisagez-vous prendre pour y faire face ?

Nous pensons, a-t-il répondu, que le colonialisme espagnol, vu sa crise interne, son isolement à l'échelle européenne et la progression de la lutte du peuple arabe du Sahara, retirera ses troupes armées

qui seront remplacées par les forces armées marocaines. Coup de théâtre orchestré par l'Espagne et le Maroc. »

Très simpliste analyse du plan espagnol par un dirigeant du Front populaire, comme si l'Espagne et l'impérialisme étaient à leur fin, anéanties intérieurement, comme si le tapage de la réaction marocaine n'était que cinéma et manigance pour paraître comme « ennemi » de l'Espagne pour barrer le chemin au « peuple sahraoui » et son représentant en vue de l'empêcher de prendre le pouvoir qui n'est qu'à deux pas.

Les propos dudit dirigeant furent émis au cours d'une rencontre privée ; des camarades inconditionnellement pro-Polisario pourraient les considérer comme faux et ne constitueraient aucunement une preuve solide ... Cela pourrait être vrai, mais voici une preuve tangible, preuve puisée du communiqué du 2^{ème} Congrès national du Front populaire tenu le 25/08/1974. En effet, un paragraphe de la « motion du mouvement national » déclare ; « Le colonialisme et ses alliés se sont distribué les rôles entre eux par la falsification et la dissolution des acquis de notre peuple, mais aussi par des manœuvres communes pour écraser notre révolution. De ces manigances apparaît l'opération de la préparation d'un faux retrait du colonialisme lui garantissant ses intérêts et le maintenant sur nos terres ou bien permettre à la réaction de prendre la place du colonialisme suite à son incapacité. »

Ainsi l'organisation du Front populaire non marxiste et non léniniste conçoit-elle la stratégie du colonialisme espagnol.

Quelle serait alors la conception des prétendants de « l'analyse marxiste-léniniste », adeptes du courant « négationniste », vis-à-vis des questions nationales ?

Voyons ce qu'ils disent. Le communiqué de l'organisation « Ila Al-Amam » publié en 1974 souligne : « Il faut barrer le chemin aux projets de dissolution et d'annexion que le colonialisme aspire à réaliser, faire forte face aux tentatives de la coterie parasite (...) – Abdellah – Dlimi pour le partage des richesses du Sahara avec le colonialisme au détriment des masses du Sahara. »

Le communiqué a bien fait ... En tant que marxistes-léninistes, représentants de la conscience et des intérêts de la classe ouvrière, nous devons lutter, « barrer le chemin », « faire rudement face », à la fois contre le colonialisme espagnol et le régime réactionnaire qui départage les richesses du Maroc actuel avec l'impérialisme, en projetant de faire de même au Sahara, par des propositions et des sollicitations.

Ceci est clair, évident, mais vague, au point qu'il ne nécessite ni débat, ni analyse, ni même affirmation. Les marxistes doivent combattre toute sorte d'oppression et d'exploitation, ne doivent pas lutter contre une forme de servitude et fermer l'œil sur une autre ... Toutes ces affirmations ne sont aucunement intéressantes, dans la mesure où elles ne donnent ni précision, ni explication sur le danger imminent et où il réside, ni sur les moyens effectifs

de le combattre, de lui « barrer le chemin » et lui « faire face dure ».

A souligner, donc, que négliger actuellement le danger imminent présent qui a une forte chance d'application, est la stratégie impérialiste de l'Espagne dans le but de dissoudre le Sahara et son annexion au colonialisme. De plus, parler avec imprécision du problème et dire qu'on doit être contre l'Espagne, le réactionnisme, la bourgeoisie, le révisionnisme, et tout le reste des adversaires, s'y mettre d'accord, mais en désaccord sur la façon de lutter contre, bloque en fait notre mission essentielle pour frayer le chemin de la lutte effective à l'ensemble du peuple et la classe ouvrière, diriger cette lutte afin de « barrer le chemin » au projet de « dissolution et annexion espagnole ». En parallèle, cela empêcherait l'élaboration d'une politique nationale correcte de fait face aux trahisons, antérieures, actuelles et futures, du régime réactionnaire marocain vis-à-vis de la libération du Sahara. Une telle politique accentuera son isolement et mettra en échec tous ses machinations actuelles. Mais c'est tout le peu dont a parlé le maigre communiqué de l'organisation « Ila Al-Amam » qui traiterait, espérons-le, le sujet dans la riposte détaillée.

Voyons ...

La dite riposte détaillée, nous l'avons lue et relue, une, deux et même trois fois, en quête d'une explication de la stratégie impérialiste et ses plans concrets, mais nous n'avons pu rien découvrir. Pour ainsi dire, tous les militants peuvent relire la riposte

de l'organisation « Ila Al-Amam » pour s'assurer qu'elle n'explique pas le danger imminent du projet espagnol, mais met tous projets un pied d'égalité, à savoir « l'annexion espagnole et le rattachement arbitraire du réactionnisme marocain ».

Lisons ensemble le texte de cette riposte. Dans l'introduction du passage déterminant les conditions dans lesquelles le Régime a engagé sa campagne sur le Sahara, il est dit :

« Le danger du projet espagnol d'un état fantoche sur les intérêts de classe du Pouvoir, (phosphates, fer, richesses maritimes) ». Là, nous nous limitons à poser un ensemble de questions à la direction d' « Ila Al-Amam : Le projet espagnol d'un état fantoche, lui seul, constitue-t-il une menace aux intérêts de classe du Pouvoir réactionnaire ? Ce projet, ne menace-t-il pas essentiellement les intérêts des habitants du Sahara et ceux du peuple marocain ? Ne constitue-t-il pas une forte menace pour toute la région et pour les peuples du Maghreb arabe ?

Dans un autre paragraphe, en utilisant un langage sage, mais auquel manque une dose suffisante de sagesse pour apprécier le danger de la solution du colonialisme espagnol, la direction d' « Ila Al-Amam » déclare : « Quant à la transformation de la région en une plate-forme pour réprimer les peuples du Maghreb arabe par les bases militaires, elle ne fera jamais objet de distinction entre le colonialisme espagnol et le Pouvoir ; en fait, l'un et l'autre sont soumis de force aux impérialistes, leurs maîtres »...

Le marxisme-léninisme et les contradictions

Avec ces camarades, parfois, et combien elles sont nombreuses ces fois, on se trouve obligé de reprendre et de ressasser des évidences concernant comment préciser les contradictions selon le marxisme-léninisme. Il y a un essai de « Mao », très répandu, qui porte le titre « De la contradiction ». Dans cet essai, « Mao » a résumé, avec constance et perspicacité, le point de vue du marxisme sur la connaissance et la contradiction. Sans doute, camarades, vous avez lu maintes fois cet essai ; et assurément, la grande majorité des militants marxistes l'ont lu. Mais, puisque la répétition et le ressassement sont l'unique issue pour la compréhension, nous citons « Mao » dans l'un des paragraphes de cet essai : « Toute chose contient au cours de son développement des contradictions multiples ... et chacune de ces contradictions a une particularité spécifique, et pas seulement cela, mais chaque partie de toute contradiction a ses propres caractéristiques, de sorte qu'elles ne peuvent pas être traitées de la même manière. Nous, qui travaillons pour la révolution chinoise, ne devons pas nous contenter de comprendre la particularité des contradictions dans la globalité de ces contradictions, mais nous devons étudier les deux parties de contradiction de chacune d'elles. Ainsi, nous pouvons trouver le moyen pour comprendre la place principale qu'occupe chaque partie, la forme précise que prend chaque partie pour dépendre de

l'autre pour subsister et vivre ensemble en contradiction, les moyens déterminant qu'une partie utilise contre l'autre partie lorsque chacune d'elles dépend de l'autre pour subsister et vivre en contradiction avec l'autre, ou lorsque se disloque cette dépendance mutuelle ... L'étude de choses est d'une importance extrême. » Dans le même essai, « Mao » dit :

« Dans tout processus de développement complexe se trouve des contradictions multiples, forcément l'une d'elle est la contradiction principale dont l'existence et le développement sont déterminés par l'existence d'autres contradictions dépendant, celles-ci dépendent à leur tour de la principale ».

Nos amis, les prétendants du « négationnisme national », au lieu d'étudier les particularités de chacune des parties de la contradiction, cumulent les amas des contradictions, et mettent toutes les contradictions sur un pied d'égalité. Un mot du camarade « Mao » convient exactement à nos camarades : « Les adeptes de la rigidité idéologique parmi nous, commettent des erreurs sur cette question, parce que, d'un côté, ils ne comprennent pas qu'il nous faut étudier la particularité de la contradiction et saisir l'essence particulière de toute chose à part avant de comprendre d'une manière générale la contradiction commune à des choses différentes ».

***Première période de la politique
du colonialisme espagnol
(1936 - 1963)***

Telle est la véritable méthode et le bon procédé que nous enseigne la théorie marxiste-léniniste.

Venons-en maintenant à la réalité concrète pour saisir en fait les contradictions et en étudier la première partie, la politique du colonialisme espagnol et de l'impérialisme dans la région du Sahara marocain.

Dans le cadre de la course menée en commun accord avec les pays colonialistes pour un partage de l'espace d'hégémonie, l'Espagne a pu s'emparer des régions du Sahara marocain, vu l'importance que représente sa domination sur les côtes sahraouies pour préserver les Iles Canaries qu'elle occupe, et vu aussi l'importance vitale que revêt la région pour l'Espagne considérant les riches ressources halieutiques dans la région et l'écoulement dans le marché sahraoui de ses marchandises espagnoles fabriquées . L'Espagne, après s'être approprié la domination sur le Sahara, a pu employer les nouvelles techniques modernes pour exploiter toute sorte de poisson à une distance de presque 500 km, et construire une flotte maritime comptant 500 chalutiers. Les chiffres suivants montrent combien elle est immense la quantité de poisson exploitée par l'Espagne. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

le poisson, 5 517 tonnes en 1959 à une valeur monétaire de 7 512 000 pesetas et en 1960, 15 227

tonnes à 32 100 000 pesetas. Le journal « Arriba » a parlé de l'importance du poisson au Sahara pour l'Espagne : « Les ressources piscicole au Sahara a une grande importance pour l'économie espagnole. La deuxième essentielle ressource dans la région étant le pâturage qui a constitué durant l'occupation la charnière de l'économie des habitants du Sahara où les dromadaires se trouvent grande quantité et pouvant supporter la vie dans les régions très chaudes. Ovins et caprins se trouvent aussi surtout près des côtes et des régions tempérées où s'étendent les basses plaines recouvertes d'herbe. Ces ressources animales offrent aux habitants du Sahara la laine et le lait ovins ainsi que le poil de chameau. »

96

Les chiffres suivants montrent bien l'importance de ces ressources animales : Saguiet al-Hamra à elle seule compte en 1949, 50 000 dromadaires et 650 000 têtes entre ovins et caprins. De même pour le tableau ci-après qui nous donne une vue sur l'importance de ces ressources et les transformations subies :

	1960	1961	1962	1963	1964
Dromadaires	49884	24130	10150	24300	24625
Ovins	26278	6808	2950	5800	8630
Caprins	48908	35443	6850	35200	24100
Anes	877	867	241	790	517
Divers	180	123	24	139	542

Et bien que ces richesses animales constituent la ressource vitale des habitants du Sahara, le colonisateur espagnol, pour les terrifier et les affamer au cours de la lutte de l'Armée de

Libération Marocaine (ALM) au Sahara, a tué des milliers d'animaux et encouragé l'importation d'une autre race caprine des Îles Canaries, sous prétexte qu'elle donne beaucoup plus de lait. Le but était d'anéantir les caprins de la région et d'exploiter à fond les habitants. L'occupant a promulgué une loi interdisant les chevaux dans la région, élément essentiel dans la résistance contre les Espagnols, et a procédé à les déplacer vers les Îles Canaries.

Quant à l'agriculture, elle ne constitue qu'une ressource secondaire pour les habitants, vu la position géographique du Sahara où la pluie est très insuffisante, la chaleur est très forte pouvant atteindre 60°C, le sol est inculte à part de rares forêts, oasis ou des cours d'eau rarissimes.

Le tableau suivant montre le nombre d'hectares cultivés de céréales et la faiblesse de la production agricole dans la région ; il montre aussi combien les habitants comptent sur l'importation des céréales :

	1960	1962	1963	1964	
maïs				150	Ha
orge	187	462	5471	2350	Ha
divers				250	Ha

Il est clair donc, et cela jusqu'en 1963, combien le Sahara marocain occupait une grande importance pour le colonialisme espagnol, surtout qu'il formait un point stratégique militaire pour la protection des régions sous sa domination dans les Îles Canaries, d'une part, et d'une autre, le fait qu'il compte essentiellement sur les exploitations des ressources piscicoles sur ses côtes et prendre le Sahara comme

itinéraire commercial important. Ce qui explique en fin de compte les intérêts du colonialisme à exploiter la région en second lieu par rapport à ses intérêts à Ceuta et Melilla.

Au cours des pourparlers entre l'Espagne et une délégation de l'Armée de Libération Marocaine dans le Sud (ALM-Sud) en 1958 à Madrid, L'Espagne a exprimé sa volonté de renoncer au Sahara tout entier (Séguiat al-Hamra et Rio de Oro), sous prétexte que l'abandon du Sahara et le maintien de Ceuta et Melilla aura sa raison pour l'opinion publique espagnole qui considère que ces deux enclaves sont espagnoles.

Mais la délégation de l'ALM a déclaré à l'Espagne lors de ces pourparlers : « Au nom du peuple marocain, il nous est impossible de reconnaître la souveraineté espagnole sur Ceuta et Melilla. Dans où vous renonceriez au Sahara, tout ce qu'on peut faire pour le moment est de ne pas prendre les armes contre vous dans ces deux villes, mais nous œuvrons de notre côté à arriver à une solution pacifique par la diplomatie.

L'Am a présenté au gouvernement un dossier bien complet sur ces pourparlers afin qu'il aboutisse à des conséquences concrètes des promesses espagnoles. En effet, le gouvernement Abdellah Ibrahim a entamé 1960 des négociations similaires avec le gouvernement espagnol au cours desquelles il a confirmé la position déjà prise à Madrid en 1958. Ceci ayant été approuvé ouvertement par Abderrahim Bouabid dans une déclaration au journal Le Nouvel Observateur (n° du 23/09/1974, P 48) : « En 1960, le

ministre des affaires étrangères espagnol m'a déclaré

que si nous (marocains) renoncions à Ceuta et Melilla, il n'y aurait plus de problème entre Espagnols et Marocains à propos du Sahara. »

Mais le Palais, par un contact avec l'Ambassade immédiat des pourparlers car le gouvernement Abdellah Ibrahim allait très prochainement démissionner, a suspendu les négociations pourtant progressant entre les deux gouvernements, marocain et espagnol.

Telle était la position espagnole jusqu'à 1963 : la reconnaissance de la marocanité du Sahara et sa renonciation, mais l'attachement à l'occupation de Ceuta et Melilla.

La deuxième phase de la politique du colonialisme espagnol (1963 - 1974)

Après 1963, de nouvelles données apparaissent et changent complètement la position du colonialisme espagnol. En effet, en 1963 l'Institut National Espagnol des Recherches Géologiques a annoncé la découverte des phosphates dans le Sahara marocain, a affirmé d'après ses résultats que 1200 km² sont une terre phosphatée et a commencé à exploiter le minerai de Oued Boukraâ dont les réserves atteignent 107 milliards tonnes, avec une qualité de 60% et loin du port de Laâyoune de 110 km.

Considérant le retard de la technologie espagnole, le coût élevé de l'exploitation et pour garantir plus

de protection d'une continuité d'exploiter la région, l'Espagne a procédé à la constitution d'un pacte international pour l'exploitation des richesses du Sahara marocain. Ainsi, l'Espagne a associé avec elle les compagnies monopolistiques impérialistes américaines, allemandes, françaises ... pour l'exploitation, a réussi à attirer les plus grandes compagnies américaines chimiques monopolistiques (Texaco, Gulf, Opel of California, Coopérative internationale des produits métalliques et chimiques) et s'est assuré le financement les grandes banques capitalistes (Crédit lyonnais, Banque Rothschild, Banque de Paris et des Pays-Bas). En plus de tout cela, une société au capital franco-allemand s'est constituée dénommée L'Union temporal qui a construit le port essentiellement pour exporter les phosphates à un coût atteignant 30 millions de dollars. Un port long de 3,4 km dans la mer qui peut accueillir des navires de 100 mille tonnes de charge.

L'entreprise allemande Krupp s'est chargée de la construction une ligne automatique de Oued Boukraâ au port de Laâyoune d'une longueur de 110 km pouvant transporter 10 millions de tonnes par an.

En gros, les entreprises impérialistes ont réparti les actions de participation à l'exploitation des phosphates comme suit :

Espagne 55 %

Entreprises européennes occidentales 25 %

Entreprises américaines 20 %

L'Institut espagnol a annoncé la découverte du fer dans la région « Zmilet Agghrich » avec des réserves

de plus de 70 millions de tonnes et une teneur en oxyde de titane silice de 13,6 %, pourcentage très d'ailleurs, lui permettant d'être utilisé dans les hauts fourneaux. L'Institut a procédé à l'exploitation effective de ce minerai et à son exportation aux Îles Canaries et en Espagne.

La recherche de pétrole et de gaz se fait d'arrachepied. L'Espagne octroie des agréments d'exploration aux compagnies occidentales sur une surface terrestre de 100 mille km² et maritime de 1,6 million ha, à un coût évalué à 170 millions de dollars.

Ainsi, la compagnie française CCG a découvert le pétrole dans la région de « Foum el-Oued » et le gaz naturel à « Oudiet Oum Kanna ». En 1968, le ministre du tourisme espagnol le confirme dans une déclaration lors de l'inauguration du Palais de tourisme au Sahara à Laâyoune en affirmant : « Le Sahara n'a pas besoin de palais pour attirer les touristes parce que son excellent phosphate en très grande quantité, son pétrole très proche de la surface et ses autres minerais lui suffisent. »

Et avec la découverte des métaux (phosphate, fer et pétrole), la politique espagnole suivie afin d'assurer la participation collective du capitalisme international au pillage du Sahara marocain, seul moyen lui permettant de bénéficier des aides économiques, politiques et militaires garants de se maintenir et exploiter la région, avec cette découverte donc, l'Espagne a œuvré à qu'elle consolide sa présence militaire dans la région. Le tableau suivant, présentant des chiffres de 1973, nous donne un

aperçu sur cette présence militaire espagnol dans le Sahara :

Armée permanente et parachutistes	50 000
Aviation	500
Police, renseignements, gendarmerie	4300
Cheikhs traîtres et leurs propres armées	1200
Total	56 000

Ces chiffres reviennent à 1973, comme nous l'avons dit ; et avec la nouvelle situation au Sahara, l'Espagne a augmenté le nombre de ses forces armées dans la région à presque 70 000 éléments armés. Si l'on estime que la population du Sahara est de 70 000 habitants, on voit que l'Espagne consacre à chaque citoyen marocain au Sahara, au moins un soldat espagnol. S'ajoute à cela, après la chute de la royauté en Libye, les Etats Unis d'Amérique ont muté leurs bases militaires, y étant stationnées auparavant, au Sahara dans la ville de Dakhla.

Avec la centralisation économique et militaire impérialiste au Sahara marocain, l'Espagne s'est lancée dans l'utilisation de l'hispanisation de la région. Elle encourage ainsi l'exode des espagnols vers la région en leur octroyant le droit à « la nationalité sahraoui ». Le nombre des Espagnols dans la région s'est élevé à environ 11 000, 7 000 militaires et plus de 4 000 civils. Et dans le même cadre de la politique espagnole, après la décision de l'ONU donnant droit d'« autodétermination » aux habitants du Sahara, l'Espagne a consolidé sa politique colonialiste par différents moyens. Elle a profité de la poussée des mouvements militaires des habitants du Sahara pour appliquer la politique d'extrader les

habitants hors du Sahara ou resserrer l'espace vital pour les pousser à l'exode.

Dans le même sens, l'Espagne créa le « Parti Progressiste Sahraoui » constitué d'Espagnols et de Marocains (les cheikhs et leurs dépendants). Les espagnols détiennent la direction effective du parti pour le préparer comme « représentant des habitants » afin d'accéder au pouvoir, du point de vue de l'Espagne, bien sûr, après l'application de la décision de l'ONU concernant l'autodétermination.

***La troisième période de la politique
du colonialisme espagnol
(de 1974 à nos jours)***

103

La dernière position de l'Espagne sur le retrait et la passation du pouvoir à l'ONU, a-t-elle marqué un vrai changement dans la stratégie espagnole, ou bien un simple remaniement dans la même stratégie colonialiste convenant à la nouvelle conjoncture ?

Les conséquences de la crise économique générale qui ronge l'ordre impérialiste tout entier, les défaites causées par les armées de libération nationale, notamment en Indochine (Cambodge, Viêt-Nam du Sud, Laos) et la montée des mouvements démocratiques et ouvriers au sud de l'Europe qui ont mis fin à la régie fasciste au Portugal. Tous ces facteurs avaient une influence sur la situation interne en Espagne et sur sa position sur le Sahara marocain. L'accentuation des contradictions internes au sein de la classe dirigeante espagnole, surtout que

tout est mis en ordre en attente de la mort probable de Franco et la vivification relative du mouvement populaire espagnol. Tous ces facteurs donc, on fait que l'Etat colonialiste espagnol et l'impérialisme n'étaient pas en mesure de faire passer le projet de l'hispanisation de la région du Sahara et d'y créer un nouvel Etat, ce que l'Espagne s'est engagée de faire par l'organisation d'un référendum et l'autodétermination de la région.

La renonciation de l'Espagne à la mise en œuvre de son plan tel qu'elle l'avait envisagé avant, et l'annonce du retrait (verbal) et de la passation du pouvoir, ne signifient aucunement sa défaite et sa révision définitive quant à la continuité de sa présence dans la région, surtout qu'elle n'affrontait pas de danger populaire la menaçant au niveau du Maghreb arabe ; cette renonciation désigne par contre la recherche d'une nouvelle formule dans le cadre des rapports de force actuels pour faire passer le projet de la création d'un Etat fantoche dans la région.

Dans le cadre de telles conditions, l'Etat espagnol a rejeté sa décision pour embraser les contradictions entre les régimes limitrophes du Sahara (Maroc, Mauritanie, Algérie) dans le but de présenter les convoitises des pays voisins à dominer le Sahara comme étant le premier obstacle essentiel face à l'indépendance du Sahara. En même temps, elle a commencé à faire de la propagande visant les habitants du Sahara en les poussant vers la sécession et la constitution d'Etat fantoche. C'est d'ailleurs ce que 'elle - l'Espagne - a concrétisé lors

de la réunion des hauts responsables de l'armée espagnole avec les chefs des tribus à Laâyoune, et ce qu'elle s'est acharnée de faire au cours de la visite de la mission de l'ONU au Sahara.

Toute la politique effective actuelle du colonialisme espagnol, malgré le faire semblant de se retirer, pure tactique provisoire pour gagner le temps et attiser les contradictions entre les pays voisins, va droit vers le seul but d'instaurer un Etat marionnette, agent, sous la couverture du « droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ». Une telle solution colonialiste visant la création d'un Etat fantoche est la voie garantissant concentration et perdurance des intérêts impérialistes, économiques et militaires stratégiques au Sahara marocain. Ainsi se présentent les politiques de fait du colonialisme espagnol et de l'impérialisme. Qu'est-ce qui caractérise, donc, cette politique ? Quelles menaces prépare-t-elle pour la libération et la vie des habitants marocains du Sahara ? Quels risques causera-t-elle pour le peuple marocain et les autres peuples du Maghreb arabe ?

La position espagnole d'avant 1963 a complètement changé. Au lieu de reconnaître la marocanité du Sahara et de se préparer à y renoncer en échange de la reconnaissance de « l'hispanisation de Ceuta et Melilla », elle fait volte-face juste après la découverte des phosphates, du fer et du pétrole, vu ce que ces richesses représentent tel un fort renouvellement du sang pour un colonialisme pareil au colonialisme espagnol arriéré économiquement et socialement, impuissant devant les difficultés internes chroniques.

Le Sahara marocain constitue pour l'Espagne un trésor économique et financier résultant de la richesse de la région des matières premières dont profite une main d'œuvre espagnole allant s'accumuler.

Et pour que cette situation perdure le plus longtemps possible et étant donné sa défaillance économique, technologique et militaire, l'Espagne a ménagé toutes ses forces pour obtenir un consensus impérialiste dans la région par le biais d'une forte participation des capitaux impérialistes européens et américains à l'exploitation de la région et l'épuisement de ses richesses et par une propagande insistant sur le fait qu'une présence continue de l'Espagne dans le Sahara marocain constituerait stratégiquement une garantie réelle et effective de la protection des intérêts impérialistes dans toute la région de l'Occident arabe, surtout que le Sahara administre 1500 km de côtes atlantiques et a des frontières communes avec le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie offrant la possibilité d'étudier et de contrôler tous les agissements des peuples voisins dans le sud et le nord de l'Afrique.

Par la mise en œuvre de cette stratégie hispano-impérialiste et se basant sur la faible démographie au Sahara marocain, l'Espagne s'engage dans l'exécution du plus dangereux projet dans la région, L'hispanisation de de la région, y créer un Etat fantoche et colonial, par l'accentuation de l'exode espagnol et sa concentration au Sahara, par l'expatriation des autochtones, opprimés et interdits de travail, les poussant ainsi à l'exil. Tel est

le projet espagnol de dissolution et d'annexion ; dissolution de l'identité arabo-marocaine du Sahara et son annexion permanente à l'Espagne par l'implantation des Espagnols dans le Sahara.

Ce projet dont les premières phases ont été réalisées par une Espagne qui allait mettre à l'œuvre la plus dangereuse de ses étapes par la réalisation du prétendu référendum concernant

« l'autodétermination » au début de 1975, suite à une décision de l'ONU, ce projet donc, se confond avec les intérêts généraux de l'impérialisme américain.

L'impérialisme n'établit guère sa politique sur la base du respect des intérêts limités de l'un de ses agents, mais sur la base d'une garantie sûre des conditions politiques et militaires pour assurer le maximum de bénéfice résultant de ses monopoles exploitants.

3- Le régime réactionnaire marocain et la question du Sahara marocain

Nous avons vu précédemment que l'absence d'une vision correcte de la stratégie de l'impérialisme et du colonialisme fasciste dans la région du Sahara marocain, une indifférence vis-à-vis d'une étude et une recherche des développements politiques, économiques et historiques ayant influencé le colonialisme à élaborer le plan d'annexion et de dissolution du Sahara et y fonder un nouvel Etat, ne pas prendre en considération le danger engendré par ce projet pour les habitants du Sahara et tous les peuples de la région, tout ceci donc, a conduit le « négationnisme

national » à une politique erronée contre le régime réactionnaire marocain, politique en apparence de gauche, mais au fond impuissante et défaitiste pour faire face aux trahisures passées et à venir du régime réactionnaire marocain quant à la question du Sahara.

Voyons maintenant, plus en détail, la position d' «Ila-Al-Amam» vis-à-vis du régime réactionnaire.

Le slogan de la marocanité du Sahara, a-t-il agi contre la libération et était-il dans l'intérêt du régime réactionnaire ?

La direction d' «Ila Al-Aam», tout au long de son développement sur ce qu'elle appelle histoire et positions du Mouvement MLM envers la question du Sahara, cite stricto sensu : « Parmi les facteurs historiques essentiels qui ont entravé la croissance du mouvement de libération au Sahara contre le colonialisme espagnol et la domination économique et militaire impérialiste et les traîtres locaux, l'intervention continue durant toute la période historique passée pour endiguer et éradiquer les initiatives libératrices au Sahara et y imposer la tutelle de la réaction bordant le territoire du Sahara, en particulier du côté de la réaction marocaine. Cette intervention a toujours eu lieu under cover de la marocanité des territoires sahraouis. »

Si la direction d'Ila Al-Amam voulait prouver que le régime réactionnaire marocain, en tant qu'arbitre agent de l'impérialisme et de par sa nature non-démocratique, agissait durant toute la période historique passée au sens inverse de la lutte des masses populaires pour chasser la colonisation

directe de toutes les parties du pays, œuvrait à endiguer et éradiquer les tous les mouvements libérateurs militants contre lesquels il conspirait en collaborant avec le colonialisme ; explication suivant laquelle nous sommes logiquement d'accord. Cependant, si le but était de prendre cette vérité manifeste de notre histoire nationale, à savoir le fait que le régime réactionnaire entravait toujours la lutte nationale unifiante et l'affrontait, seulement pour faire passer la séparation du Sahara du Maroc et reconnaître la nouvelle réalité s'y trouvant, sous une fausse prétention contredisant vérité et réalité, c'est que ce rôle de traître joué par le régime était depuis toujours accompli sous l'abri d'un « slogan réactionnaire », la marocanité du Sahara. Ceci, nous le refusons catégoriquement et sur quoi nous ne serons absolument pas d'accord, étant donné que c'est à l'envers de la réalité, de l'histoire et contre la vérité, et mène à des conclusions faussées et des positions erronées : lorsque l'on substitue les désirs personnels et l'humeur intellectuelle et abstraite à la réalité évidente, on affronte la réalité car elle est inflexible, et commet forcément des erreurs politiques en traitant telle ou telle question. Ainsi est la situation de la direction d'« Ila Al-Amam ».

L'une des particularités de notre pays au cours de la période d'après l'indépendance formelle est la continuité de domination de vastes parties du territoire marocain de la part du colonialisme direct, ce qui a attisé la lutte de classes et nationale dans notre pays et a constitué l'un des principaux

axes qui a dévoilé, dès les premières années de l'indépendance formelle, la nature non-nationaliste du pouvoir royal au Maroc, le rôle de de la trahison et la collaboration qu'il joue au profit du colonialisme afin qu'il lui garantisse sa pérennité son attachement à lui.

Depuis le début de 1956, les formations avancées du Mouvement National et à leur tête la Résistance et l'Armée de Libération élaboré un programme minimum de lutte visant la continuité de la mission de libération et résumé en ces points :

1 – évacuation des forces armes étrangères de notre pays.

2 – procès des traîtres et confiscation de leurs biens.

3 – liquidation du colonialisme direct et réalisation de l'unification du territoire national.

Donc, le slogan essentiel du Mouvement National, en particulier les formations avancées (la Résistance et l'Armée de Libération marocain), était : liquidation du colonialisme direct et réalisation de l'unité territoriale nationale. En effet, dès le début de 1956, des corps de l'ALM campés au nord du Maroc, se dirigèrent vers Guelmim (Goulimine) dans le sud du Maroc pour déclencher la lutte armée contre le colonisateur (français et espagnol) dans la région du Sahara Marocain et ne Mauritanie. Ce qui nous intéresse ici ce n'est aucunement l'analyse et l'étude du Mouvement national – sur laquelle nous reviendrons après, mais c'est l'analyse du développement des positions du pouvoir, sa politique effective envers la liquidation du colonialisme et la réalisation de l'unité du territoire national, principalement la

question du Sahara Marocain, et si la devise de la marocanité du Sahara a véritablement servi contre la libération.

Réellement, le Régime réactionnaire était contre la marocanité du Sahara marocain, contre la liquidation du colonialisme qui y était et contre son unification avec la totalité du territoire national ... C'est à cet effet précisément qu'il a refusé, implicitement au début, de soutenir la continuation de la lutte de libération nationale, qu'il était contre la profonde volonté des habitants du Sahara à l'indépendance et l'intégration au Maroc.

Les années 59 et 60 connaîtront une lutte entre l'autocratie royale et l'ensemble de la classe dominante, réactionnaire, pour trancher la dualité de pouvoir qu'a connu le pays depuis le début de l'indépendance formelle jusqu'à 1962.

Le rôle joué par le Mouvement national et ses formations avancées dans la continuation de la lutte libératrice, lutte armée contre l'existence du colonialisme direct dans le Sud, lui donnait élan et dynamisme émanant de la force effet ive et populaire. C'était contre l'intérêt du Régime réactionnaire et contre sa volonté à disposer totalement du pouvoir pour lui seul et à son profit ; il était fort conscient que la continuité de la lutte nationale pour abolir le colonialisme au Sahara marocain et en Mauritanie et pour la marocanité du Sahara précisément, dans le cas du développement de cette lutte et da sa victoire, serait au détriment de son pouvoir. Ainsi, le Palais a ménagé toutes ses forces et n'a pas reculé depuis le début afin

d'entraver la continuité de cette lutte, de barrer toutes les aides que l'Etat octroyait pour approvisionner l'Armée de Libération, d'encourager certains éléments tribaux collaborateurs au sein de l'ALM pour évincer sa direction nationale radicale et coopérer, au vu et au su de tout le monde, avec les forces militaires françaises et espagnoles et les aider à attaquer l'ALM et de limiter son influence et sa force. Le même Palais a aidé, à plusieurs reprises, ces éléments à échapper aux multiples sièges faits par les forces armées de l'ALM et les a secouru par le ravitaillement et les munitions. Ceci se fait en même temps que l'affirmation du « Monarque » sur « son attention royale » à continuer son combat habituel pour récupérer les possessions du Maroc, naturelles, historiques et humaines.

112

Et dans le même cadre de son plan, avec l'avancée de l'Armée de Libération du Sud et sa concertation avec le colonisateur espagnol pour récupérer le Sahara marocain, le Palais demande, par l'intermédiaire d'un de ses proches généraux, à l'Ambassade d'Espagne à Rabat de faire cesser les négociations progressant avec le gouvernement Abdellah Ibrahim et ne contracter aucun accord avec, pour cause qu'il sera très prochainement révoqué.

Ainsi, pour liquider définitivement l'ALM, le Régime profite de l'historique tremblement de terre d'Agadir en 1960, du gel de la lutte armée dans la région suite aux arrestations qu'il a opérées à l'encontre des chefs de l'ALM et de la Résistance dans l'affaire fomentée connue sous la « conspiration contre le Prince héritier ». Il met fin alors à la lutte

des forces armées populaires combattant pour chasser l'occupant du sud Maroc et finit avec le slogan de la marocanité du Sahara, grand danger pour lui.

Au cours des années de 1966 à 1970, après la renaissance du large mouvement populaire dont le soulèvement du 23 mars 1965 a marqué le caractère radical, le Pouvoir s'engage dans une stratégie bien déterminée de quadrillage tout mouvement de lutte des masses populaires et ses forces militantes à l'intérieur du pays et interdire toute issue de soutien venant de l'étranger.

Par la suite, le Régime exprime sa disposition à régler le problème des frontières orientales avec l'Etat de l'Algérie en signant un accord qui n'entrera en vigueur qu'après adoption du Parlement marocain. Il profite de la tenue du Congrès Islamique (OCI) en 1969 pour accueillir Ould Daddah au Maroc et reconnaît officiellement le fait factice en Mauritanie « qu'il n'a pas négligé non plus ». Trois années avant, en 1966, le Premier ministre marocain a déclaré devant l'Assemblée générale des Nations Unis que son gouvernement ne refuse pas le principe d'auto-détermination pour la question du Sahara marocain ; ainsi le Maroc a voté aux côtés de la Mauritanie, l'Algérie et la Tunisie pour le droit à l'auto-détermination.

Ouvrons une parenthèse, alors, pour faire rappeler à ceux qui sont aveuglément contre les positions de la réaction marocaine, qu'en 1966 la position du Régime collaborateur, ou selon leur expression « la bande (...) - Abdellah - Dlimi », était l'auto-détermination. Et

selon leur logique, nous leur disons que « vous alliez sûrement être contre l'application de l'auto-détermination en 1966.

En 1967, Hassan II déclare clairement dans le discours du trône : « Les Sahraouis doivent prendre leurs responsabilités quant à la libération de leur pays. » Le peuple marocain et lui sont prêts à les aider.

Le but du rappel de ces positions est de montrer qu'elles reflétaient l'attitude de détente, mutisme et complicité entre les deux régimes réactionnaire marocain et colonialiste fasciste espagnol. Ce qui a permis à l'Espagne d'étendre davantage son autorité, librement et sans aucun souci, sur le Sahara marocain et de l'exploiter à fond. De même et dans l'autre camp, la réaction marocaine se consacre à continuer de réprimer et liquider la montée du mouvement populaire au Maroc. De bonnes relations, respect et complaisance, se tissent alors entre la réaction marocaine et le colonialisme dans la région di Sahara, au détriment du Sahara marocain. Ceci étant après que la position du Régime réactionnaire a pu écarter toute responsabilité du Maroc à liquider le colonialisme de la région du Sahara, aménager la plateforme d'arrangement et de chantage aux dépens de l'unité du territoire et conclure en 1969 un accord bipartite par lequel l'Espagne cède la ville d'Ifni des concessions coûteuses du côté du Maroc quant à la pêche piscicole.

Et pour récompenser le Régime réactionnaire pour sa collaboration et son mutisme, surtout après les

massacres de l'insurrection des habitants de la région en 1970 connue sous les événements de « Zemla », commis par le fascisme espagnol au Sahara marocain, les autorités espagnoles livrent des militants de haut niveau de l'opposition marocaine (Saïd Bounaïlat et Ahmed Benjelloun) aux autorités répressives marocaines.

Sur la base du même plan (conspiration à l'encontre de la libération du Sahara marocain et de son intégration au Maroc), lors des rencontres tripartites (Maroc, Algérie et Mauritanie) tenues à Nouadibou en 1970 et à Agadir en 1971, le Régime réactionnaire œuvre à départager le Sahara avec le Régime traître en Mauritanie et à céder à l'Algérie un passage vers la mer à travers le Sahara.

Toutes les démarches effectives du Régime réactionnaire et tous ses agissements réels montrent, sans détours ni doute, qu'il était toujours au côté du camp contrecarrant la marocanité du Sahara ; pire encore, il complotait contre le mouvement national militant et les luttes des habitants du Sahara et collaborait avec le colonialisme fasciste et le réactionnisme mauritanien limitrophe du Sahara. Il manigançait, donc très profondément, contre la marocanité du Sahara.

***Ce que signifie
la dernière initiative
du Régime réactionnaire marocain***

Les dernières positions du Régime sur le Sahara n'ont nullement changé ni l'essence du conflit ni

même sa forme, entre le Pouvoir d'un côté, et les masses populaires de l'autre, y compris les habitants du Sahara, concernant de la liquidation du colonialisme et la réalisation de l'unité du territoire marocain. Le Pouvoir s'engage dans sa dernière campagne par ce qu'il appelle « l'année de la récupération du Sahara », alors qu'il clame à l'Espagne : « Nous sommes bien conscients de l'importance stratégique des villes de Laayoune et de Villa Cisneros pour les Îles Canaries, nous savons que vous donnez une extrême importance à ces Îles du point de vue militaire. Par conséquent, si vous rendez au Maroc sa souveraineté sur le territoire, nous sommes prêts à mettre à votre disposition des bases militaires pour une durée consentie qui vous rassurera pour de bon sur les Îles Canaries ... Et si les richesses du Sahara, celles sur terre ou même celles du fond de la mer, vous intéressent aussi, le Maroc est prêt à signer avec vous un accord pour les exploiter et les commercialiser. » Son moyen pour atteindre ce but est fort compatible avec le plan « Rien n'est meilleur que les négociations directes » et « Rien n'est plus préférable que l'arbitrage du droit international ».

Tels sont les objectifs et les manœuvres du Régime vis-à-vis de la question du Sahara. Il est bien conscient que son conflit avec le colonialisme espagnol ne vise que développer sa part d'exploiter le Sahara, vu la souveraineté territoriale, et ne cherche qu'une participation relative pour piller les richesses du Sahara sous l'égide de l'Impérialisme qui se taillera la part du lion.

Et pour faire face aux contradictions au niveau des pays de la région et avec le durcissement de la position du colonialisme espagnol, la réaction marocaine s'est trouvée, comme auparavant, de par sa nature bien sûr non nationaliste, assujettie à des résolutions fractionnaires en collaboration avec le Régime traître en Mauritanie.

Face à de tels faits politiques du Régime, se posent les questions suivantes : Comment maintenir l'isolement du Régime et réaliser des acquis démocratiques au profit des masses ?

L'erreur du courant de droite dans les partis de la bourgeoisie nationale était de surestimer la contradiction secondaire existant entre le Pouvoir et le colonialisme espagnol sur la question du Sahara, comme le fait de considérer que le Pouvoir a changé de camp et a pris une position nationale anticoloniale et que les circonstances sont favorables à conclure une « entente historique » avec lui dans le but de parachever la libération nationale et accomplir la révolution nationale démocratique ; le Pouvoir s'étant purgé (récupération du Sahara), a changé et est devenu nationaliste. En conséquence, rééduquer les masses sur le rôle de trahison que jouait le Régime quant aux questions de la lutte contre l'occupant, ne serait que pure invention des contradictions marginales. Il faut nier l'existence de ces vérités, car elles nuisent à la nécessité de réaliser l'unanimité nationale, unanimité de toutes les classes au Maroc contre l'impérialisme et le colonialisme !!!

En réalité, cette politique consolide la position du Régime, développe incessamment son rôle déterminant

dans le conflit, et au lieu que la question du Sahara mène à l'isolement du régime et ranime le rôle indépendant du mouvement des masses et ses forces militantes, tout relèvera de la volonté du régime, par les limites qu'il définit et accepte, lesquelles limites ne seraient en fin de compte que contre la mission d'une vraie libération, au détriment de l'unité du territoire national, contre le changement du rapport de forces au profit du mouvement des masses populaires, condition sine qua non dans toute campagne pour la libération.

Cette stratégie de la droite abat l'essentielle leçon que nous a nous apprises le mouvement national, en particulier le Mouvement de la résistance et l'Armée de libération : il est hors de question de séparer le combat contre l'occupant étranger de la lutte contre le Pouvoir établi au Maroc. L'unique voie effective pour la libération du Sahara marocain ne peut être que l'assimilation des deux luttes, contre le colonialisme étranger et contre le Pouvoir réactionnaire au Maroc.

Les erreurs de la tendance « négationniste nationale », en fin de compte, se rallient en fait, en dépit des différentes formes linguistiques de présentations, se rallie à la droite bourgeoise face au Pouvoir. Comment cela se réalise-t-il ? L'erreur de la tendance « négationniste nationale », qui reconnaît l'existence de contradictions secondaires entre le Pouvoir réactionnaire et le colonialisme espagnol à propos de la question du Sahara, est qu'elle se trouve impuissante à dévoiler le Régime et révéler ses positions historiques et actuelles vis-à-vis de la

question du Sahara. Or, révéler les positions non-nationales du Régime, suppose qu'on ait déjà une position nationale.

Lorsque la Direction d'Ila Al-Amam insiste sur le fait qu'il y a des masses arabes du « peuple sahraoui » qui ont des relations historiques avec le peuple marocain, lorsque elle considère que le slogan de la marocanité du Sahara est un slogan réactionnaire, lorsque elle n'a pas de position claire, essentiellement sur la liquidation du colonialisme et la réalisation de l'unité du peuple et celle du territoire marocain, lorsqu'elle présente toute la question nationale au niveau de la lutte de notre peuple contre la réaction locale et le colonialisme, exactement à ce moment-là, elle se trouve dans l'impuissance de dévoiler les politiques du Régime, impuissante aussi de développer la lutte, précisément pour approfondir l'isolement du Régime et élargir le front de l'opposition. Aggraver l'isolement du Régime demande alors d'exploiter ses contradictions secondaires avec le colonialisme espagnol et d'en tirer profit. Ces contradictions qu' « Ila Al-Amam » lui-même considère comme « contradictions effectives que personne ne pourrait nier » et « qui sont axées sur les mines des phosphates au Sahara ».

Le tapage du Régime et sa campagne démagogique sur « la libération », « le nationalisme » et « la défense du territoire » peut être anéanti seulement en scandant un slogan pratique face au Régime : que tous les efforts soient engagés, y compris l'intervention militaire, pour une vraie libération ..., que les centres de formation soient ouverts pour les

citoyens volontaires ..., que l'impôt de libération soit prescrit aux classes possédantes et exploitantes pour l'utiliser dans la bataille de libération.

Ces slogans sont contrariés par « Ila Al-Amam » parce que c'est égal à une annexion arbitraire ; c'est plutôt, pour ce mouvement, l'annexion arbitraire en elle-même. « Ila A-Amam » oublie que toute la stratégie du Régime est fondée sur «rien n'est meilleur que les négociations directes » et tout qu'il craint est le développement des événements au point où le conflit exigerait la lutte armée. Par ses positions « négationnistes » du mouvement et de sa non-ingérence dans l'autodétermination des peuples, le mouvement dégage le Régime de toute responsabilité.

« Ila Al-Amam » est impuissant aussi de rallier sur le terrain le combat national pour libérer le Sahara marocain à celui des classes contre le Pouvoir, parce que le renforcement du front de lutte pour imposer et élargir les libertés démocratiques, la libération de tous les détenus politiques la liquidation des bases militaires étrangères, l'améliorations des conditions de vie des masses populaires, la re-légalisation de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM), la liquidation des intérêts espagnols dans notre pays ... la réalisation de ces slogans tactiques, se rattache extrêmement, de nos jours, à la nécessité de prendre une position stratégique, nationale révolutionnaire, prenant en considération que le peuple marocain a un rôle déterminant pour la libération, et pas uniquement celui de soutien et d'assistance au « aux masses populaires, au peuple arabe sahraoui ».

De même que « la stratégie sans tactique est une chaîne fictive sans maillons effectifs », la tactique sans stratégie, plutôt stratégie négationniste, mène à une vraie chaîne sans régularité des maillons effectifs isolationnistes, l'un après l'autre jusqu'au désastre ; une stratégie qui, en fin de compte, profitera au Régime et consolidera plus son pouvoir et faciliter sa fonction.

Le courant négationniste hulule tout le temps et insiste sur la nécessité de rallier. Nous lui demandons : rallier qui à quoi ?

Rallier la thèse qui confirme l'existence du soi-disant « peuple » sahraoui et que défend le colonialisme espagnol jour et nuit, fait-il avancer, même modestement, votre participation à raviver le rôle des masses populaires qui croient en la légalité de leur lutte contre l'occupant et leur revendication de l'unité du territoire national, qui contestent par leur bon sens instinctif le colonialisme, s'opposent à toute tentative quelle qu'elle soit visant la création d'un quelconque Etat fantoche au Sahara marocain ?

Rallier la théorie prônant le défaitisme effectif et l'aide et le soutien, se fait-il uniquement envers la libération du Sahara, théorie qui condamne en fait toute nécessité de présenter le programme national démocratique pour préparer les conditions permettant l'engagement de la lutte de libération nationale populaire ?

Toutes ces positions négationnistes, ne vont-elle pas à contre-sens des tâches de dévoiler le Régime et de l'isoler, et contre le développement du rôle du

mouvement des masses populaires ? Ne rejoignent-elles, en conséquence et en fait, leur suiveur, le courant de droite qu'elles surpassent en s'enlisant dans l'erreur ?

Après avoir présenté les positions du Régime réactionnaire marocain sur la question du Sahara

Marocain, passons maintenant à l'étude des positions de la bourgeoisie nationale marocaine sur question.

4 - La bourgeoisie nationale et la question du Sahara

Pour que le courant « négationniste national » apparaisse en tant que courant révolutionnaire, s'est servi de la thèse de la droite au sein du Mouvement MLM et en a fait un prétexte facile pour justifier ses erreurs gauchistes et défaitistes sur la question du Sahara. Et pour que la discussion avec le courant « négationniste national » tienne bon, il est nécessaire qu'on présente de prime abord et en détail les plus graves erreurs du courant de droite que nous avons cités dans l'introduction tout au début; ce qui délaisserait les gauchistes et dévoilerait leur réalité.

Les erreurs du courant de droite

L'erreur de la thèse de droite sur la question nationale et la position vis-à-vis de la bourgeoisie nationale, au sein du Mouvement MLM, était de démunir la formule léniniste qui explique l'essence et la nature de la question nationale et nationaliste.

Le document du courant de droite dans le Mouvement MLM s'est basé sur la thèse léniniste suivante : « Dans le monde entier, l'époque de la victoire du capitalisme sur le féodalisme était associée aux mouvements nationalistes. Le fondement économique de ces mouvements se basait sur le fait que la supériorité extrême de la production de marchandises supposait l'emprise de la bourgeoisie sur le marché interne, le regroupement des terres dont les habitants parlaient la même langue dans le même Etat et l'élimination de toute frontière qui pourrait entraver le développement d'une langue et son ancrage dans la littérature. La langue est un grand moyen de communication des gens entre eux. De plus, l'unicité de la langue et la liberté de développement sont parmi les conditions les plus importantes pour l'établissement d'échanges commerciaux libres compatibles avec le capitalisme moderne, pour un regroupement des gens libre et vaste au sein de chaque classe, et en fin pour réaliser une relation solide entre le marché et tout patron, grand soit-il ou petit, entre le marché et tout vendeur et acheteur.

En effet, agir dans le but de construire un Etat-nation répondant complètement aux exigences de ce capitalisme moderne, va toujours de pair avec tout mouvement nationaliste; les facteurs économiques en sont très déterminants. »

Se référant à cette juste formulation léniniste, prise d'une manière inintelligible, le courant de droite chute dans des erreurs fatales et pratiquement laisse la

direction de la lutte nationale dans notre pays à la bourgeoisie nationale. La logique et la démarche de cette analyse de droite procède ainsi : « Puisque le mobile et le générateur du essentiel du Mouvement nationaliste marocain est l'aspiration de la bourgeoisie marocaine naissante à dominer le marché interne, regrouper les terres colonisées et construire un Etat-nation marocain. », et puisque « le capitalisme mondial » se dresse contre le développement « interne libre fondé sur la base d'améliorer le marché national », « l bourgeoisie nationale, dans cette contradiction, représente les intérêts d'une classe qui cherche l'indépendance et de se libérer de la maîtrise monopolistique. D'un point de vue historique, ceci est considéré comme étant positif parce que servant, même relativement, l'intérêt du progrès des forces de production nationales ». Ceci est compatible aussi avec l'intérêt du « prolétariat dans les conditions historiques actuelles », parce que « son intérêt rime, à ce point, avec l'intérêt de la bourgeoisie ». Le prolétariat « verra ses rangs s'élargir par le ralliement des ouvriers des mines se trouvant au Sahara. »

Isoler les textes du marxisme-léninisme de leur contexte historique précis, dans le cadre de la question bien déterminée dans l'espace et dans le temps qu'ils traitent, c'est achever le marxisme-léninisme tout entier. Substituer toute la dialectique du matérialisme historique par sélectisme. Lénine disait : « Tout le marxisme, tout son système exige que soit étudiée chacune de ses thèses uniquement

sous la vision historique, et seulement en relation avec l'expérience effective de l'histoire. »

Le premier paragraphe, dont nous avons cité la moitié au début, se trouve dans la brochure de Lénine « Droit des peuples à l'autodétermination », écrite entre 1913 et 1919, pour réfuter les thèses du gauchisme « négationniste national » auquel se sont affiliés un groupe de marxistes (les Polonais, Rosa et Radek, les Russes Boukharine et Piatakov) essayant de s'opposer au chauvinisme qui constituait un vrai danger dans les milieux de la social-démocratie européenne, avant, au cours et après la Première guerre mondiale.

Le paragraphe en question vise un but bien déterminé, c'est expliquer la nature du mouvement nationaliste et la tendance à construire un Etat-nation indépendant. Comment cela s'explique-t-il ? Se baser sur la théorie psychoculturelle de Spengler (Oswald), Bauer (Bruno), Rosa (Luxemburg), ou sur la théorie historico-économique de Kautsky ?

Lénine se met aux côtés de Kautsky, contre Rosa et Bauer, soutenant l'analyse historico-économique en tant que fondement à l'apparition et le développement des mouvements nationalistes, et se reposant sur le fait que l'époque de ces mouvements en Europe, de la fin du Moyen-Âge au début des Temps modernes, 1789 – 1871, « est l'époque de la grande victoire du capitalisme sur le féodalisme, l'époque constituant la montée progressiste de la bourgeoisie ».

La bourgeoisie naît des entrailles du féodalisme, grandit suivant le développement réalisé dans les moyens de production (le renversement industriel), se

constitue dans les villes, considérées centres des métiers tout d'abord, centres des manufactures pour après. Ainsi, par sa constitution, la bourgeoisie se libère des conditions féodales et les contrarie en même temps, parce que son développement, en tant que classe avancée, s'oppose catégoriquement aux entraves et obstacles face à son expansion, sous le féodalisme, institution économique, politique et culturelle, et pousse à assurer aussi de meilleures conditions pour le développement du capitalisme, exige de la classe bourgeoise un combat de classe visant au fond l'abolition définitive de l'institution féodale. C'est pour cela donc, que la bourgeoisie a joué un rôle révolutionnaire.

L'essor du capitalisme et développement dépend de l'existence d'un marché interne large et unifié pour faire écouler ses marchandises. En effet, la bourgeoisie lutte pour élargir et unifier le marché (unité de la nation) contre le fractionnement féodal, édifier « l'Etat-nation unifié », à la place des principautés féodales éparpillées et unifier la langue, outil principal dans les relations commerciales entre les gens.

De cette perspective, Marx et Engels ont soutenu l'unité de l'Allemagne bismarckienne (1870), parce que précisément elle fournit les conditions du développement de l'économie bourgeoise et donne naissance à la classe ouvrière, malgré l'opposition de Bakounine et Proudhon que Marx accuse de collaboration avec Bismarck. Lénine a écrit à propos : « Il était naturel que les éléments de la démocratie moderne, que Marx représentait, seraient

guidés par un principe incontournable : soutenir la bourgeoisie progressiste contre le féodalisme. » (Lénine, Sous le drapeau spolié, Œuvres, Volume 23, p 128)

Tel était le sens du paragraphe de Lénine sur la question nationaliste, précisément au cours des révolutions bourgeoises démocratiques, où la bourgeoisie avec son aspiration nationaliste a joué un rôle révolutionnaire dans l'élargissement du marché et l'unification de la langue et la construction d'un Etat-nation, à savoir l'abolition de la société féodale qui reposait sur la consolidation des seigneuries locales quasi indépendantes se basant sur des moyens de production primitifs sous la domination de l'économie agricole et des rapports de production féodaux.

Ceci existait en Europe et au Japon. Mais, est-ce que le développement chez nous ou dans le monde arabe a suivi le même chemin qu'en Europe du XIXème siècle ? La bourgeoisie nationale marocaine, a-t-elle joué le même rôle révolutionnaire qu'a joué la bourgeoisie occidentale au temps des révolutions bourgeoises démocratiques ? En d'autres termes et succinctement, quelles sont les caractéristiques distinctives par lesquelles se distingue la question nationale chez nous, et au cours de notre époque historique actuelle ?

Le phénomène du colonialisme et de l'impérialisme au Maroc a joué un rôle essentiel déterminant dans la caractérisation de la question nationale et de déterminer la classe (ou les classes) qui militent radicalement jusqu'à la fin pour élargir et libérer le marché national, unifier la langue et construire l'Etat-nation libre unifié.

Cette domination coloniale a abouti à des changements essentiels dans la formation économique, politique et de classe de la société marocaine. Le colonialisme a donc rattaché l'économie du Maroc au marché. Autrement, il a transformé l'économie et le marché du Maroc à un marché pour exporter les matières premières de moindre valeur et à un marché pour importer les produits de consommation fabriqués ; ce qui a fait de la formation économique du Maroc une formation compradore parasite et suiveuse.

Cette situation a engendré une formation de classe ayant des caractéristiques bien différentes de la situation de l'Europe au XIX^{ème} siècle. Ainsi, la naissance de la bourgeoisie marocaine en tant que continuité - et non comme contraire - de la classe féodale et du Makhzen dans les villes, son occupation limitée au commerce et aux métiers, sans que cette naissance soit accompagnée d'un développement radical au niveau des moyens de production (absence d'un bouleversement industriel), a fait qu'elle est restée suiveuse à la classe féodale au Makhzen, prisonnière des situations économiques en place économiquement, politiquement et culturellement, plus, elle est en relation étroite avec l'ordre établi. Par conséquent, cette bourgeoisie n'a pas joué, ou n'a pas pu jouer son rôle historique d'abolir l'institution féodale makhzénienne, parce que son développement en tant que classe n'a pas atteint le niveau de conflit et d'adversité envers les institutions établies.

Et au moment où le colonialisme a introduit des relations de production nouvelles et consolidé le système capitaliste colonialiste, il a œuvré à faire obstacle à toute naissance et tout développement d'une économie nationale indépendante dans notre pays. De ce fait, dans une certaine mesure, le colonialisme a bloqué la naissance et le développement de la bourgeoisie nationale.

Face à cela, les conséquences de l'occupation colonialiste (naissance d'une classe ouvrière, prolétarisation et oppression des masses paysannes) ont soumis à la bourgeoisie nationale la possibilité de mettre à l'œuvre son ambition historique à unifier et élargir le marché et à édifier l'Etat-nation. En utilisant la haine des classes populaires nationales contre l'occupant, la bourgeoisie nationale a dirigé le combat national contre le colonialisme et l'a proprement imprégné. En effet, par la nature de sa formation faible et impuissante, son maintien des relations étroites avec la classe dominante et son appareil d'Etat et avec le marché capitaliste international, la bourgeoisie nationale s'est trouvée dans la situation de ne pas pousser le conflit jusqu'à sa fin et d'être dépourvue de tout caractère radical et révolutionnaire, mais indécise et soumise aux tractations et à la servilité. C'est précisément pour cette raison qu'elle ne pouvait ni mener le combat national démocratique pour libérer

le marché national, l'unifier et le dégager de la domination capitaliste mondiale, ni libérer et unifier toutes les parties du territoire marocain.

L'histoire effective de la pratique de l'ensemble des partis de la bourgeoisie nationale sur la question du Sahara affermit cet état de fait et le soutien. En effet, lors même des années 1956 à 1960, tous les partis bourgeois-nationalistes (Parti de l'Istiqlal, l'Union Nationale des Forces Populaires) ont exprimé leur revendication de libérer toutes les zones encore occupées du territoire national, dont le Sahara marocain. Seulement que les deux gouvernements Balafrej (1958) et Abdellah Ibrahim (1959) se sont désavoués quant à toute responsabilité effective d'aider l'Armée de libération dans le Sud (ALN – Sud) et de soutenir les revendications des habitants du Sahara et de la Mauritanie dans la lutte pour la libération et l'unité au sein du peuple marocain. Les positions desdits partis sont restées assurément suiveuses (dépendantes) à celles du Palais et à ses directives qui visaient la liquidation de l'Armée de libération et la Résistance.

Les partis bourgeois-nationalistes « se sont préoccupés » du conflit pour le pouvoir, soit contre le Palais et ses acolytes, soit entre eux, sans donner l'importance exigée au devoir de la libération et de la liquidation du colonialisme direct ; au contraire, on a assisté à la participation d'une partie du Parti de l'Istiqlal à la campagne menée contre l'ALM et la conspiration pour la liquider.

En 1963 – 1967, le Parti de l'Istiqlal a réduit la question du Sahara et de la Mauritanie en archives du Ministère du Sahara et de la Mauritanie et des paroles dissociées de tout mouvement populaire voulant mettre à l'œuvre la libération. Le Parti de

l'Istiqlal s'est opposé à la « cession » de la Mauritanie, et n'a pas consenti sa reconnaissance officielle par le Régime, a refusé la position du Pouvoir concernant l'accord sur « l'autodétermination » et l'organisation d'un référendum dans le Sahara marocain. Allal El Fassi, leader du Parti de l'Istiqlal, a déclaré à ce sujet:« La règle est qu'il est impardonnable à l'homme de renier sa nationalité et à sa nation ». La bourgeoisie nationale ne pouvait transformer ces oppositions orales ni en un conflit radical contre les traîtrises du Pouvoir, ni en une mobilisation populaire pour la libération et l'unité. Dans ce cadre et au cours des années 1974 - 75, les partis nationalistes (l'Istiqlal, l'USFP, le PPS) ont accepté, sans conditions, de s'engager, sous la direction et l'orientation du Régime réactionnaire, dans sa campagne pour la récupération du Sahara marocain et n'ont pas dévoilé les tractations militaires et économiques avec l'Espagne ; par leur silence, ils ont cautionné l'opération du partage du Sahara avec la Mauritanie ; pire, une composante de ces partis appelle solennellement à un « nationalisme ouvert » et le soi-disant « Sud du Maroc et Nord de la Mauritanie » et contribue effectivement aux préparatifs à l'accord du partage et de « l'exploitation commune ». L'étude de l'ensemble des conditions propres à notre situation auparavant soumise au phénomène du colonialisme et de l'impérialisme, met la bourgeoisie nationale dans l'impossibilité de commander la lutte nationale jusqu'à l'extrême pour dominer le marché interne national, garantir son indépendance vis-à-vis de la domination impérialisme, unifier les territoires

marocains occupés et édifier, en fin, l'Etat marocain national unifié.

Or, limiter les intérêts et les aspirations de la classe ouvrière à uniquement agrandir ses rangs par le travail dans les mines du Sahara et donner à la bourgeoisie le rôle primordial et l'intérêt essentiel dans la mission de la libération du Sahara et pousser le MML à suivre les partis nationalistes, ne fait qu'anéantir pas seulement l'élargissement et la libération du marché interne, mais aussi la libération et l'unification de tout le territoire national, et par conséquent, laisser le tout à la merci des tractations entre le colonialisme et le réactionnisme et ce qu'il en découle comme décisions.

Telles sont les ultimes erreurs du courant de droite et les conséquences de leur tactique effective à talonner le leadership de la bourgeoisie nationale.

***Opportunistes,
l'habit ne fait le révolutionnaire !***

En revanche, et précisément à propos de la même question, les erreurs du courant « négationnisme national » continuent nier tout intérêt de la bourgeoisie nationale dans le conflit contre le colonialisme et rejette tout rôle des partis politiques bourgeois, quoique relatif soit-il, dans le combat pour libérer le Sahara marocain.

Et suivant la logique du « négationnisme national », tout va ainsi : puisque la bourgeoisie nationale est impuissante à édifier un capitalisme national

indépendant de l'impérialisme, suit un parcours de « servilité et de supplication et ne défend pas d'une manière radicale ses intérêts de classe ». C'est pourquoi elle n'a à faire que soutenir la position du Pouvoir, laquelle position n'est autre que la stratégie du néo-impérialisme pour « l'annexion arbitraire des masses sahraouies ». Et puisque « les intérêts de la bourgeoisie nationale ne sont pas ceux du prolétariat », il ne faut donc pas « entraîner le prolétariat au combat de l'annexion du Sahara » parce que cela dévierait son attention de devoir de classe (ils devaient dire aussi « et économique ») de renforcer la lutte contre un Pouvoir spoliateur, oppresseur, trahissant la Nation ».

Il est vrai que la bourgeoisie nationale chez nous, et ses partis politiques, manque d'audace et de radicalité dans sa lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et le réactionnisme, par conséquent, elle n'est capable ni de réaliser son rêve de construire le régime du « capitalisme national », ni de s'engager subversivement à l'extrême pour élargir le marché national et unifier toutes les parties du territoire. Cet état de fait résulte du fait que cette bourgeoisie souffre d'une faiblesse économique et politique et d'une incapacité de trancher économiquement avec l'impérialisme et la classe dominante ; ce qui la pousse à adopter, en des circonstances bien déterminées, une politique suiviste de la classe au pouvoir.

Mais, ce premier volet de la question, nous pousse-t-il à négliger, méconnaître et nier le second ? Suivant ses différents types, la bourgeoisie nationale

endure de l'oppression et de l'exploitation de l'impérialisme et de la dictature perdurante de la classe dominante qui l'empêche de toute croissance et de toute évolution. C'est justement pour ces raisons qu'elle constitue l'une des classes nationales ; elle peut, dans une certaine mesure, lutter contre l'impérialisme, le colonialisme et la classe dominante.

Toute l'histoire du mouvement nationaliste bourgeoise marocaine contre le colonialisme et la classe au pouvoir nous affirme qu'elle se divise au cours de toute lutte décisive, en trois tendances : une de droite s'alliant à la haute sphère, la coalition de classes dominante à laquelle elle se soumet, représentée tout le temps par la grande majorité des dirigeants du Parti de l'Istiqlal, une du centre, en attente des résultats, pariant soit sur une possibilité d'un soulèvement populaire sans y participer, ni par l'organisation, ni par l'encadrement, soit sur des divergences internes au sein de la classe dominante et sur l'aggravation des crises politiques et économiques. Dans tous les cas, ce courant utilise ces cartes pour plus de pression pour changement d'en haut, ainsi, de fait, il fléchit devant toutes les conditions que décide et impose la classe dominante. C'est le courant de droite dans l'USFP et le PPS qui le représente. Quant à la troisième tendance que le document d' « Ila Al-Amam » appelle : « Courant des Ittihadis nationalistes démocrates à l'étranger convaincus que tout développement des deux bourgeoisies, la petite et la moyenne, exige l'abolition du régime ... collaborateur ». Avec la

progression et la radicalisation du conflit contre le Régime et le colonialisme, cette tendance se rallie pratiquement au rang du mouvement des classes nationalistes radicales (les ouvriers et les paysans), surtout si elle est convaincue des erreurs de l'épreuve passée et choisit de s'engager vers des horizons révolutionnaires et populaires.

Quelle politique révolutionnaire pour une telle situation ?

A propos d'une telle situation au sein des partis politiques de la bourgeoisie nationale et face à la question du Sahara marocain, la politique du MMLM et intérêts de la classe ouvrière et l'ensemble des classes populaires nationales radicales, il est d'intérêt de considérer les principes suivants :

La classe ouvrière, pace qu'elle est l'avant-garde de la lutte contre le colonialisme et la classe dominante afin de libérer et délivrer le marché national de la domination du colonialisme et de l'impérialisme et unifier les parties du territoire national, divisé de force par l'occupant et qui en occupe encore directement, et dans le but de frayer le chemin pour le capitalisme national lui-même et créer les conditions de l'édification du socialisme, la classe ouvrière doit donc soutenir et entreprendre une politique frontiste avec les factions politiques avancées du mouvement de la bourgeoisie nationale qui milite de fait contre le colonialisme et le réactionnisme, et aspire à libérer le Sahara et l'unifier au sein du peuple marocain.

Et en même temps, face aux courants de droite et centristes dans les partis de la bourgeoisie

nationale qui ont choisi, de par leur nature et sa formation, de suivre une politique suiviste au Régime d'accepter d'être sous ses auspices, pire encore, ils basculent vers la conception réactionnaire de l'unification du territoire national qui préserve la totalité des intérêts économiques et militaires de la coalition colonialo-réactionnaire sur le territoire du Sahara, acceptent la collaboration divisionniste avec la réaction mauritanienne au détriment d'une soi-disant souveraineté et la récupération du Sahara au sein territoire national marocain, face à tout cela donc, le MMLM suit une politique de prudence qui dévoile les positions erronées et suivistes du Régime, dans le but de neutraliser leur traîne et leur alignement à la stratégie du régime et d'éclairer le chemin aux militants de base dans ces portis.

136

Mais, pour le MMLM, et pour agir sur ces contradictions par avant-gardisme, tout repose sur une prise de position nationaliste-évolutionnaire, correcte et infaillible concernant la question du Sahara marocain.

Les intérêts de la classe ouvrière, ses objectifs dans cette lutte et sa politique indépendante pour libérer le Sahara marocain concordent actuellement et à long terme avec les plus profondes aspirations des habitants du Sahara marocain et leurs intérêts, mais dans ce combat, ces intérêts ne se soumettent pas à la tendance tribale sécessionniste créée et soutenue par la politique du colonialisme espagnol et les trahisures du Régime déloyal établi au Maroc, tendance soutenue aussi par les intérêts étroits de certains groupes intermédiaires aux aspirations

profondément bourgeoises. Et face à cette tendance sécessionniste, la classe ouvrière s'engage dans la critique et le combat démocratique devant les masses marocaines et les habitants du Sahara marocain eux-mêmes, sa stratégie en est que la voie de l'unification de toutes les parties du peuple marocain doit être manifestée dans le champ de lutte quotidienne contre l'impérialisme, le colonialisme et la réaction, dans le Nord du Maroc et dans le Sahara, puisque toute tendance sécessionniste est pleinement destructrice de cette lutte et contraignante de tout affrontement du front des cruels adverses.

Telle est la position spontanée et saine des millions de nos masses populaire, et c'est précisément la même position naturelle de la classe ouvrière dans le combat contre l'occupation colonialiste et pour l'unification le territoire national. C'est aussi la position du courant démocrate national, « courant des ittihadis visant l'abolition de la monarchie », selon « Ila Al-Amam » lui-même, et des tendances démocratiques révolutionnaires renaissantes au sein des partis de la bourgeoisie nationale.

Et au de cela, la direction d' « Ila Al-Amam », appelle et incite à ne pas « entraîner le prolétariat marocain au combat de l'annexion du Sahara », son regard sera détourné des tâches politiques - anti nationales - et du resserrement de la lutte contre le pouvoir spoliateur et oppresseur.

Priver le prolétariat de ses tâches de diriger le combat national pour chasser l'occupant espagnol et unifier le territoire national, c'est exactement, si ce n'est avec grand risque, livrer la direction de

cette lutte à la bourgeoisie nationale. En fait, c'est la même erreur dans laquelle est tombée la thèse de la droite citée auparavant.

Démunir le prolétariat d'une politique indépendante vis-à-vis de la lutte nationale et inciter à ne pas l'entraîner au conflit du Sahara marocain, c'est le laisser réellement et effectivement à la merci de la direction de la bourgeoisie nationale. La cause en est que, dans tous les cas, la classe ouvrière ne répondra guère aux appels du « négationnisme national » prônant la sécession du Sahara et la création d'un mini-Etat fantoche. En effet, la classe ouvrière, par sa perception innée et avec simplicité, prend conscience que ces appels sont au profit de la stratégie du colonialisme et y convergent.

Il est de fait bien clair comment la politique du « négationnisme national », qui contrarie par les propos révolutionnaires - seulement des propos - la politique de la réaction et de la bourgeoisie nationale, est dans l'incapacité totale de diriger le combat de la classe ouvrière nationale et de préserver son indépendance à ce sujet justement. En plus, elle échoue profondément dans l'isolationnisme et le défaitisme, et détruit toute possibilité militante d'ériger une politique de coalition sur des bases saines et solides avec les formations avancées et militantes dans le mouvement national démocratique.

5 – « Nouvelle réalité » entre l'illusion et la désillusion

En définitive, où réside l'essentiel de l'erreur dans les points de vue de la direction d' « Ila Al-Amam » sur la question du Sahara ?

Le document d' « Ila Al-mam » considère que « suite à la domination directe du colonialisme et ses manœuvres divisionnistes diverses, effectives et concrètes, une nouvelle réalité économique et politique propre au Sahara commence à se constituer ». Et tout le long du document, des preuves pour confirmer l'existence d'une entité indépendante au Sahara, en basant sur le fait de « ne négliger ni la réalité coloniale, ni les « nouveaux » rapports de production en retard par rapport au Maroc, ni l'existence de l'armée espagnole et ses agents sahraouis, ni même l'existence d'organisations politiques nationales, y compris le Front de Libération De Saguia al Hamra et du Rio de Oro (Polisario) ».

C'est cette confirmation de l'existence d'une entité sahraouie indépendante qui a ordonné la nécessité de reconnaître le droit d'autodétermination des « masses sahraouies » et la lutte contre la soi-disant annexion arbitraire de la part du Maroc.

Bien, existe-t-il réellement et de fait une entité indépendante au Sahara ? la direction d'Ila Al-Amam en présente des preuves. Ce sont ces preuves-là que nous allons réfuter.

Rapports de production jusqu'à 1963

La particularité des rapports de production est son apparition au sein de la production, dans l'interaction entre l'homme et la nature et au cours du développement de l'homme lui-même, suite à cette activité, lors de l'opération au cours de laquelle se déroule « un échange entre l'homme et la nature » comme a dit Marx.

Le Sahara est effectivement tombé sous la domination des relations d'exploitation colonialiste traduites par l'occupation militaire précoce de la région, par l'exploitation monopoliste directe de la pêche maritime de la part des sociétés espagnoles après avoir écarté définitivement les habitants de ce métier, et enfin par l'exploitation directe par le commerce.

Mais cet état d'exploitation, par des facteurs bien particuliers, n'a directement pas abouti à de nouveaux rapports de production dans la région et par rapport aux habitants du Sahara.

La particularité du colonialisme espagnol en tant que colonialisme arriéré et de la région, très pauvre en ce temps-là, a abouti à la pérennité des rapports de production archaïques sans aucun changement. Le système tribal étant toujours le seul dominat, les habitants demeurent des nomades et dépendent dans leur vie de l'élevage et la recherche continuelle de pâturages.

En définitive, ce colonialisme espagnol archaïque a intensifié l'épuisement des richesses de la région,

sans que cela aboutisse à créer de nouvelles conditions de production capitalistes ; au contraire, il a aggravé la situation tribale des habitants en serrant l'étau autour de leurs moyens de subsistance, au point d'atteindre le niveau de la famine.

Implantation des fondements de la sédentarisation

« La domination colonialiste et l'exploitation impérialiste, dit-on, ont abouti aux débuts de l'implantation des fondements de la sédentarisation et à faire disparaître l'état d'instabilité » et à « l'instauration des bases des classes sociales modernes de commerçants bourgeois, de petits fonctionnaires, de soldats et d'ouvriers, en plus des immigrés » Telle est la nouvelle réalité, réalité tout nouvelle, dont nous éblouit le courant « négationniste national ».

En termes d'ophtalmologie, il y a une maladie appelée presbytie, mais ceux-ci sont atteints de myopie, qui est dans tous les cas une anomalie. O combien leur état est semblable à l'état visuel du tigre ! Pour eux, l'essentiel de la situation actuelle du Sahara réside seulement dans le début de la sédentarisation, la stabilité des habitants et les prémisses de nouvelles classes sociales !

Primo : nous d'accord qu'il y a des débuts de sédentarisation – en insistant bien sûr les débuts -, mais, considérant le rôle de la sédentarisation dans la stabilité des nomades, l'essentiel de la question sera

tout à fait autre. En effet, à ses débuts, la sédentarisation colonialiste dans la région, n'a pas abouti à un changement de la condition des habitants en tant que nomades, bien au contraire, elle a imposé une destruction quasi-totale de leur stabilité dans la région.

Lorsque le colonialisme a entamé l'exploitation du littoral, il a commencé à utiliser des moyens modernes avec une main d'œuvre espagnole, pour extraire la considérable et étonnante richesse piscicole. Tout cela était au détriment de plusieurs tribus qui vivaient depuis très longtemps de la pêche. Le monopole colonialiste des métiers de la pêche a conduit de larges secteurs d'habitants à la disparition ou à l'éloignement hors des régions de pêche pour affronter une situation de vie très dure et destructrice.

142

Il est vrai que la sédentarisation est réalisée tout près des côtes, mais au profit des intérêts de la communauté espagnole et les sociétés d'exploitation ; de même qu'elle s'est développée avec la renaissance du mouvement national contre le colonialisme espagnol au cours des combats de l'Armée de Libération Marocaine (ALM) au Sahara, des luttes de l'été 1970, avec l'augmentation du nombre des soldats espagnols dans la région, de 1 000 au début de l'occupation à 60 000 en 1973, s'élevant de nouveau à 70 000 lors du conflit survenu sur le Sahara. Cette étonnante augmentation de des armées espagnole et américaine a réussi de fait à instaurer les débuts d'une sédentarisation-urbanisation par les casernes, les maisons des officiers et leurs

familles, d'un large secteur de services annexés à l'armée. Ceci étant, mais en parallèle, c'est une expulsion méthodique des populations autochtones au-delà des limites des colonies espagnoles. Rien qu'au Maroc, le nombre des réfugiés s'élève à presque 60 000 Sahraouis marocains.

La sédentarisation est effectuée aussi par la découverte des richesses minières, l'Espagne s'est trouvée dans l'obligation de développer plusieurs villes telles Laâyoune avec son port, Dakhla, la capitale administrative de la région, où se trouvent les bureaux des sociétés impérialiste. Et c'est la communauté espagnole, constituée de fonctionnaires et autres, estimée à au moins 30 000 espagnols (sans compter la main d'œuvre espagnole), qui va profiter de la nouvelle situation, à savoir la sédentarisation-urbanisation.

Comme nous l'avons dit au début, nous ne nions pas les débuts de cette sédentarisation, mais la question repose sur la connaissance du le fond et le but de cette sédentarisation. A-t-elle abouti à une transformation de la condition des habitants nomades ? Nous, nous voyons que le but essentiel était au profit des intérêts du colonialisme espagnol, de la politique colonialiste montante des ressortissants espagnols et de quelques collaborateurs sahraouis, cheikhs, intellectuels et soldats ; en contrepartie, c'est l'éradication méthodique et régulière des populations autochtones. Les épidémies, les maladies incurables, la malnutrition, l'absence des moyens de soins, des services de l'emploi et de l'enseignement, tout cela a abouti à une augmentation

terrible du taux de mortalité au sein des habitants et atteignant parfois 40 ‰.

Allons-nous considérer que la sédentarisation des habitants du Sahara consiste seulement en l'existence de quelques centaines d'habitants résidant dans les bidonvilles aux alentours des centres urbanisés, alors que la majorité continue de vivre dans des baraques et sous les tentes ?!

En définitive, nous pouvons dire en peu de mots : il y a effectivement un début de sédentarisation colonialiste accompagné d'une politique de destruction méthodique et régulière des habitants sahraouis.

Instauration des bases de nouvelles classes sociales

144

Secundo : vous dites que la domination coloniale espagnole a engendré l'instauration des bases de nouvelles classes sociales de commerçants bourgeois, de petits fonctionnaires, de soldats et d'ouvriers, en plus des immigrés.

La particularité du colonialisme espagnol au Sahara marocain a exactement abouti au contraire de ce que vous avancez.

Tout d'abord, commençons par la question des fonctionnaires : on n'a pas d'informations ni de chiffres précis sur le nombre des fonctionnaires en général (espagnols et marocains), mais, vu la situation de l'enseignement dans la région, nous pouvons définir l'orientation du développement de cette catégorie. Le colonialisme espagnol n'a commencé à construire

des écoles coloniales modernes qu'après les années cinquante (c'est-à-dire que durant toute la période de 1936 à 1950, aucune école moderne n'a été construite par l'occupation, donc, la catégorie des fonctionnaires marocains n'existait pas). Actuellement, dans la région du Sahara marocain, il n'y a que deux lycées, l'un à Laâyoune et l'autre à Dakhla. Et toutes les informations dont nous disposons, confirme que le principal bénéficiaire de ces lycées sont spécialement les enfants des ressortissants espagnols et une minorité d'enfants d'affiliés au colonialisme. Cette minorité d'enfants de la région qui a la chance de fréquenter les lycées espagnols est principalement orientée vers l'enseignement technique simple.

145

Cette situation montre clairement que la grande majorité des fonctionnaires et des employés vient de la communauté espagnole, et que les possibilités effectives s'offrant aux habitants marocains pour accéder aux postes de fonctionnaires sont limitées, très limitées.

Du côté des soldats : quel développement de la catégorie des soldats fut-il engendré par le colonialisme, si le nombre des soldats marocains n'est que 1200, alors que celui des soldats espagnols a atteint 54 800 ? Quelle orientation prend le vrai développement ... même au sein du dispositif de répression ?

Passons maintenant à la bourgeoisie commerciale locale dans le Sahara marocain : avec la concentration du colonialisme militaire espagnol dans le Sahara marocain, les commerçants

espagnols s'activent (surtout certains officiers de l'armée et de la police espagnoles) en commerce dans la région par le trafic des produits espagnols et occidentaux (machines, vêtements, produits alimentaires), et avec l'augmentation du nombre des ressortissants espagnols, soldats et fonctionnaires, les commerçants espagnols se relancent dans de nouveaux secteurs commerciaux (cafés et restaurants ...)

Dans le domaine du commerce, le premier rang fut occupé par les commerçants espagnols, mais ceci ne signifie pas l'absence d'une bourgeoisie commerciale marocaine. En effet, les autorités espagnoles a permis à certains commerçants marocains de pratiquer le commerce dans cette région, mais l'essentiel de la chose est que la majorité d'entre eux n'était pas des habitants de la région occupée actuellement par les Espagnols.

146

La plupart des commerçants marocains dans la région sont des commerçants de la tribu des Aït Baâmrane (une partie de la bourgeoisie commerciale soussie), ou de la tribu Takna, et surtout des commerçants habitant les régions de Goulimine et Tarfaya.

La réalité concrète nous dit que le commerce dans la région est d'une nature monopoliste colonialiste, duquel la bourgeoisie commerciale espagnole se taille la part du lion, et à ses côtés une bourgeoisie commerciale marocaine totalement rattachée au colonialisme et dont la plupart vient de l'extérieur du Sahara marocain occupé.

Où est donc la naissance ou le développement d'une classe bourgeoise commerciale autochtone, plutôt que

de constituer une partie du « fondement concret d'une tendance démocratique ... espérant se libérer du colonialisme » ?

Et après cela, vous parlez de la naissance et de la constitution d'une classe ouvrière ; mais, encore une fois, quel sens prend le développement au sein de l'ensemble de la classe ouvrière dans la région : est-ce au profit de la communauté espagnole ou bien à celui des habitants du Sahara ? Et selon les informations du Polisario, en voici la description de la classe ouvrière :

- L'ensemble de la main d'œuvre dans la région : 15 000 ouvriers
- L'ensemble de la main d'œuvre espagnole : 10 000 ouvriers
- L'ensemble de la main d'œuvre sahraouie et africaine : 5 000

147

Les sources du Front lui-même affirment que 1 600 ouvriers sahraouis sont licenciés de leur travail en 1974 pour des raisons diverses.

Alors, est-ce que le colonialisme espagnol développe essentiellement la main d'œuvre espagnole ou bien la main d'œuvre sahraouie marocaine ? Les chiffres et la réalité nous épargne tout commentaire ou toute explication.

Le Dossier

Qu'est-ce que

**"Être de
Gauche"?**

Mohamed MZOUGH
Aymen HACEN
Adil HADJAMI
Mohamed MOUSSAOUI
Abdelaali BENCHEKROUN
Lotfi CHAOUKI
Said MOSBAH
Younès EZ-ZOUAINE
Khadija BERADY
Mustapha ELOUZI

3 questions à

**Said SAADI / Nabila MOUNIB / Abdellah LHARIF
Kamal LAHBIB / Driss KHROUZ**

Témoignage

Les élites politiques du mouvement national et les opportunités manquées

/ Mohamed BENSaid

Portrait

Sion ASSIDON : Est-ce possible d'être vraiment de gauche sans être antisioniste?

Document

"Hissons haut l'étendard léniniste sur la question nationale" / Organisation (23 Mars)

Lectures et comptes rendus

*"Les territoires de Dieu", un roman de Abdelhak NAJIB / Mounir SERHANI
"Deux journées", roman de Latifa HALIM / Rachida AFILAL*

Créations

**Najib BENDAOU / Ahmed HABCHI / Aymen HACEN
Samia LAMINE / Monsef SEDKI ALAOUI
Mounir SERHANI**



Chapitre III :

149

**A propos
du « Polisario »**

**« *Le Polisario* », *fils légitime*
*des trahisons du régime***

L'analyse scientifique et les expériences des mouvements de libération nationale, nous ont appris à ne pas nous laisser berner par les paroles d'un mouvement du simple fait qu'il a pris les armes contre l'ennemi, ou qu'il s'est déclaré adepte de la pensée socialiste de libération nationale. L'analyse nous recommande de juger les individus et les organisations, non sur les idées qu'ils ont sur eux-mêmes, mais en fonction des conditions matérielles de leur existence. De multiples exemples historiques relatifs à de nombreuses organisations nous éclairent que celles-ci étaient au fond des réactions

réactionnaires ou droitistes malgré leur apparence progressiste, que cela soit au niveau des classes sociales ou de la nation.

Nous avons un exemple dans l'expérience de la lutte de classe au sein du parti Bund russe : ce parti avait adopté le marxisme comme méthodologie et il était l'une des composantes du mouvement socialiste démocrate opposé au régime tsariste et luttant pour le socialisme et la suprématie de la classe ouvrière. Mais, le Bund s'était appuyé essentiellement sur l'oppression de la classe ouvrière juive, pour en faire un point de départ afin de se constituer en parti réservé aux ouvriers juifs. Ainsi, il fut un parti « réactionnaire », car il divisait l'unité de la classe ouvrière, voulait opérer un retour en arrière, et parce qu'il a isolé certaines conditions historiques des ouvriers juifs des conditions historiques d'oppression de la classe ouvrière russe dans son ensemble, malgré la double oppression subie par les ouvriers juifs, en tant qu'ouvriers d'abord, et en tant que juifs, ensuite.

Au niveau national, on n'a pas besoin de faire un long retour dans l'histoire, car nous vivons un exemple vivant, concret et contemporain, celui de Kabinda, cette partie du territoire de la nation angolaise que l'impérialisme avait voulu séparer, au nom du Front de libération de Kabinda, et du droit d'autodétermination du peuple kabindi. Même si l'exemple de Kabinda se caractérise par rapport à notre cas du Sahara, par le fait que Kabinda a les caractéristiques nationales spécifiques et est distincte géographiquement de l'Angola.

En conclusion, notre jugement sur tout mouvement doit s'attacher aux conditions matérielles de son existence, non à ses idées sur lui-même ; et son opposition à un ennemi commun, à une étape historique, ne signifie pas nécessairement qu'il est une force progressiste et que son action et sa pratique exigent de nous aide et soutien. Aujourd'hui, nous avons sur la scène nationale un exemple concret, qui a trompé des forces démocratiques et socialistes, par des slogans révolutionnaires fascinants, le « socialisme », le « droit à l'autodétermination », la « guerre de libération populaire »...etc.

Quel est le véritable contenu de ces slogans prônés par le POLISARIO, et quelles ont été les conditions réelles qui avaient permis l'existence de cette structure falsifiée, ou à ce fils illégitime de l'évolution de la contradiction nationale et de classe ?

Dévolement du slogan de l'autodétermination

Dans son appel au droit des Sahraouis à l'autodétermination, le POLISARIO part du principe de la « préservation des frontières coloniales » telles quelles ; car, dit-il, si on veut dépasser ces frontières pour revenir à l'unité originelle des peuples, on va ouvrir une porte permanente aux luttes des frontières en Afrique. Le colonialisme avait bafoué l'unité des peuples africains en créant des Etats-croupions, comme un fait accompli.

La préservation des frontières coloniales telles quelles est donc la base de l'existence du pseudo

peuple sahraoui. Certes, cet appel à la préservation des frontières coloniales avait rendu service, momentanément, à certains Etats africains, car ils ont orienté leurs forces contre le colonisateur, au lieu de les dilapider dans des conflits armés au sujet des frontières. Mais, cela n'occulte pas du tout pour nous qu'il s'agit d'un appel conservateur, œuvrant dans le cadre du legs du colonialisme et de l'impérialisme, et qui traduit en fin de compte la situation provisoire de la faiblesse des forces révolutionnaires.

Le colonialisme n'a pas créé des peuples, mais des Etats. Il a divisé leurs peuples unis et les a affaiblis pour servir ses intérêts économiques et militaires, et pour les maintenir dans le sous-développement et la dépendance. Le fait d'accepter la division du Maroc, et l'imposer en fait accompli, est le prolongement historique des divisions coloniales d'occupation depuis le Congrès l'Algésiras. Il est par conséquent une consécration du plan colonial, dont les colonialistes eux-mêmes n'avaient pas pu rêver, malgré un siècle d'occupation et d'oppression militaire et politique.

L'histoire de la lutte du peuple marocain, pour des conditions objectives et subjectives, a abouti à l'indépendance politique formelle et à son acceptation en tant que compromis provisoire avec le colonialisme dont le cadre a été défini par les négociations d'Aix-les-Bains. L'un des résultats de ce compromis : des parties du territoire marocain étaient restés sous occupation coloniale directe. Aujourd'hui, le fait d'accepter la division du Maroc

et l'imposer comme un fait accompli aboutirait à transformer ce compromis en une défaite totale et définitive et à renoncer aux acquis de plus d'un demi-siècle de lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme, durant laquelle le peuple avait fait d'énormes sacrifices.

Rien d'étonnant à ce que les écrits du POLISARIO ne valorisent pas l'histoire de la lutte de notre peuple dans son ensemble de Tanger à Laayoune, pour préserver son unité et chasser le colonisateur. L'adoption d'un slogan conservateur appelant à la perpétuation du legs colonial, implique nécessairement l'adoption de la même logique historique coloniale. L'histoire du Sahara commence pour le POLISARIO avec la pénétration coloniale, l'isolant totalement des autres parties du Maroc. Même lorsque le POLISARIO est contraint de reconnaître ce lien, en évoquant l'Armée de libération marocaine, il le fait non pour souligner leur unité, mais pour marquer la distinction entre « peuple sahraoui » et le peuple marocain, et pour présenter l'Armée de libération et le peuple marocains comme faisant partie de la même machine coloniale, et « manœuvrant » avec lui colonialisme contre la liberté et l'indépendance du «peuple sahraoui». Cette vision historique ressemble parfaitement à la logique historique des colonialismes français et espagnol. Il ne peut en être autrement, puisqu'elle se base sur une preuve politique conservatrice qui œuvre dans la même logique colonialiste, et ne repose sur aucune preuve historique du pseudo peuple sahraoui. A ce niveau, les victoires de l'impérialisme sur le peuple marocain

deviennent une preuve au service du séparatisme et une consécration de ses plans. Ainsi, le POLISARIO essaie de nous présenter par exemple la séparation de la Mauritanie du Maroc comme une nécessité historique du droit du Sahara à la séparation. De la sorte, les forces se prétendant révolutionnaires deviennent des forces conservatrices et réactionnaires, puisant l'ensemble de leurs concepts de l'histoire coloniale, telle qu'il l'a voulue, planifiée et imposée, au lieu et place de l'histoire réelle des peuples, que ces derniers avaient construite par l'accumulation de milliers d'années de lutte entre les masses laborieuses et les classes exploiteuses, plus particulièrement contre les colonisateurs envahisseurs. Aussi, devons-nous rappeler au POLISARIO et à l'ensemble de ceux qui le soutiennent pour l'autodétermination, que ce slogan qui a été imposé par la lutte des peuples contre l'impérialisme et le colonialisme, et que le marxisme-léninisme en a fait un de ses principes fondamentaux à l'ère de l'impérialisme. Il reste, du point de vue révolutionnaire, un droit du peuple opprimé désirant se séparer d'un autre Etat national qui l'opprime, ou un droit de constituer un Etat national unifié pour une nation divisée. Dans les deux cas (séparation, fusion), il faut prendre en considération l'intérêt de la classe ouvrière, qui consiste globalement à ce qu'elles soient dans le sens du progrès historique.

Or, les masses du Sahara marocain ne sont pas un peuple distinct du peuple marocain et n'ont pas d'histoire séparée, mais seulement l'histoire de leur unité au sein de l'histoire du peuple marocain, son histoire économique, politique et culturelle. En un

mot, l'histoire de sa formation en tant que l'un des peuples arabes.

Ce que ne dit pas le Polisario, c'est que le mouvement de libération dont il déclare en avoir fait partie, connu sous la dénomination « le parti musulman », avait prôné la marocanité du Sahara comme l'un de ses principes, position qu'avait l'organisation sahraouie jusqu'en 1970.

A peine deux ans plus tard, apparaîtra la thèse du peuple sahraouie et de l'autodétermination par le Polisario.

Le point de vue partant de l'intérêt de la classe ouvrière, ou du sens progressiste de l'histoire, concernant toute séparation, nous allons l'évaluer une autre fois encore après avoir effectué une valorisation historique de la finalité coloniale de la séparation, et à travers le but pseudo-socialiste visé par le POLISARIO ...

Quelle est la réalité du socialisme du POLISARIO ?

Il aisé pour toute organisation de prôner des slogans démocratiques révolutionnaires, des slogans socialistes, sans en déterminer le contenu effectif, ou sans déterminer les possibilités historiques et réelles de ses objectifs.

Le POLISARIO entend établir un régime démocratique, voire socialiste au Sahara. Y a-t-il une possibilité effective pour le réaliser ?

Afin de ne pas faire une fausse compréhension de certaines expériences historiques, et une fausse

comparaison entre notre cause nationale au Sahara et les expériences que nous allons citer, nous signalons que toutes les forces révolutionnaires des pays ayant subi par la force la division de leur territoire national ne s'étaient pas soumises à la stratégie coloniale, et n'avaient pas créé dans chaque partie de leurs pays divisés une histoire spécifique et indépendante, au détriment des vérités historiques ; elles étaient plutôt restées attachées à l'unité de leurs nations, considérant que l'état de la division qu'elles combattaient n'était qu'une situation provisoire qu'il fallait impérativement dépasser. Elles avaient bâti toute leur stratégie de libération, voire leur stratégie d'édification économique et politique, sur la base de l'unité de leur nation, étant conscientes que le véritable développement économique, politique, culturel et civilisationnel d'un peuple subdivisé ne peut s'effectuer de manière saine et complète que dans le cadre de son entité historique, et contre les plans du colonialisme visant à l'affaiblir et à dénaturer sa culture et son économie. Les exemples du Vietnam, de la Chine populaire et du Yémen sont édifiants à ce sujet. Les Sud-vietnamiens n'avaient pas dit qu'ils étaient un nouveau peuple du fait de la division coloniale. Ils avaient au contraire affirmé qu'ils constituaient avec les Nord-Vietnamiens un seul et même peuple. Ils avaient conditionné – dans leur conception de l'autodétermination – leur droit à l'union avec le Vietnam du Nord. De même, la Chine populaire n'avait jamais déclaré que la Chine nationaliste était devenue – du fait du néocolonialisme ou de la

divergence de son régime – un peuple détaché de la nation chinoise. On peut en dire de même au sujet du Yémen du Nord et du Yémen du Sud.

L'avancée de la révolution dans ces exemples n'était pas une concession de la part des forces révolutionnaires sur l'unité du peuple, mais une résistance de leur part aux plans de division. Dans cette lutte, la révolution a avancé et a acquis des positions progressistes et révolutionnaires sur des parties de ses territoires. Le parachèvement de l'unité, lui aussi, prend désormais le même contenu progressiste et révolutionnaire. Le séparatisme n'est pas dans la logique de ces révolutions, mais c'est la préservation de l'unité nationale qui est plutôt leur logique et le cadre de leur évolution.

Cet éclairage étant fait, notre réponse à la question précédente est que la faible population du Sahara, qui ne dépasse pas « selon la revue algérienne *Afaq Arabia* »

80 000 habitants, constitue le point fondamental de l'échec de la stratégie du POLISARIO dans objectif démocratique ou socialiste.

Nous avons une grande estime pour les masses, non de manière fantastique utopique, mais en nous basant sur la réalité matérielle, géographique, économique, démographique, et sur la conscience des masses...etc. Etant donné leur petit nombre, les habitants du Sahara sont incapables de faire face à l'ennemi et le vaincre, lui dont l'armée est du même nombre qu'eux ; à eux seuls, ils ne peuvent détruire le projet néocolonial au Sahara, en créant un Etat-croupion artificiel, qui ne peut être, dans le meilleur

des cas, que le résultat d'un équilibre entre certaines forces bourgeoises et celles du colonialisme dans la région.

Puisque nous ne créons pas artificiellement l'histoire, mais nous accompagnons plutôt son processus réel, nous disons que ce sont les masses marocaines dans leur ensemble qui ont la responsabilité de faire échouer ce plan et ce projet néocolonial dans le cadre de leur lutte globale pour un régime démocratique populaire. Les masses marocaines ont déjà donné la preuve de cette responsabilité, sans attendre une attestation de notre part. Elles ont démontré leur attachement à leur unité nationale auparavant, ainsi que durant la période cruciale et décisive de la lutte nationale pour la libération du Sahara marocain.

159

Quant à l'idée de l'édification d'un régime démocratique national, voire socialiste, au Sahara, elle est dépourvue, du fait de la faible population, de deux éléments fondamentaux : le large marché national et la densité de la main d'œuvre. Sans ces deux éléments, il serait impossible de penser à réaliser les missions de la révolution nationale démocratique, et à plus forte raison la révolution socialiste, qui se base sur l'industrialisation lourde parallèlement aux données de la révolution technologique actuelle et assurant la sortie du marché impérialiste en termes de richesse et de technologie. Quelle déformation du socialisme dans un pays de 70 000 habitants ?

Le meilleur que puisse faire un régime futur au Sahara, c'est d'assurer un niveau de consommation

élevé à une population peu nombreuses, mais sans que ce niveau de consommation soit basé sur une infrastructure économique et sociale développées. C'est là où se niche le néocolonialisme, sans craindre une véritable résistance du fait du sous-développement des structures économiques et sociales et le laxisme de cette dernière par le niveau de consommation assuré d'avance.

Ce qui signifie, en fin de compte, que la nationalisation des richesses nationales n'est pas la finalité dans l'édification de la démocratie et du socialisme. Ce n'est qu'un pas, dont la portée révolutionnaire ne s'accomplit que par la rupture de la dépendance vis-à-vis du système impérialiste.

A contrario, la séparation du Sahara marocain, se ferait au dépend de l'économie nationale, quel que soit le revêtement démocratique fallacieux donné aux richesses de la région au Sahara. Le prix de cet affaiblissement et de cette dislocation ne serait pas payé par la classe au pouvoir, tel que le disent certains économistes, mais par les masses populaires et par la révolution marocaine. Et l'impérialisme en serait le bénéficiaire, en premier et dernier lieu.

Intégration abusive ou séparation abusive ?

Le POLISARIO et ceux qui le soutiennent nous étonnent en nous accusant de vouloir annexer abusivement des populations sans défense, aimant la liberté et refusant l'intégration à un pays

gouverné par une classe réactionnaire. Avec l'évolution de la lutte et son exacerbation dans la région, l'accusation est amplifiée, et avec elle enfle la question posée par le POLISARIO et ses soutiens : quelle serait votre position si l'armée marocaine procédait à la liquidation des fils du « peuple sahraoui » qui vont lutter contre l'intégration au régime monarchique ?!

Sachant que la transposition par le POLISARIO de ses positions séparatistes aux populations du Sahara est une déformation de leur position et une création artificielle d'un faux problème, nous distinguons en outre entre la position des masses et leurs attentes d'une part, et la position séparatiste chauviniste du POLISARIO, d'autre part. Dans cette distinction, nous saisissons concrètement et nous comprenons les attentes révolutionnaires des masses sahraouies consistant à se débarrasser du colonialisme et de toute forme d'oppression, et son désir de libération et d'épanouissement national. Mais, sans nous soumettre aux éventuelles formes fallacieuses de leur conscience. Notre position à l'égard des masses sahraouies, ne se distingue en rien de notre position à l'égard du reste des masses marocaines qui luttent maintenant pour l'achèvement de l'unité nationale. Nous poussons vers cette tendance nationale progressiste innée des masses, sans pour autant nous soumettre à certaines formes de conscience nationale fallacieuse chez une partie des masses, cette conscience fallacieuse qui pardonne aux gouvernants leurs pêchés passés et à venir au nom de la lutte de libération. Dans les deux cas, nous

soutenons l'union immédiate de notre nation, luttant concomitamment contre toutes formes de conscience fallacieuse, étant profondément convaincus que l'engagement enthousiaste et intense des masses dans la lutte concrète, voire sanglante, contre le colonialisme, effacera toutes les séquelles négatives de la position de certaines masses sahraouies, car la position négative supposée chez une partie des masses marocaines du Sahara, n'est qu'une réaction négative et provisoire à la rupture de l'unité de la lutte entre elles et l'ensemble des masses marocaines. Cette position ne reposant aucunement sur des données objectives.

En réalité, la question du début n'est pas adressée à nous, mais plutôt au POLISARIO qui veut imposer une séparation abusive à un même peuple. Qui a opté pour la séparation, déformé l'histoire unie du peuple marocain, créé de toute pièce une entité inexistante dans la réalité, mis le peuple marocain et ses gouvernants dans le même panier, remplacé le projet national démocratique révolutionnaire pour lequel lutte le peuple marocain, y compris les masses du Sahara, par une aliénation démocratique nationale fallacieuse, n'ayant aucune possibilité de réalisation, en un mot qui a opté pour la voie de la séparation abusive : est-ce nous et le peuple marocain ou le Front POLISARIO ?

Pour l'histoire, nous rappelons à ceux-là notre position précédente, alors que le POLISARIO n'était qu'un projet, et bien après. Nous avons alors soutenu toute action concrète contre le colonialisme espagnol, mais nous avons exprimé

une forte opposition à ce que cette action militante soit une partie d'un plan séparatiste. Lors de nos divergences avec le POLISARIO nous avons ouvert la voie à la lutte idéologique démocratique, étant convaincus que la lutte commune et la persuasion sont les moyens pour faire évoluer les positions du POLISARIO, tant que les événements ne nous mettaient pas face à un divorce décisif. Nous n'étions pas seuls dans cette position, une partie des forces démocratiques nationales avait soutenu, elle aussi, le POLISARIO et avait même été son intermédiaire dans le soutien algérien et libyen. Notre souci consistait à faire bouger la cause nationale, paralyser les marchandages du régime réactionnaire et ouvrir la voie pour intégrer cette lutte nationale à l'ensemble de la lutte démocratique sur la scène nationale. Mais, l'évolution de la lutte nous a mis en contradiction flagrante avec le POLISARIO. Il était inévitable que la marge de la lutte idéologique amicale s'amenuise, lorsque l'affaire a été posée avec toute acuité.

Les événements nous offrent des tas d'arguments, ne nécessitant aucun commentaire et riches en leçons sur les destinées des tendances séparatiste chauvinistes. La logique séparatiste du POLISARIO l'a poussé, en cette étape cruciale, à coopérer avec le colonisateur espagnol et sa créature, l'Union nationale sahraouie, contre le peuple marocain et sa lutte pour son unité nationale :

Appel au colonisateur espagnol à protéger la nation sahraouie et le « peuple sahraoui » de « l'expansionnisme marocain » et c'est lui qui initie l'indépendance

formelle dont les prémisses sont apparues dans les couloirs de l'ONU

-Conclusion de l'alliance avec « l'Union nationale sahraouie », sur la base d'un seul peuple contre l'expansionnisme marocain et sa marche « jaune » et action commune dans la manifestation de Laâyoune supervisée par le colonisateur espagnol et son officier Salazar.

-Allégation calomnieuse affirmant « avoir tué 250 militaires marocains, abattu trois avions, brûlé 34 véhicules militaires et encerclé une colonne de tanks marocains », c'est-à-dire, que le POLISARIO se vante de ce qu'il n'a pas fait dans l'ensemble de ses opérations contre le fascisme espagnol... au moment où ses opérations contre les Espagnols furent arrêtées et leurs prisonniers relâchés en guise de « bonne volonté » à l'égard du colonialisme espagnol ;

-Et enfin, l'acceptation de l'autodétermination selon le mode du référendum de l'ONU, et non selon « la guerre de libération populaire de longue haleine » qui impose la libération comme un fait accompli à l'armée coloniale vaincue militairement et politiquement ; mais par l'acceptation d'un Etat-croupion, qui ne serait que le fruit de l'équilibre des forces dans la région ; et par conséquent la fin du mythe de « l'autodétermination », du mythe de la « guerre de libération populaire », et du mythe de « l'Etat démocratique et socialiste ». Tous ces éléments ne sont que le résultat inéluctable de la logique du séparatisme abusif.

Nous ne faisons pas partie de ceux qui délaissent le principe de l'unité nationale et la marocanité du

Sahara, afin de ne pas inquiéter le POLISARIO au cours du débat et la persuasion dans l'espoir d'une évolution impossible de ce dernier qui a choisi sa voie séparatiste suivant des intérêts de classe étroits inévitables. Nous ne sommes pas aussi de ceux qui vénèrent les organisations armées, par le seul fait d'avoir ouvert le feu sur l'ennemi. Nous prenons plutôt nos positions selon la ligne politique qui « guide » la balle. La lutte nous ayant amené au divorce définitif, nous avons pris position du côté de notre peuple et de l'unité de notre nation, et contre ceux qui ont choisi d'imposer une séparation abusive du Sahara de la nation marocaine.

Quant à ceux qui ont choisi la persuasion et le débat au détriment de l'unité de la nation et ont adopté une stratégie illusoire, n'ayant aucun impact sur la lutte réelle, et au nom de la préservation de la contradiction principale contre la classe régnante et l'impérialisme, nous leur rappelons aussi que la résolution de cette contradiction se fera sous la direction de la classe ouvrière et que par leur position, qui est une fuite en avant, ils ont occulté le rôle dirigeant de cette classe et l'ont remplacé par celui du POLISARIO qui ne dispose en réalité que d'un projet national dénaturé et aliéné.

Pourquoi le POLISARIO a-t-il émergé ?

Les conditions qui ont donné naissance au POLISARIO et qui ont couvert ses positions de cette

brillance progressiste et qui lui ont donné une renommée bon marché et rapide peuvent être résumées dans les éléments suivants :

-La nature du régime réactionnaire, et surtout sa trahison, par le passé, de la mission de parachever l'unité de la nation et libérer le Sahara marocain. Le pouvoir s'était allié directement avec les colonialismes espagnol et français contre l'Armée de libération et contre la libération du Sahara. Il n'a bougé que lorsque lui apparurent des intérêts immédiats dans la région. Et après s'être rendu compte que, devant les initiatives des impérialismes et du fascisme espagnol visant à imposer un Etat-croupion dans la région, il ne pouvait persister dans son silence, alors qu'il vivait une situation de crise absolue, économiquement et politiquement, et était incapable, à cet instant, malgré les conditions favorables, de parachever l'unité nationale, ayant peur des masses et de l'armée, qui seraient nécessairement amenés par cette bataille à agir d'une façon ou d'une autre.

-Incapacité des forces nationales, démocratiques et révolutionnaires de remédier à la situation et d'assumer leurs responsabilités directes dans la mobilisation des masses marocaines dans le Sahara, même si elles n'avaient jamais cessé d'appeler et de revendiquer la lutte de libération. Cette incapacité est due à des raisons objectives et subjectives, dont les limites de l'action dans le cadre du régime et le recul des capacités de ces forces à mobiliser les masses, notamment après 1963.

-Les contradictions des intérêts internationaux dans la région, les contradictions des Etats de la région entre eux, et la faiblesse du pouvoir et son isolement face à ces contradictions.

-Isolement de la lutte des Sahraouis marocains pour une durée assez longue pour faire face à l'exploitation et à l'oppression du fascisme espagnol.

Ce sont là les facteurs dans leur ensemble, mais ce sont, sans doute, la nature du pouvoir et ses trahisons qui en sont la consistance et la base. C'est lui qui a ouvert la voie à l'émergence de cette réaction séparatiste. C'est lui qui a permis à la minorité sahraouie cultivée de saisir la conjoncture historique pour surfer sur la vague des attentes des masses sahraouie de libération, et réaliser ses propres ambitions de classe par le biais de l'Etat sahraoui prévu.

***Réponses aux allégations
du messenger du Polisario***

168

Trois revues arabes éditées à Beyrouth entre le 18 et le 23 février 1976, Al Hadaf, Assomoud et Al Hourriya, avaient publié des interviews avec le dénommé Ahmed Mahjoub, le messenger du Front POLISARIO à l'Orient arabe. D'autres articles du même sens furent publiés par d'autres journaux. Nous sommes convaincus que les allégations contenues dans ces interviews ne méritent pas de réponse. Mais, du fait de l'engouement et de l'accueil enthousiaste qu'ils reçurent, puis étant convaincus de la nécessité de clarifier « toute la vérité aux masses », et du fait surtout de l'incrimination du peuple marocain et de ses forces militantes en général, et de notre mouvement en particulier, dont nous sommes étonnés que cela soit publié par des revues militantes pour lesquelles nous avons une grande

considération... dans ce cadre, et pour lever le voile sur la question du Sahara dans les milieux progressistes arabes notamment, en raison de l'embrouillement causé par l'intense campagne de propagande effectuée dans l'orient arabe, nous présentons notre réplique à l'ensemble des allégations du délégué du POLISARIO, publiées dans , Al Hadaf , Assomoud et Al Hourriya,

***Quand est apparu
ce « peuple sahraoui » ?***

Commençons par le commencement :

Est-ce que le « peuple du Sahara » était à une certaine époque indépendant des autres peuples de la zone marocaine de la nation arabe » ? (revue Al Hadaf, n° 399).

Avant de dévoiler les contradictions des réponses du délégué du POLISARIO à cette question, que le délégué d' Al Hadaf nous permette de discuter rapidement l'utilisation du terme « peuple sahraoui » d'abord et de proposer une modification fondamentale de la question, de la manière suivante : les populations du Sahara étaient-elles, à un moment donné, séparées historiquement et au cours de la lutte (ce dernier terme souligné par 4 traits, car l'histoire n'est plus un facteur important dans la détermination des fondement du peuple, selon les allégations des gauchistes, en Europe notamment, et selon aussi certains nouveaux théoriciens dans notre orient qui sont au pouvoir, sans aucune contestation, pour qui l'histoire est la spécialité des historiens et des

orientalistes..), du peuple marocain précisément et non «des autres peuples de la partie occidentale de la nation arabe » ?

C'est là la question, et la réponse ne nécessite aucun effort pour ceux qui ont une connaissance de l'histoire militante de cette partie de la nation arabe, surtout que Ahmed Mahjoub va leur épargner tout effort, car il n'a pu présenter – même en recourant à l'histoire – aucun argument qui prouve la séparation de la zone du Sahara occidental du Maroc.

La pénétration du Sahara par le colonialisme constituait le début de la domination de toutes les parties du Maroc par le colonialisme et la continuation de la lutte jusqu'en 1936 est une délimitation historique d'une étape qui a concerné le Maroc dans son ensemble. La poursuite de la lutte du « peuple sahraoui » en 1956, s'est effectuée dans le cadre de l'Armée de libération marocaine, selon Ahmed Mahjoub, lui-même qui a dit : « En 1956, les Sahraouis étaient la base de l'Armée de libération marocaine et avaient lutté en même temps contre le colonialisme français et le colonialisme espagnol » (Al Hadaf, n°399, page 29). Jusqu'en 1956, les Sahraouis ne constituaient pas encore un « peuple indépendant » du peuple marocain. Ils étaient la base de l'Armée de libération marocaine, qui était descendue au sud du pays pour poursuivre la lutte de libération nationale contre le colonialisme français, en Mauritanie et dans d'autres zones, et le colonialisme espagnol à Tarfaya, Ifni, Saqiet Al Hamra et Oued Eddahab. Et ce, après la décision du Palais de

dissoudre l'Armée de libération au nord et de l'intégrer dans l'Armée royale fondée la même année.

Le déplacement de l'Armée de libération vers le sud, décidé par la direction de la Résistance et de l'Armée de libération, entrait dans le cadre d'un plan global de libération, qui commençait par l'action de chasser le colonialisme de la région, pour aboutir à saper les fondements du régime monarchique en vue d'établir un régime national démocratique.

Ce fut le contexte historico-militant de la lutte des « Sahraouis » dans le cadre de l'Armée de libération marocaine. C'est le cadre général qu'Ahmed Mahjoub a « omis » de citer, dans sa tentative vaine de prouver une indépendance présumée des Sahraouis de la nation-mère. Mahjoub a également omis de dire que l'Armée de libération qu'il a citée, a été combattue par tous les moyens par le pouvoir réactionnaire marocain, en lui assenant progressivement des coups jusqu'à son élimination en 1960, avec l'appui des colonialismes français et espagnol, après avoir réussi à libérer presque toutes les régions du Sahara, et avoir mené des combats héroïques célèbres.

... Jusqu'à cette date (1960-61) – même si l'histoire est de la compétence des orientalistes – le « peuple » sahraoui n'était pas encore né...

Dix ans après cette « date », soit en 1970-71, le « peuple » sahraoui n'était pas encore apparu indépendamment du peuple marocain. Pour preuve, la plupart des « dirigeants » du POLISARIO, à leur tête El Ouali, son

président, et probablement le président de la République arabe Sahraouie Démocratique (RASD), n'avaient informé personne de l'existence d'un peuple sahraoui indépendant du peuple marocain que le colonialisme a réussi à diviser, alors qu'ils étaient des élèves dans les lycées marocains et étudiants à l'université Mohamed V de Rabat, et quand ils étaient militants au sein de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM), et au sein des diverses formations politiques marocaines, de « la droite à la gauche » ; ce mouvement national que A.Mahjoub a balayé d'un trait pour le simple désir d'informer le monde de l'existence du « peuple sahraoui ».

Quand donc ce « peuple sahraoui » est-il apparu ? en 1971, 1972, 1973 ?... Certes, il n'est pas apparu avant l'émergence du POLISARIO. Nous affirmons même que ce « peuple sahraoui », au sujet duquel on nous demande notre position, avant même de parler de notre légitimité en tant que mouvement national révolutionnaire marocain, est apparu longtemps après l'apparition du POLISARIO. Le Front POLISARIO n'avait pas alors tranché entre la création d'une entité indépendante ou la lutte dans le cadre du peuple marocain unique et unifié...Ce que ne nie pas A.Mahjoub lui-même dans sa réponse à une question de Al Hadaf : au sujet « de la citation du journal 23 mars qui a dit que par le passé vous placiez la libération du Sahara dans le cadre de la libération du Maroc dans son ensemble du régime réactionnaire », en disant « Cela est vrai ».

Ceci est une reconnaissance implicite de l'adoption par le POLISARIO de l'idée de l'autodétermination et de la

création de l'Etat-croupion, après la création du mythe du peuple sahraoui indépendant.

Alors, quand ce peuple sahraoui indépendant du peuple marocain est-il apparu et pourquoi ? C'est là la question.

De nombreux articles qui étaient écrits, notamment dans la presse de l'orient arabe commencent par poser cette question : pourquoi le Maroc ne s'était pas intéressé au Sahara et à la nécessité de la récupérer auparavant ? C'est-à-dire avant que l'Espagne ne pense à s'en dégager...

Avant d'éclaircir notre position et celle des masses marocaines à ce sujet, nous posons – pour simple réflexion – cette contre-question : « pourquoi le monde, et notamment le monde arabe et ses forces militantes, surtout celles à tendance panarabe, censées connaître, dans le sens scolaire de ce terme, tous les peuples arabes existants à ce jour ? Pourquoi elles n'ont découvert l'existence de ce « peuple » avant que le POLISARIO ne surprenne le monde par son annonce, et aussi « par hasard », lors de la décision de l'Espagne de mettre fin à sa présence directe au Sahara ?...

Revenons alors à la première question : pourquoi le Maroc n'avait pas pensé à la récupération du Sahara auparavant ?

De prime abord, le fait de poser la question de cette manière n'est pas correct : elle mélange le Maroc officiel et le Maroc populaire ; elle fait de la cause de libération nationale dans le cadre d'un long processus de lutte historique d'un peuple engagé dans une lutte multiforme pour se débarrasser de la domination

impérialiste réactionnaire – avec des hauts et des bas, des victoires et des échecs, que connaissent habituellement les luttes des peuples – une simple action volontaire de personnes ou d'institutions, suivant leurs humeurs et leur bon vouloir. Ainsi, selon ce simplisme pathétique, pour de nombreux écrits journalistiques de cette dernière période, la cause se réduit au désir du roi du Maroc de récupérer le Sahara par la force ; et c'était voulu insidieusement par le POLISARIO...

Il s'agit là d'une méprise à l'égard des masses, du matérialisme dialectique et de l'explication matérialiste de l'histoire. Une méprise à l'égard du marxisme, instrumentalisé dans une grande opération de chantage, pour déposséder tout un peuple de ses droits nationaux, au profit d'une poignée d'arrivistes parés d'un voile révolutionnaire fallacieux...

Cette question, est, comme nous l'avions dit, une méprise, car elle transforme la cause d'un peuple désirant parachever son unité territoriale, en une cause d'un roi désirant tout simplement annexer un pays à son royaume.

De même, cette question est en contradiction avec la réalité car le peuple marocain n'a jamais délaissé la cause de la libération des parties de son territoire encore sous occupation coloniale et le parachèvement de son unité territoriale.

Celui qui lit les réponses du messager du POLISARIO à l'orient arabe, en déduit que c'est le Palais qui a soulevé la cause du Sahara pour soulager sa situation intérieure, et que les partis

politiques et les masses s'étaient mobilisés derrière lui ; les premiers en vue de parvenir aux sièges du pouvoir et les seconds, par erreur pour éradiquer le peuple sahraoui et l'intégrer de force à leur pays. Cette explication simpliste, unilatérale, dévoile l'essence de la pensée du Front POLISARIO et de ses orientations...

De la même manière que le « peuple sahraoui » est sorti de la tête du POLISARIO, comme Minerve est sortie de la tête de Jupiter et que le POLISARIO a créé le « peuple sahraoui », pour réclamer le droit à la reconnaissance de son droit à l'autodétermination et à l'instauration de son Etat indépendant... de la même manière, le roi Hassan II a créé la question du Sahara et les partis l'ont soutenu et 18 millions des masses marocaines s'étaient mobilisées par erreur, et l'avaient suivies !

Ce serait le moyen le plus aisé pour mobiliser l'opinion publique mondiale, surtout si des moyens matériels gigantesques sont réunis pour des actions couvrant les cinq continents. Mais, cela n'entamera en rien la détermination du peuple marocain d'engager la lutte en vue de parachever son unité territoriale et libérer son pays de la domination de l'impérialisme et de la réaction.

Si le peuple marocain vit jusqu'à maintenant sous le joug de l'oppression réactionnaire, et si la répression s'abat toujours sur ses fils militants, et si les masses marocaines sont entravés par de multiples moyens dans leur mouvement pour réaliser leurs objectifs nationaux et démocratiques, cela ne signifie pas qu'elles resteront les bras

croisés face à des politiques de demi-mesures qu'applique le régime marocain, et face à la séparation forcée et arbitraire que mène le groupe séparatiste au Sahara.

C'est là la position de principe à l'égard de la question du Sahara marocain, et de la question de l'existence ou non d'un « peuple sahraoui » indépendant du peuple marocain, chose qu'Ahmed Mahjoub n'a fait qu'affirmer implicitement dans ces interviews publiées dans les journaux de l'orient. Et lorsqu'il a voulu insister sur la prétendue indépendance du Sahara à l'égard du Maroc, il n'a pas trouvé mieux que de dire que la tribu Rguibat et d'autres tribus, « était entrée dans des guerres féroces contre des tribus qui voulaient l'envahir, comme ses guerres avec des tribus du sud marocain, à Tarfaya et Tan-Tan, ainsi qu'avec les tribus du sud du Sahara, c'est-à-dire en Mauritanie »...

Là, nous avons une expression édifiante de la banalité des arguments de l'existence d'un « peuple indépendant » au Sahara marocain, un révélateur du caractère strictement tribal du POLISARIO, et l'expression de la mentalité rétrograde et de la tendance réactionnaire de ce groupe séparatiste.

Les dirigeants qu'avait engendrés le Sahara au début du siècle (le 20ème) étaient plus progressistes et plus révolutionnaires que les « dirigeants » du POLISARIO, à une époque où la tendance unioniste n'était pas dominante, à une époque où le colonialisme se partageait le monde arabe et le monde comme un gâteau !

Ahmed Mahjoub a « omis » de signaler la lutte de Cheikh Maa El Aïnine et de son père El Hiba qui avaient lutté en tant que marocains contre les armées coloniales. Le premier s'était lancé du cœur du Sahara pour marcher sur Marrakech, où les Marocains l'avaient reconnu comme leur leader dans la lutte pour chasser les colonisateurs. Mais, la supériorité de l'armée coloniale et la connivence de la féodalité marocaine avaient stoppé cette marche. Mais, il s'agit là d'histoire, ce qui relève des compétences des orientalistes, comme nous l'enseignent les piétres disciples du marxisme et du nationalisme !

Le messenger du POLISARIO a également omis de parler de la nature et de l'orientation du mouvement qui avait précédé directement le POLISARIO, – non les organisations marionnettes créées par le colonialisme – tel que le parti musulman qui a lutté pour la libération du Sahara dans le cadre du Maroc, avant de découvrir un peuple sahraoui totalement indépendant dans cette province.

Même si tout ce qui précède entre dans le domaine de l'histoire, et même si l'histoire est du ressort des orientalistes, nous allons « fonctionner en orientalistes », en vue d'élucider une partie de notre histoire qui est sujette ces derniers temps à une occultation et à une déformation inégalées. Nous n'allons pas le faire maintenant, mais plus tard. Ce que nous avons signalé ci-dessus est suffisant à notre avis pour démontrer l'invalidité des allégations du POLISARIO au sujet de l'existence d'un « peuple » sahraoui indépendant du Maroc, thèse caricaturale, qui paraît

comme une fausse note dans l'histoire des peuples arabes contemporains dans son ensemble, et une faille dans l'histoire de la lutte des peuples de la région de l'occident arabe, qui n'est comblée que par la seule imagination du POLISARIO et son grand rêve de s'accaparer des richesses de la région à peu de frais et par les plus courts chemins. La thèse du « peuple » sahraoui, de l'Etat sahraoui, de la république... ne sont que les formes juridiques afin de conférer la légitimité à ces ambitions et à cette tendance à rechercher les intérêts les plus étroits. De même, les nombreux slogans révolutionnaires et de qualificatifs pompeux, tels que « mouvement de libération nationale », « la lutte armée », « l'armée de libération populaire », « les milices populaires », « le socialisme scientifique » et d'autres slogans vidés de tout contenu, les « organisations » fictives ou gonflées ; tout cela n'est en réalité qu'une duperie destinée fondamentalement à la consommation extérieure, en vue d'assurer le soutien de l'opinion publique progressiste arabe et mondiale à ce prétendu mouvement de libération nationale.

Nous nous sommes attardés sur ce point car il est fondamental pour nous dans la lutte contre la tentative séparatiste et les graves conséquences qu'elle aurait sur la région et l'ensemble de la nation arabe, qui consistent précisément, comme l'a indiqué Mahjoub, textuellement : à « la création d'une nouvelle Palestine au Sahara », avec pour conséquences, une nouvelle nakba (débâcle) pour la nation arabe et des malheurs qui toucheront des générations, tels que la guerre entre l'Algérie et le Maroc qui serait à

même d'attiser une haine et un chauvinisme inédits entre les deux peuples frères. Les paroles du délégué du POLISARIO sous-entendent qu'il souhaite et encourage l'avènement de cela suivant le proverbe : « moi et mes ennemis, notre sort est commun ».

**« Autodétermination »
et « foyer révolutionnaire »**

Voyons après cela le reste de la « marchandise contrefaite » véhiculée par le messenger du POLISARIO dans l'orient arabe, en premier lieu le slogan de l'autodétermination.

Nous remarquons d'abord que le slogan de « l'autodétermination » du peuple sahraoui a été initié par le colonisateur espagnol. Nous n'étions pas les seuls à le remarquer en son temps, lorsque nous avons attiré l'attention depuis le début sur le danger de la création d'un Etat-croupion, et voilà que Mahjoub le réitère en ces termes : « le colonialisme espagnole a essayé de former un mini-Etat artificiel et vassal, après avoir découvert de considérables richesses dans notre pays, et ce par le biais de la formation de partis marionnettes, et aussi en soudoyant quelques notables de tribus. Ainsi, il a mené une vaste campagne pour l'autodétermination du peuple sahraoui et la création de son Etat indépendant » (c'est nous qui soulignons ces termes). C'est donc là l'origine de l'autodétermination ; c'est le colonialisme espagnol qui a donc suggéré au POLISARIO ses orientations séparatistes.

Pourquoi le colonialisme espagnol s'est-il rétracté à ce sujet pour s'entendre avec le Maroc et la Mauritanie ? En réponse, Mahjoub dit que la cause en est l'engagement du « peuple » sahraoui dans le même but, surtout après la constitution de son « avant-garde révolutionnaire »... Cette réponse peut paraître très logique, mais doucement, tout dépend des résultats... Le colonialisme et l'impérialisme ne jouent jamais avec leurs intérêts. L'Espagne s'est rétractée sur l'autodétermination, car elle y était contrainte ; si elle avait eu le choix, elle aurait choisi l'établissement d'un Etat-croupion, dont parle Mahjoub. Le problème n'était pas « l'avant-garde progressiste et révolutionnaire », car la tendance était vers l'entente, d'une part entre les formations dépendantes directement de l'Espagne et le POLISARIO, et entre ce dernier et l'Espagne de l'autre. Des contacts avaient eu lieu – El Ouali lui-même les avaient reconnus – entre le POLISARIO et les colonisateurs espagnols pour un arrangement entre les deux parties. Puis, s'en suivit l'arrêt par le POLISARIO de ses opérations tactiques. Ainsi, il y eut la libération des prisonniers de guerre espagnols et les déclarations qui s'en suivirent – et qu'on a occultées maintenant – indiquant que le Front POLISARIO veut éviter un bain de sang (sic !)... et « soudain », la position de l'Espagne, des Etats-Unis et de la France changea... etc, en faveur du Maroc, pourquoi ? Car, c'est un pays réactionnaire et vassal de l'impérialisme. Cela est vrai, mais pas seulement ; l'impérialisme, comme indiqué auparavant, ne prend pas des positions sur

la base de situations figées une fois pour toute, l'impérialisme connaît lui aussi la dialectique et traite la réalité mouvante.

L'élément urgent qui s'est invité dans les événements d'alors et que les observateurs impérialistes avaient remarqué – comme nous l'avions clarifié en son temps – ce fut l'action des masses populaires marocaines et l'explosion de leur enthousiasme nationaliste refoulé durant les 20 dernières années, aux conséquences non louables pour le pouvoir réactionnaire d'abord, et pour le colonialisme et l'impérialisme ensuite. En conséquence, tous ont revu leurs calculs, dont l'aboutissement a été l'accord de Madrid : donner au régime marocain le « label de bravoure » pour avoir libéré le Sahara, ce qui est nécessaire pour qu'il recouvre la confiance du peuple et des forces armées, afin qu'il garde le pouvoir et protège mieux les intérêts de l'impérialisme au Sahara et au nord à long terme.

C'est le processus au cours duquel s'opéra le changement de la position de l'Espagne, de l'autodétermination à la division, sur laquelle nous tenons d'insister à nouveau pour parer à tout amalgame. Evidemment, notre position à cet égard était et reste encore la dénonciation des compromissions et de la trahison à nouveau du pouvoir de la cause nationale ; et notre attachement à la marocanité du Sahara et à la souveraineté totale du Maroc sur elle, afin de ne pas laisser l'occasion au pouvoir d'instrumentaliser la campagne pour retrouver sa gloire effondrée. Evidemment, lorsque nous disons

que la position séparatiste du POLISARIO et son attachement à son plan pour établir un mini-Etat sur cette partie de notre nation renforce le pouvoir qui était isolé et faible après les secousses qui l'avaient ébranlées ces dernières années, nous savons ce que nous disons. Le pouvoir se renforce maintenant à tous les niveaux, non parce que les partis l'aident en ce sens, comme le prétend Mahjoub et son groupe séparatiste (comment peut-on admettre – logiquement – que des partis n'ayant qu'une existence formelle, comme le prétend le délégué du POLISARIO, et n'ayant aucune influence, sont capables de renforcer le pouvoir ?), mais, parce qu'il exploite la tentative du POLISARIO de dissocier la province saharienne et y établir son mini-Etat, avec l'appui de l'Algérie, pour orienter la haine des masses et diriger l'attention des forces armées vers l'ennemi extérieur, suscitant la haine chauviniste au lieu de la haine de classe contre le régime. Cela soutient la position de ce dernier et lui permet de restaurer son appareil qui était au bord de l'effondrement, de bénéficier d'une aura de soutien à chacun de ses pas en ce sens, et de consolider les traditions de l'allégeance et d'autres styles makhzénien qui étaient sur le point de disparaître auparavant.

Qui est responsable de cette situation ? Les partis et les forces nationales et révolutionnaires ? Bien sûr que non, car la cause du Sahara et le parachèvement de l'unité territoriale, est à l'origine une cause des masses et du mouvement national, avant d'être la cause du pouvoir qui s'est appuyé sur cette

demande profonde des masses pour l'utiliser de la manière qui lui est favorable. C'est ce qui a échappé aux défenseurs de la vision simpliste des choses, dont l'éclat révolutionnaire du POLISARIO leur a obstrué la vue.

Quant au discours sur le « foyer révolutionnaire », c'est discours de mythe qui s'annule lui-même... C'est un simple voile pour cacher le caractère isolationniste régional et pour s'attirer le soutien, surtout que l'exacerbation des attaques impérialistes visant la région arabe, a suscité chez de nombreuses personnes une prédisposition psychologique pour accepter de telles positions, dont la fausseté est vite dévoilée. Gare aux illusions... !

Après le passage du POLISARIO de la situation d'un mouvement de « libération » à celle d'un « Etat », son principal souci est désormais concentré sur l'acquisition du soutien et la collecte des reconnaissances... le discours sur les « foyers révolutionnaires » devenant un moyen de combattre le régime réactionnaire, non seulement au Maghreb arabe mais au niveau du monde arabe... dans le cadre de la surenchère et du jeu de mots...

Le délégué du POLISARIO se contredit lui-même lorsqu'il parle du foyer révolutionnaire pour libérer le Maroc, et en même temps, il répond à une question sur la possibilité de coordonner avec le mouvement populaire pour la réalisation de la révolution au niveau du Maroc dans son ensemble, en disant : quel mouvement populaire ? L'opposition au Maroc est ralliée au Palais...jusqu'à la fin de la litanie.

Le Maroc, un pays de 18 millions d'habitants, ayant une classe ouvrière représentant des dizaines de fois la population de la province saharienne, des syndicats et des partis légaux et des forces révolutionnaires clandestines, un mouvement étudiantin et lycéen aux traditions de lutte enracinées... et il n'a pas de mouvement populaire, selon ce délégué. Puis, il parle de l'application du socialisme dans les « territoires libérés », de l'élection des « comités ouvriers » pour gérer les divers domaines de la vie ; ensuite il prétend que le POLISARIO est à l'avant-garde de la révolution arabe et en son centre (revue Assomoud)... et d'autres prétentions insignifiantes... Cela est le contenu de la « marchandise » diffusée par le messenger du POLISARIO à l'orient arabe, à travers des médias très respectables de notre part. Malheureusement pour lui et son organisation, tandis que le Front prétend qu'il est révolutionnaire et que le régime marocain est son ennemi, il se positionne en contradiction absolue et comme l'ennemi absolu du mouvement national et révolutionnaire du Maroc. Cela a poussé de nombreux progressistes – surtout ceux qui prennent leurs positions sur la base de leurs principes et non pour avoir des contreparties – dans le désarroi : faut-il soutenir le mouvement national et révolutionnaire marocain, dont ils connaissent l'histoire et les positions, ou bien appuyer le POLISARIO qui est apparu à l'improviste sur la scène ?

Cette position du POLISARIO est en contradiction insoluble avec le mouvement national et révolutionnaire marocain qui lutte réellement pour

le renversement du régime marocain et la libération du Sahara marocain, comme il avait lutté en permanence et lutte pour la réalisation de l'unité arabe et de l'unité du Maghreb arabe... Quel est le moyen pour réduire à néant tout cet acquis militant du mouvement national et révolutionnaire marocain ? C'est la question qui taraude Mahjoub et son groupe, et pour laquelle il a toutes les peines du monde à y répondre dans les interviews aux médias susmentionnés.

***Le mouvement marxiste-léniniste
marocain est le plus fort***

Le messenger du POLISARIO a dit, entre autres, en réponse à une question sur son point de vue sur la position du mouvement marxiste-léniniste marocain (23 mars) vis-à-vis de la question du Sahara : « Quant à la gauche, à savoir le mouvement marxiste-léniniste, sa position est claire, il soutient la création d'une nouvelle Palestine au Sahara... » et poursuit « le mouvement marxiste-léniniste est resté ainsi, jusqu'à ce que le régime vassal lui ai asséné un coup en connivence avec les autres partis et l'a liquidé, et ce mouvement s'est divisé en deux : la première partie, « 23 mars », un mouvement qui a révisé toutes les positions issues du mouvement marxiste-léniniste, et la seconde partie, « Ila Al Amam », un mouvement qui persiste dans sa position à l'égard de la lutte du peuple du Sahara occidental » (Assomoud, n° 53).

« Ce mouvement a été réprimé par le pouvoir, et s'est subdivisé en plusieurs groupes, et « 23 mars » est devenu comme le reste des opposants parlementaires qui soutiennent le palais » (Al Hadaf du 21-2-1976).

Nous ne prêterons pas d'attention à cette flagrante contradiction : d'une part, il dit que le mouvement marxiste-léniniste a été réprimé et liquidé ; puis il parle de sa division en deux parties : une partie « parlementaire » qui « soutient le Palais » et une seconde qui résiste dans sa position à l'égard du « peuple du Sahara ».

Si ce mouvement a été liquidé et a disparu, pourquoi Mahjoub se donne-t-il la peine de le qualifier et d'évoquer ses tendances et ses positions ? Mais, quel est le pêché de Ahmed Mahjoub, si la défaillance et la falsification sont au cœur des logiques du POLISARIO ?!

S'agissant de la situation et des positions du mouvement marxiste-léniniste marocain, certes, il a subi et continue de subir une répression permanente de la part du régime qui a tenté de le déraciner. Pourquoi ? Précisément, car il lutte depuis plusieurs années, à côté des autres forces militantes contre le régime établi au Maroc ; car précisément il propose un programme de la lutte nationale et démocratique qui répond aux missions de la période actuelle de la lutte du peuple marocain, un programme en opposition totale à la présence réactionnaire et impérialiste dans notre pays. Et si ce mouvement n'était pas passé à un niveau élevé de confrontation et à un enracinement des moyens de lutte, pour des raisons historiques déterminées, subjectives et objectives, cela ne veut pas dire qu'il

est fini et qu'il a échoué, suite à la répression du régime. Dire cela est en contradiction avec le baba de la science révolutionnaire. Ahmed Mahjoub, au cours de ses trois interviews, n'utilise que les concepts marxistes vidés de leur substance, comme s'il est l'un de ses pôles, et comme si le Front POLISARIO, avec les qualités qu'il lui a prêtées, était une organisation réellement prolétarienne. Où situer alors le Front de libération d'Oman, ou les organisations de la résistance (palestinienne), qui « ne sont » que des mouvements de libération nationale ?

Ceci au niveau strictement théorique, quant au niveau pratique et politique, dire cela et le croire est une trahison de la cause de la révolution au Maghreb et en Orient ; le « POLISARIO n'est-il pas au cœur de la révolution arabe et son avant-garde » (Assomoud) ?!

187

Ahmed Mahjoub considère donc que le mouvement marxiste-léniniste marocain a été réprimé et liquidé, en s'en réjouissant et en s'en lavant les mains... Présenter les choses de cette manière est vital pour le POLISARIO parce que cela fait partie des règles du jeu... Le fait de gommer le mouvement marxiste-léniniste marocain (non de l'existence, car cela ne dépend pas du désir de telle ou telle partie), de le gommer des esprits des interlocuteurs sympathisant avec ce mouvement, serait à même de permettre au Front POLISARIO de se présenter – et dans les esprits aussi – comme l'unique force opposée à la réaction dans la région. Donc, pour réaffirmer la légitimité de son existence, le POLISARIO est allé jusqu'à exprimer à l'opinion publique progressiste- notamment arabe- ses condoléances sur le mouvement national et révolutionnaire marocain, a

annoncé publiquement son décès, la fin de son rôle et son ralliement au Palais, à tel point qu'il s'est identifié au Palais et vis-versa, car le Maghreb arabe, avec ses déserts, ses montagnes et ses plaines (pour ne pas parler des gens et des classes sociales et de la lutte des classes), ne peut avoir plus d'un mouvement « révolutionnaire ». Tout ce qui vient en plus, est mort et fini ou est devenu plus royaliste que le roi !

Si cette farce manifeste a pu être gobée provisoirement – assurément – par certains suivant des cas de force majeure que nous pouvons comprendre parfois, mais que nous ne pouvons admettre en aucun cas, la position est pour nous désormais plus claire que jamais. Notre conviction de la ligne nationale pour la libération du Sahara marocain et des autres territoires occupés, ainsi que la liquidation des bases militaires américaines par la lutte des classes et la lutte démocratique contre le régime, dans le cadre du programme de la révolution nationale démocratique, est davantage renforcée. Nous continuerons notre lutte conformément à cette ligne politique, au côté des masses populaires laborieuses, tant dans le nord que dans le sud de notre nation, et à côté de toutes les forces nationales et démocratiques. Cette ligne politique triomphera inéluctablement.

Nous considérons que toutes les énergies doivent s'unifier autour de cette position nationale révolutionnaire. Nous estimons aussi que c'est cette position qui correspond à l'ambition de l'édification du Maghreb arabe sur une base démocratique et

populaire, et qui va dans le sens global de la lutte panarabe.

En dernier lieu, nous tenons à relever brièvement un aspect insolite dans les déclarations de ce prétendu « révolutionnaire » aux trois revues, qui dévoile le caractère fallacieux de la construction qu'il a bâti sur le sable du Sahara. Dans ses déclarations, il donne diverses versions des faits : dans ses déclarations à la revue Assomoud, organe du Front du refus palestinien ; à la revue Al Hadaf, organe du Front populaire de libération de la Palestine, en réponse à la question : « Quelle est votre position de la révolution palestinienne et comment évaluez-vous cette révolution ? », il dit : « Notre position à l'égard de la révolution consiste à refuser les solutions de capitulation, le mini-Etat qui ne serait qu'au service de l'impérialisme et la concrétisation de l'existence de l'Etat ségrégationniste au sein de la nation arabe »... « et que c'est le Front du refus qui concrétise le refus arabe (Assomoud) » ... « et nous considérons que tout mini-Etat entre Israël et le roi Hussein est rejeté catégoriquement. C'est pourquoi nous soutenons le Front du refus » (Al Hadaf).

Il a également dit dans le même sens à propos de l'ONU qu'elle « est dominée par l'impérialisme, et que c'est elle qui a créé la question palestinienne, comme elle a créé la question du peuple du Sahara et a établi l'Etat sioniste ; par conséquent nous ne faisons pas confiance à l'ensemble de ses décisions... ».

Ceci, alors que toute la propagande du POLISARIO et tout le tapage médiatique sur le droit du « peuple » sahraoui à l'autodétermination, se basait jusqu'à

maintenant sur le fait que toutes les instances internationales lui avaient reconnu ce droit.

Pour la revue Al Hourriya, Ahmed Mahjoub place le Front démocratique pour la libération de la Palestine au sommet de la résistance palestinienne et soutient l'ensemble de ses positions, y compris celle de l'Etat palestinien, qu'il a rejeté dans ses déclarations à Al Hadaf et Assomoud ; et il n'y avait que deux jours entre la parution des deux revues !

La contradiction est flagrante, et ne peut s'expliquer que par une forme extrême d'opportunisme. Mais, une fois encore, quel est le pêché du délégué du POLISARIO lorsque l'opportunisme et la recherche de l'intérêt au sens étroit sont la base de l'existence du Front POLISARIO lui-même et la justification de sa création ?!

Chapitre VI

191

Réponse aux positions de certaines forces progressistes arabes sur la question du Sahara

*Entre la conscience
et la diplomatie*

192

A l'égal des grands défis confrontant la nation arabe, la question du Sahara s'est élevée au même niveau. Au Levant arabe, l'accord du Sinaï qui n'est qu'une issue pour liquider vingt années de résistance égyptienne et arabe ; au Golf arabe, l'invasion iranienne et le danger d'assiéger la révolution armée et l'anéantir ; au Maghreb arabe, la question de libération allait connaître un revers en se transformant en une catastrophe à l'encontre de ses instigateurs mêmes.

Et c'est la première fois que les progressistes au Levant et au Golf se trouvent face à un problème délicat et complexe, surgissant de la partie occidentale du Monde arabe. Auparavant, pour ces forces, les problèmes du Grand Maghreb arabe ne sortaient pas de l'accoutumée. Tout coulait dans la

normale - si l'on se permet de le dire - ; la position à prendre ne demandait pas trop de réflexion, ni intellectuelle ni même politique. Il suffisait seulement de soutenir les réalisations du pays progressiste et exprimer son indignation et son refus de la réaction dans la région. En d'autres termes, le conflit, dans sa forme la plus simpliste, était clair aux yeux des forces progressistes au Levant et au Golf : la réaction d'un côté, les progressistes de l'autre. Pus que cela, l'image donnée à nos masses arabes sur le Maroc est qu'il est le pays de la très proche révolution, malgré la répression sauvage, les régressions, le réformisme même ... Mais, bientôt cette image amplifiée sur le Maroc a changée, et d'un coup, la très proche révolution s'est éteinte et réduite au degré le plus bas, à - 0° C.

193

Ce qu'il faut souligner donc, c'est que la complexité de la question marocaine présentée réside dans le fait qu'elle n'est précisément pas du genre normal et habituel. En effet, elle n'est ni une question de répression, ni une affaire de chiffres sur la grave crise économique marocaine; telle toute (grande/importante/cruciale) et historique question elle est, un dur attrait de toutes formes de lutte de classes.

Et pour mieux comprendre l'essence de la question et ce qu'elle occupe dans le processus de la lutte du peuple marocain, un aperçu historique du développement de la lutte entre les forces vives et réactionnaires dans ce pays, s'avère nécessaire, il faut aussi reconstituer tous les phénomènes à la

lumière du combat réel dans le Grand Maghreb arabe. Oui, il a fallu retourner vers l'histoire – devenue pour certains, simple mission des orientalistes – simplifiée chez d'autres à « politique et diplomatie ».

Comment les progressistes arabes ont-ils abordé une des grandes questions que la Nation arabe a affrontées ?

Après une période de perturbation et de confusion, où de rapides articles de journaux ont été écrits, dans un méli-mélo général, associé l'inassociable, réconcilié ceux qui sont en conflit ..., surtout avec le resserrement du conflit algéro-marocain lors de la Marche verte et après, certaines forces progressistes arabes, et à leur tête la résistance palestinienne, ont déclaré une position définitive, claire et nette.

C'est exactement à cette même époque, que la plupart des mouvements de résistance palestinienne ont découvert « le peuple sahraoui » et « le noyau de la révolution » ... En gros, la résistance a été fort généreuse envers le Polisario par toute la batterie des expressions révolutionnaire scandés, de droit et de mérite, par la révolution palestinienne. Mais la chose ne s'est pas arrêtée là, chacun des deux principaux courants s'affairait à ce que le Polisario soit de son côté. Le fait bizarre est que « la diplomatie sahraouie » était capable d'être en commun accord et en même temps avec les deux courants et en leur profit. Et sans confiance aucune, ce grand intérêt porté au Polisario, cachait le désir de gagner le soutien de l'Algérie.

Si nous n'avons cité que la Résistance palestinienne, c'est parce qu'elle est la force motrice dans le combat déterminant que mène la nation arabe, qu'elle est le meilleur exemple de cette perturbation et de cette position erronée et par son comportement diplomatique envers une question décisive. En dépit de la catastrophe imminente pour la révolution dans le Maghreb arabe, on n'est encore pas arrivé aujourd'hui à saisir la vraie position de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Car, malgré le communiqué de Yasser Arafat soutenant le combat du peuple marocain, des positions paradoxales apparaissent, à plusieurs reprises, dans la presse marocaine, algérienne et autre. Et, c'est un courant révolutionnaire de la résistance palestinienne que nous connaissons bien et avec qui nous avons eu des rencontres de principe, suite auxquelles nous n'attendions aucunement une quelconque réputation. De son côté, ledit courant lui aussi n'attendait de nous qu'un soutien populaire militant. Par notre connaissance de ce courant, sa position concordait parfaitement avec la nôtre. En effet, son organe principal a publié des articles clairs et francs vis-à-vis de la question du Sahara marocain ; mais rapidement, le même organe, et de manière officielle, a déclaré une position totalement contradictoire à ses choix antérieurs.

Il va sans dire que toutes les positions des mouvements arabes ne sont pas identiques, celles qui ont choisi le mutisme, celles qui ont opté pour le minimum en s'opposant à l'édification d'un mini

Etat dans la région, enfin celles qui ont essayé de chercher le fond du problème et ont pris soit le rang de la position progressiste marocaine, soit celui de la critique de toutes les positions étalées sur l'aire du conflit, en considérant la question du Sahara en tant que foyer révolutionnaire contre le Pouvoir réactionnaire établi. Mais en gros, les positions des forces progressistes arabes étaient caractérisées soit par indécision et perplexité, soit, dans certains cas, par erreur et empressement ; positions desquelles on ne peut écarter de menus calculs « diplomatiques ».

Nous arrivons ainsi à la conclusion visée dans cet exposé restreint du tableau des positions des forces progressistes arabes résumées en deux points comme suit :

- La révolution arabe couvre une large superficie aux confins très éloignés, s'étendant de l'Océan (atlantique) au Golfe (arabique), où se trouvent des régimes divers à développement disproportionnel et à économie et politique profondément contradictoires. Toutefois, la conscience arabe révolutionnaire n'est pas encore en mesure à embrasser et contenir toute cette contenance composite et paradoxale.

Et tant que la conscience progressiste arabe ne s'élève du générale au particulier, de la globalité de la révolution à ses particularités dans chacun des pays arabes, nous pouvons affirmer que l'unité, la libération et le socialisme, buts auxquels nous aspirons, ne seront jamais hors d'atteinte des catastrophes et dangers fatals.

- La diversité de développement et les contradictions de chaque pays arabe et chaque peuple constituent une réalité concrète ; ceci ne rétrécit pas les contradictions qui perdurent entre l'ensemble de la nation arabe et l'impérialisme, le sionisme et le réactionnisme. Par conséquent, les contradictions propres aux forces de la révolution arabe sont un fait acceptable et raisonnable. Cependant, l'erreur fatale réside dans le fait de se comporter envers ces contradictions secondaires entre les forces de la révolution arabe, par une vision « régionaliste » et opportuniste très réduite, nuisant profondément aux principes essentiels de la révolution arabe. Que la résistance palestinienne conclue, par exemple, un accord provisoire d'intérêt même avec le Pouvoir réactionnaire marocain, cela ne nous gêne aucunement. Néanmoins, jamais nous ne consentirions franchement que soit poignardée la position de la résistance, et au fond notre intérêt national. Cela s'entend que la question du Sahara n'a fait que réaffirmer de nouveau le fond de la tragédie des forces de la révolution arabe, l'absence d'une stratégie unifiante et rigoureuse pour cette révolution, et le manque de son front actif.

A plusieurs reprises, dans le journal « 23 Mars », nous avons débattu les positions erronées concernant la question du Sahara. Nous n'allons des réponses d'ailleurs réitérer ici ce que nous avons, à propos, dit auparavant, rien que pour mettre en valeur quelques points importants dans les positions de certaines forces progressistes arabes. Par conséquent, donner au lecteur arabe des réponses

brèves sur ce sujet. Le but essentiel serait donc, appeler à la réflexion et au débat, ou du moins, exposer les fondements théoriques et politiques de telles positions. Par ailleurs, nous ne donnerons pas de réponses à un courant en particulier, nous n'amalgameons pas les positions, même si nous avons procédé de la sorte dans notre débat.

**« Pas stérile,
nous, peuple marocain ! »**

Suite à l'intervention intellectuelle survenue soudainement chez certaines forces arabes progressistes, une image mesquine et misérable sur le peuple marocain est affichée ainsi :

le Palais a réussi à étourdir tout le monde. Les partis réformistes, par convoitise à des portefeuilles ministériels ou des miettes de démocraties, se sont plongés dans les bras du Pouvoir ; les masses marocaines, dupées et dont a abusé les passions, telles les masses allemandes, escroquées et induites en erreur, à l'époque d'Hitler. Et dans le camp opposé, le peuple sahraoui affronte avec bravoure une guerre d'extermination ... les comités révolutionnaires populaires se constituant avec acharnement ... la femme sahraouie combat aux

côté de l'homme, son frère ... le Polisario est partie intégrante du Front de refus résistant au niveau du monde arabe ... etc.

Aux camarades la liberté totale de prendre bon ce qui leur semble des « théories révolutionnaires », toutefois, notre seule demande est de nous octroyer notre droit en tant que peuple, vu qu'ils ont dédaigné de nous le donner comme force nationale militante. Ils n'ont donc qu'à ménagé leur réflexion quant aux événements se déroulant devant leurs yeux. L'expérience nous apprend que les masses ne sont ni des barquettes que le dirigeant remplit à sa volonté, ni un troupeau qu'il guide à sa guise. Comment vous arrive-t-il de considérer et de sacrifier « la volonté des masses sahraouies » et ne donner aucun intérêt à la volonté des masses marocaines ? Comment vous trouver que celles-ci ont raison et celles-là ont tort ? Tant de questions évidentes que les camarades auraient contemplées et auxquelles ils auraient réfléchi avant de donner, à la hâte, tel ou tel jugement. En tout lieu, les dirigeants réactionnaires, tels (...) et Hitler ne pouvaient « mobiliser » les masses que sous des conditions objectives bien déterminées. Et Hitler, s'il s'avère nécessaire que nous devions le citer par cette comparaison antihistorique et illégitime, a vu son étoile monter au détriment d'une bourgeoisie moyenne victime du désastre de la crise économique mondiale, et après la grande défaite allemande favorisant l'atmosphère à une régression idéologique raciste. Ledit dictateur ne pouvait accéder au pouvoir, résister et dominer

idéologiquement qu'après avoir anéanti la résistance de la classe ouvrière, la seule force étant restée révolutionnaire et se dressant avec bravoure jusqu'à sa défaite. Hitler a au moins fait de l'Allemagne – sur les ruines de tous les désastres de la crise – le plus fort pays capitaliste mondial.

Quelles sont donc les conditions objectives qui pousseraient les masses marocaines à commettre cette « faute historique » de soutenir l'annexion du Sahara et de priver « un peuple » de ses droits naturels ? Quelles tentations que présenterait le Palais aux masses démunies afin qu'elles le « soutiennent dans sa politique gauche », alors qu'il ne lui donne quotidiennement que la répression et l'appauvrissement, au point que le Maroc n'est ni le pays plus fort, ni un pays en voie de développement, bien au contraire, il est le modèle de la torpeur d'une économie arriérée ?

Certains croiraient que malgré l'existence de conditions objectives ravivant une âme de pouvoir chez les masses, le dirigeant se servirait du sentiment national unifiant « instinctif » dont elles disposent. Nos masses, par contre, ne sont pas si naïves pour attaquer d'autres peuples arabes au nom de l'unité et le sentiment nationaliste, et ne sont même pas disposées à les priver d'une partie quoique minime soit-elle de leur pain quotidien déjà dérisoire, pour enfin les pousser à subir les difficultés d'une guerre militaire avec toutes ses contraintes politiques répressives, en sachant d'avance que cette action n'est autre qu'une atteinte à la sécurité des peuples arabes voisins.

Evidemment, en l'occurrence, ce sont les masses populaires et non pas la classe dominante qui supportent les sacrifices économiques et politiques dans le combat du Sahara ; ce sont elles aussi qui sont prêtes pour la mort et les affrontements mortels.

Nous réfutons aussi un autre genre de cet exposé à l'envers, c'est de priver l'intervention des masses de tout contenu politique direct et immédiat, lui reconnaissant la volonté révolutionnaire au nom de l'unité. Et, selon sa vision philosophique, les voulant libres, démocrates et révolutionnaires, mais pas au sein de l'Ordre établi. Nous refusons cette analyse fuyarde, parce que l'intervention directe et massive des masses, de même qu'elle a un sens politique temporaire, elle en a un historique. Les masses interviennent à l'instant pour influencer les événements et changer le cours du conflit selon leurs capacités spontanées, et non pas pour exprimer une volonté abstraite : ce fut l'exemple de l'intervention des masses le 9 juin remettant ainsi au pouvoir Gamal Abdel Nasser qui s'en est retiré et refusant l'officialisation de la défaite. De même, la participation massive et spontanée des masses à la Marche dont le nombre non officiel des volontaires a atteint presque 2 millions et dans les manifestations couvrant toutes les villes du Maroc, pour exprimer cette volonté urgente pour libérer le Sahara et l'intégrer à la mère patrie.

Quant aux forces réformistes, plongées dans les bras du Pouvoir, du moins ce qu'on peut dire, est que leur expérience militante contre lui, leur

maturité et leur conscience politique et idéologique, sont d'une extrême importance élevant ces forces à un degré très haut face à ce new-baby difforme, devenu du coup révolutionnaire et à la dernière minute, et beaucoup plus représentatives et ancrées dans l'histoire que cet irascible éphémère.

Les différences tactiques dans le combat du Sahara et la diversité entre les forces politiques marocaines, sont une question qui reflète la sensibilité du moment historique et des revendications diverses des classes du peuple marocain. Mais malgré toutes ces contradictions, c'est l'ensemble de ces mouvements, vu le développement du peuple marocain, qui représente ses forces démocratiques et nationales. D'ailleurs, dans tous les pays arabes, il y a des différences et des contradictions de toutes sortes et de tous genres. De plus, le réformisme peut ne pas être uniquement parlementariste, mais dans certains cas, elle pourrait faire office d'une arme automatique efficace dans les guerres populaires.

Ce que les camarades n'ont pas pu comprendre, est que la question de la libération du Sahara et de l'achèvement de l'unité de la nation faisait partie des revendications des masses populaires et des forces démocratiques nationales bien avant que le Pouvoir ne découvre rien que dernièrement des intérêts économiques le ralliant à ce slogan. Le problème de la révolution marocaine est qu'elle est avortée juste après l'indépendance formelle. Les forces nationales qui ont combattu pour l'indépendance n'ont pas pris le pouvoir. Mais le

Palais s'en est emparé, avec ses acolytes au service du néo-colonialisme. La libération de tout le territoire nationale est restée inachevée ; ainsi sur l'agenda du Mouvement national, est restée le devoir de continuer la lutte pour reprendre toutes les parties sous domination espagnole, y compris le Sahara marocain. Le relais de l'Armée de Libération Marocaine dans le Sud (ALM-Sud) entre 1956 et 1960 qui a pu libérer la plus grande partie du territoire sahraoui, était la première affaire qui fait éclater le conflit avec les ennemis de la révolution marocaine : le Palais, les deux colonialismes espagnol et français.

Est-il raisonnable donc, pour un mouvement national avec dans son patrimoine tout cet héritage militant, impossible à résumer en peu de lignes, d'abandonner la revendication de la marocanité du Sahara, uniquement parce que le Pouvoir a découvert qu'il a des intérêts dans la région ? La logique de ce processus historique n'exige-t-elle pas, au contraire, de pousser jusqu'à leur fin extrême les contradictions avec le colonialisme espagnol et ses alliés impérialistes, et de profiter, tant que possible, du moment historique suivant les conditions déterminées par les rapports de forces et de la vigueur des masses ?

Les critiques des camarades seraient riches et pertinentes, si elle aurait été orientée vers nos erreurs dans la pratique politique, si leur comportement envers nous, en tant que force nationale militante, était clair, et s'ils nous nous soutenaient dans notre lutte de libératrice. Mais,

malheureusement, de telles critiques simplistes se ressource d'un principe fort contradictoire à toute notre histoire militante.

L'origine de l'erreur que les camarades ont commise, est qu'ils se sont basés, pour porter leur jugement sur la question, sur la nature du Régime, et non sur la stratégie indépendante de l'intérêt des masses et ses forces nationales.

Et pour ne pas oublier, « le Maroc n'est pas seulement le pays le plus fort de la réaction dans le Maghreb arabe, mais il est essentiellement le lieu d'une dure lutte de classes menée par des forces mûres et relativement organisées, des millions de personnes des masses créatives du peuple marocain ...

205

Le Pouvoir réactionnaire souffre de crises très profondes ; en effet, ni le soulèvement de Mars, ni les deux coups d'Etat de 1971 et 1972 ... ni même le monopole des phosphates en sont la juste solution. Cependant, les masses populaires marocaines et leurs forces nationales peuvent faire de la question du Sahara un pas vers l'approfondissement de la crise du Régime ; elles peuvent aussi avec le développement vaincre dans leur combat de libération. »

Ceci dit, comme si les camarades nous en veulent, faute de ne pas avoir pris les armes pour abolir sur le coup le Régime réactionnaire. Patience, camarades ! La révolution partout dans le Monde arabe est encore en position de défense, et souffre de revers et de défaites multiples, y compris les révolutions armées. De plus, porter les armes est

une aventure fatale, si la circonstance n'est pas opportune. Par conséquent, on ne peut pas imaginer, avec une telle simplicité, que le Sahara deviendrait un noyau révolutionnaire contre la réaction marocaine, et à plus forte raison, toutes les réactions arabes. Tout ce large imaginaire révolutionnaire n'est pas en mesure de réaliser pourquoi la Révolution palestinienne elle-même n'a pas pu jusqu'à maintenant, malgré la disponibilité des meilleures conditions, déclencher une révolution d'étendant sur tout le territoire du Monde arabe. Pourquoi aussi le Front Populaire de Libération du Golfe arabe (FPLG) a-t-il été obligé de se transformer en Front Populaire de Libération d'Oman (FPLO) ... ? Pourquoi donc, si ce n'est leur lucide conscience des multiples et diverses contradictions de la région et de leur grande volonté à en prendre parti et en bénéficier ? Pour le Maroc, la région du Sahara, n'est pas le lieu stratégique militaire et politique de la révolution ; et si l'Etat algérien n'avait ni parrainé ni soutenu le Polisario, le conflit sur cette région aurait été vite tranché au profit du pouvoir marocain. La preuve en bien claire, vu le nombre très limité des opérations armées contre l'Espagne. Nous sommes convaincus, bien sûr, des masses populaires édifiatrices de l'histoire, mais l'édification de l'histoire se réalise dans le cadre des conditions matérielles, géographiques, humaines, politiques, économiques ... Autre ceci, rêve et utopie.

Dans ce sens, notre slogan d'abolir le pouvoir, n'était en aucun cas dans le but de faciliter l'intégration avec un groupuscule séparatiste ayant

fait quelques opérations armées contre le colonialisme, ni en ces circonstances, nous attaquer aux intérêts de l'impérialisme, mais au contraire, l'intérêt national était de briser le front de l'impérialisme pour en isoler l'autre courant fascio-impérialiste déterminé à créer un mini-Etat dans la région. Les forces impérialistes – comme vous le savez – n'étaient pas homogènes entre elles et n'avaient pas de position ferme vis-à-vis de la question du Sahara ... Le fascisme espagnole lui-même comptait une partie en son serin qui préférerait traiter avec le Pouvoir réactionnaire au lieu de le défier, quant à ses intérêts, et l'impliquer par la suite dans une crise politique à l'issue incertaine pour tous. Si l'impérialisme et le fascisme ont pris une position définitive, ce n'est aucunement pas le résultat de débats intellectuels entre eux, mais c'est la conséquence de la situation de non-retour dans laquelle s'est trouvé le Pouvoir après la déclaration de la Marche et la situation d'instabilité que vit le nouveau régime espagnol suite à in ensemble de facteurs internes et externes, entre autres, l'éclatement de la question du Sahara. Ainsi, il serait du simplisme biaisé de classer une position de progressiste, une autre de réactionnaire, seulement suite à quelques déclarations des représentants de l'impérialisme et sans s'arrêter sur le mouvement réel du conflit ayant imposé à l'impérialisme telle ou telle position, sans l'assimiler essentiellement à la position et aux buts des forces marocaines combattant l'impérialisme et le réactionnisme.

Assurément, tout le nouveau qu'ont emporté nos camarades de l'Orient arabe, devenu dès lors une habitude intellectuelle aberrante, est leur tentative de généralisation mécaniste à propos de ce se passe en Orient arabe et au golfe et ce qui passe au Maghreb arabe. Sur ce point ils avancent : dans toutes ces régions, il y a une attaque impérialiste sur les acquis de la révolution arabe, une préparation sordide pour frapper les forces révolutionnaires arabes et progressistes. Au Maghreb arabe surtout, des menaces réactionnaires à l'encontre de la révolution algérienne. A remarquer que les journaux qui parlent de ces menaces de la révolution algérienne perpétrées par la réaction marocaine n'ont pas essayé, même pas un, de présenter rien qu'un seul des vrais problèmes du conflit, lesquels journaux ne font que le classement général de la nature du régime dans chacun des deux pays.

Avant de porter un jugement, dressons le bilan du soi-disant conflit maroco-algérien :

- Parmi les questions restées en suspens et qui a abouti à la guerre en 1963, le problème de Tindouf où se trouve le gisement de fer de Ghar Jbilat. A signaler à propos de ce sujet que, d'un côté, les forces nationales marocaines condamnent toute guerre armée avec l'Algérie, de la même manière qu'elle a condamné la guerre des frontières. Et malgré leur conviction que la région est marocaine annexée à l'Algérie au temps du colonialisme français, elles demandent que le problème soit résolu par l'exploitation commune du fer de Tindouf et au

profit des deux pays ... A savoir que ce fer ne peut être exploité économiquement, sauf s'il a une issue à travers le Sahara vers l'Atlantique. D'un autre côté, les deux pays sont arrivés à un accord similaire à ce propos.

- Concernant la question du Sahara, il y avait entre les trois pays (Maroc, Algérie, Mauritanie) une complète entente ; cela fut traduit par les rencontres de Nouadhibou et Agadir. Il est évident alors que les trois pays ne se sont pas rencontrés pour se mettre d'accord quant à garantir « au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination ».

- Militairement, annexer le Sahara au Maroc n'ajourait rien aux frontières algéro-marocaines. Les bases militaires existent déjà au Maroc actuel. Et l'essentiel est que les deux coups d'Etat ont poussé le Palais à démanteler les Forces armées et les priver de leurs armes. « Tout » son souci dans ce combat est d'éviter que les événements ne l'obligent à remettre à ces Forces leur rôle principal. Mais l'amplification du conflit l'en contraint, malgré lui.

- Le Pouvoir marocain est un allié naturel de la France, mais celle-ci elle-même a des intérêts communs avec l'Algérie qu'elle ne laisserait jamais tomber, suivant le classement connu en Orient arabe. Il suffit seulement de signaler le besoin de la France à l'énergie algérienne, son ambition de jouer un rôle principal dans l'équipement industriel de l'Algérie ... C'est cette relation et bien d'autres encore avec toutes les parties en conflit sur le Sahara qui font que la France, et même les Etats-

Unis d'Amérique, prennent, par nécessité, des positions de neutralité déséquilibrée.

En reconstituant les éléments de ce tableau restreint, nous sommes conscients que le danger qui menace l'Algérie n'est qu'un jugement arbitraire sur les réalités concrètes. Mais nous confirmons que ce qui constitue un vrai danger, pas pour la révolution algérienne mais pour tout le Maghreb arabe, c'est la continuation du conflit allant droit vers la guerre au lieu de le régler pacifiquement sur la base de principes solides.

Que signifient alors ces jugements hâtifs qui se répandent tel un cancer dans les revues arabes ?

En guise de réponse, la portée de ces jugements, mis à part leur valeur réelle, est que le comportement de certains mouvements progressistes arabes vis-à-vis du peuple marocain et ses forces vives n'est réglé ni par une loi, ni même par de minimes principes militants. En effet, tout lecteur de ces articles, paraissant d'ailleurs dans des revues-organes d'organisations responsables, sent et se demande si ces forces ne pensent pas qu'elles ont un commun avec les forces nationales et démocratiques marocaines, et si elles ne considèrent pas que les forces marocaines constituent une partie essentielle du le front national et progressiste arabes.

Et le lecteur devient de plus en plus certain qu'elles ne pensent guère à ce sujet et se comporte par rupture et indifférence en constatant un changement lors de présentation des positions d'autres partis et forces progressistes arabes et européennes. Il

constate aussi que l'éventail de la critique négative se limite dans ces revues aux Marocains nationalistes et progressistes. Il va sans dire que par cette remarque nous n'insinuons pas que nos camarades portent une quelconque haine ou rancune, mais notre but est d'explicitier qu'un bon nombre de forces arabes progressistes n'ont pas encore décidé une vision parfaite et intégrée sur la révolution marocaine, ni de solides principes régissant et le relationnel et la gestion des mécanismes du conflit.

Notre dernier mot, notre peuple n'est pas stérile pour ne pas pouvoir concevoir une révolution, ou enfanter des forces nationales et démocratiques authentiques. Nous leur avons demandé de ne pas amplifier notre rôle ni de l'anéantir définitivement. Par devoir nationaliste et d'intégrité, nous vous demandons

***Découverte
de la dernière minute !***

212

Comment avez-vous fait pour découvrir ce « peuple sahraoui » à la fin de 1975 ? Vous êtes-vous basés sur l'histoire propre à ce peuple que le Polisario a créé de toutes pièces sur demande ? Ou bien êtes-vous convaincus que les masses sahraouies refusent l'intégration au Maroc, et puisque c'en est ainsi, elles ont le droit à la séparation ?

Notre but n'est nullement de reprendre et ressasser ce qui a été dit sur l'histoire du Maroc et l'attachement du Sahara à cette histoire unificatrice de l'entité marocaine.

Le lecteur pourrait chercher ce sujet dans la série d'articles « Le négationnisme national », parus dans

le journal « 23 Mars ». Cependant, nous avons une remarque à faire aux camarades à propos du même sujet.

Le Polisario est au moins logique envers lui-même. Il comprend bien la valeur de l'histoire dans la formation des peuples, et ne l'a pas négligée sous prétexte que « l'histoire ressort de la compétence des orientalistes ». Et par sa certitude que c'est l'histoire qui incarne les aspirations d'un peuple, caractérise la personnalité qui lui est propre, et qu'un peuple sans histoire est un peuple privé existence, parce l'histoire n'est pas un signe dissocié et additionné à un peuple donné, elle est plutôt le peuple lui-même. C'est pour cette raison que le Polisario s'est trouvé, pour aborder toute confrontation politique (et l'histoire a une portée politique), dans l'obligation de se fabriquer une histoire propre à lui, inspirant la conscience de ce peuple confectionné. « Le système d'information révolutionnaire » s'occupera d'apprendre à ce soi-disant peuple cette « histoire », de la lui 'inculquer, et de l'ancrer dans la mémoire des masses populaires sahraouies et arabes.

Quant à nos camarades, nous leur demandons, tant qu'ils n'ont pas vécu avec nous, ni même constaté du moins la période historique contemporaine que nous avons vécue en tant que Marocains : « Dans quel livre ou manuel scolaire avez-vous lu ; ou entendu qu'au Sud du Maroc il y a un autre peuple nommé le peuple sahraoui ? » Lorsque le texte fait défaut, la catastrophe est d'ampleur. Et puisque l'histoire écrite, cette science bourgeoise défigurée,

n'a pas prévu que la révolution arabe avait besoin, par le concours de révolutionnaires arabes unionistes, de fabricoter ce peuple au temps voulu ! Voyons maintenant le deuxième volet de notre question. Il est peut-être l'essence des convictions des camarades ... Probablement, dans le Monde arabe, nous avons des expériences similaires dans le Sud du Soudan et avec les Kurdes de l'Irak. Et bien que dans chacune de ces deux régions il y a une entité nationaliste caractéristique en lui-même, et que l'éventualité d'une scission effective était possible chez les masses populaires, les forces progressistes et révolutionnaires arabes, malgré toutes ces conditions, n'ont pas soutenu la séparation dans les deux pays. De plus, et pour soutenir leur position, elles n'ont pas pris en considération la nature du régime, d'avant ou du moment, dans chacun des deux pays, mais elles ont mis l'accent sur l'intérêt profond de la révolution arabe. Par la même logique, nous affrontons aujourd'hui le problème dans la Maghreb arabe : la scission consacre l'état de division, ce qui facilitera à l'impérialisme d'affaiblir les forces révolutionnaires arabes. Ce qui n'a pas empêché ces forces progressistes arabes de condamner la persécution nationaliste et de revendiquer l'égalité des droits et l'autonomie au sein de l'unité du Soudan et de l'Irak. A noter que le danger de la scission est toujours possible dans le Sud du Soudan, vu la nature réactionnaire du Pouvoir central et la nature de la solution imposée au Sud du Soudan, surtout après l'affaiblissement des forces démocratiques

soudanaises ; et malgré cela, les forces révolutionnaires ne se dégageront guère du principe de l'unité du Soudan.

A l'encontre de ces deux situations, la séparation du peuple palestinien du Pouvoir jordanien, et son droit à l'autodétermination, malgré la nature nationaliste unioniste des deux peuples, est considérée progressiste dans l'horizon de la révolution arabe. La dissolution du peuple palestinien implique forcément la dissolution de la question elle-même. Mais cette question est d'une particularité extrême. Elle se rapporte à la nature du colonialisme israélien, et à la dispersion du peuple palestinien hors de sa terre. Par conséquent, la nécessité historique et révolutionnaire pour la conservation de l'entité palestinienne en tant qu'adverse établi contre l'entité sioniste. De plus, qui nierait l'existence d'un peuple palestinien dans l'histoire arabe, au même moment que la révolution elle-même se base sur cette histoire et se considère comme sa continuité ?

Oui, une partie des masses sahraouies ne veut pas intégrer le Maroc, mais ce facteur, quelle que soit son importance dramatique, n'explique pas seul la scission ... Or, jusqu'à 1970, ce phénomène n'avait pas de traces, au contraire, le mouvement sahraoui connue par le « Parti musulman » et qui déclenché le soulèvement de Laâyoune, met la libération dans le cadre Maroc. Cette réalité, le Polisario l'escamote aujourd'hui au profit d'une histoire fabriquée.

Les conditions de cette régression régionale est due naturellement à la nature de la structure économique-

sociale du Sahara marocain, mais l'essentiel dans ce phénomène revient, d'un côté, aux traîtrises du Pouvoir et l'impérialisme, soit vis-à-vis du comportement du colonialisme espagnol qui œuvrait à accentuer cette tendance séparatiste, soit vis-à-vis des masses sahraouies qui a doublement souffert dans sa vie économique et militante, et sans la moindre attention du Pouvoir, sinon quelques notables sahraouis que le Palais faisait fuir vers lui pour une propagande médiatique ; la vision du Pouvoir quant à la libération étant toujours la corruption et pas la lutte. D'un autre côté, cela revient au rôle de la jeunesse sahraouie « intellectuelle » qui a substitué sa déception par des aspirations mesquines de classe ... sachant bien manipuler la soif des masses à la libération et les dévier vers la séparation, surtout dans des circonstances où les forces progressistes marocaines connaissent des difficultés internes les empêchant même pour une confrontation propagandiste à temps. Cet état de fait fut insufflé par le rôle que jouait l'Etat algérien aux côtés du mouvement séparatiste – le Polisario -

,
Ce qui lui a donné forme et force plus que ses capacités et ses limites réelles.

C'est pour cela donc qu'affronter cette rétroaction demande, premièrement, renouer la relation militante entre les forces révolutionnaires et les masses sahraouies, cela est une responsabilité de tous les Marocains révolutionnaires et progressistes, y compris les militants sahraouis qui ont lié leur destinée à la révolution marocaine. Deuxièmement,

présenter un programme militant réformiste urgent qui développe la vie économique et sociale conservée de force le colonialisme espagnol. Troisièmement, finir le conflit algéro-marocain sur des bases saines et des principes nationaux justes au profit des deux pays et des deux peuples.

Nous disons à certains camarades, avec toute notre considération à leurs points de vues et leur envie des intérêts de la révolution arabe, que notre lutte nationale n'est pas égoïsme régional de notre part, mais seulement parce qu'elle est conforme avec les données de l'histoire, et avec le but pour lequel vous militez, vous, avec nous, et qui n'est autre qu'il n'y ait pas dans cette région aucun mini Etat fantoche, quoique maquillée de démocratie populaire. A savoir aussi que l'autre, qui renie l'histoire et exploite les slogans révolutionnaires étincelants, c'est lui qui se comporte à l'égoïste régional, et par cette attitude, exprime des intérêts et une stratégie contre l'unité du Maghreb arabe, et par conséquent, contre l'intérêt qui nous intéresse, vous et vous.

Un camarade a dit : « Nous, en tant que Marocains progressistes, avons milité pour la libération du Sahara dans le cadre de sa marocanité, bien avant la découverte des phosphates, alors que le slogan de l'autodétermination, n'a vu le jour qu'après cette découverte.



Annexes

Annexe(1)

***Manifeste de dirigeants et militants de
La Résistance et de l'Armée de libération Marocaine***

219

Le 1^{er} Mai 1972, un groupe de militants de la résistance marocaine et de l'armée de libération marocaine publie un manifeste où ses membres prennent position dans la question du Sahara marocain et condamnent toute tentative d'y implanter un petit état artificiel, désapprouvent l'accord tripartite entre le Maroc ; la Mauritanie et l'Espagne, et établissent des liens étroits entre le militantisme pour la démocratie et le militantisme national pour la libération de l'ensemble des territoires marocains occupés.

L'importance de ce manifeste émane du fait que ses signataires sont les acteurs les plus actifs de la lutte nationale contre les colonisations et françaises et espagnoles dans le cadre de la résistance et de l'armée de libération, et ils continuent de militer contre le système rétrograde pour donner à l'indépendance sa véritable portée, et ce dans le cadre révolutionnaire et progressiste puisqu'ils ont contribué à fonder les groupes nationaux et l'union nationale des forces populaires (l'UNFP) par la

suite. Ils représentent ainsi la continuité de la lutte du peuple pour réaliser ses aspirations profondes en matière de libération, de démocratie et de socialisme. Le manifeste rencontre alors un large écho parmi les militants, les masses et l'opinion publique malgré les tentatives entreprises par certains journaux nationaux d'en déformer le contenu. Voici le texte du manifeste :

« Nous, les signataires de ce manifeste, membres de l'armée de libération et de la résistance nationale, compte tenu des complications qu'a connue et que connaît la question du Sahara marocain, et vu l'évolution du problème à travers plusieurs phases qu'il faut rappeler pour mettre à nu les desseins de la monarchie féodale visant à assiéger, avorter les luttes des masses et mener à l'effritement de son combat pour la démocratie et le socialisme, nous publions ce manifeste :

Au lendemain de l'indépendance, les factions de la résistance nationale et de l'armée de libération et les masses populaires bénéficiant d'une prise de conscience se rendent compte des manœuvres du palais royal à commencer par l'indépendance tronquée qui n'a pas couvert tous les territoires marocains colonisés et jusqu'à l'établissement dans une alliance avec le colonisateur pour asseoir un régime despotique. L'alternative révolutionnaire consiste à ce que les forces populaires vives et à son avant-garde l'armée de libération au sud, déclenchent des batailles armées pour conclure l'indépendance et l'unification du territoire national. Ainsi, se manifeste à cette période historique la vision révolutionnaire et unificatrice du Maghreb arabe qui attise la colère des colonisateurs français et

espagnol, et les conduit à établir une coalition armée pour réprimer et mettre fin à ce mouvement de libération.

A cette époque, surgissent les manœuvres du palais pour disperser les rangs de la résistance et de l'armée de libération, priver les troupes de combat de munitions, et prétendre l'existence d'une conspiration contre le prince héritier pour justifier l'arrestation, l'incarcération des leaders de l'armée de libération et la dissolution de l'armée de libération. Ces manœuvres vont jusqu'à contacter les forces colonisatrices pour les empêcher de présenter des concessions qui pourraient être comptabilisées en faveur des parties progressistes présentes à cette époque dans les appareils de l'Etat. Le régime monarchique entretient durant les vingt dernières années une complicité certaine avec le colonisateur espagnol en ce qui concerne le Sahara marocain et le reste des villes colonisées du nord, ainsi se distingue cette période par la liquidation de l'armée de libération au sud, et l'exécution des éléments révolutionnaires dans le mouvement progressiste marocain, et la répression de toutes les actions populaires. Puis, le régime prend l'initiative de ressortir la question du Sahara pour dissimuler d'une part ses problèmes, en comptant sur la prédisposition des masses au sacrifice et à l'abnégation, et pour monnayer les ressources naturelles et la souveraineté nationale auprès des alliés colonisateurs d'autre part.

Les chefs de la résistance et de l'armée de libération, en constatant le fait que l'impérialisme a abandonné le projet de constitution d'un petit état artificiel au Sahara marocain à cause de ses contradictions internes, et grâce à l'intervention de la population

marocaine dans le conflit, condamnent les tractations entreprises par le régime réactionnaire dans le conclusion du traité de Madrid qui conduit à :

La consécration de l'occupation par l'Espagne de Ceuta et Melilla et des îles Chaffarines.

Le morcellement du Sahara marocain et la division du peuple marocain.

Le partage des ressources naturelles du pays avec les forces colonisatrices et rétrogrades.

La prolongation et le renforcement de la présence des bases militaires étrangères sur le sol marocain.

Tout en dénonçant la politique consistant à se vautrer dans le giron de l'impérialisme, nous rejetons toute tentative visant à la création d'un petit état artificiel dans le Sahara marocain vu que cela s'oppose aux véritables intérêts de l'ensemble des peuples de la région.

222

Nous désapprouvons également toute guerre entre les peuples frères marocain et algérien qui pourrait détruire les aspirations des peuples du Maghreb à la libération et à l'unité. Nous lançons un appel à tous les progressistes et les nationalistes au Maroc pour démasquer le plan impérialiste et rétrograde tendant à éliminer les nobles objectifs pour lesquels a milité le mouvement progressiste marocain depuis la colonisation jusqu'à maintenant, et pour maintenir les choix radicaux qui ont caractérisé son combat contre l'ancienne et la nouvelle colonisation. Nous les appelons notamment à redoubler actuellement d'efforts et d'actions militantes pour reconquérir les droits démocratiques, sociales et politiques en faveur des masses populaires et l'imposition de la libération de tous les détenus politiques qu'ils soient civils ou militaires.

Nous adressons également cet appel à tous les progressistes et les nationalistes au Maghreb pour soutenir le droit du peuple marocain à la décolonisation de ses territoires occupés et appuyer ses luttes contre l'actuel régime rétrograde, et que ce soit là le point de départ pour déployer tous les efforts visant la libération, l'unification et l'instauration du socialisme au Maghreb.

1^{er} Mai 1976

Les signataires :

Mohamed Basri, Mohamed Bensaid, Abdelfattah Sebata, Bouzalim Kajaj Mohamed, Elhoucine Elkhaddar, Bahi Mohamed, Oumda Mohamed, Nasser Omar Saleh (Elfarchi), Elmalki Mohamed(Jeha), Mohamed Ben Elhoucine (Azelmad), Saber Abdelhamid (Hamdoune), Rachid Skirej, Moulay Abdellah Elfilali, Ahmed Elfkih Eddoukali, Mohamed Eljaouani Ben Mohamed, Naim Mohamed Ben Elachkar, Eddoukali Abdellah, Sahir Elarbi Elfiquigui, Elmontassir Hassan Elattabi, Elmaalam Bouchaib, Almoulazim Mokhliss Mohamed, Rizki Mohamed Ben Moha (Elmaalam Ahmed), Elmidaoui Ahmed, Mohamed Abrouk, Naji Zaid Ben Moha Ait Mbark, Eddaoudi Elarbi, Saa Mohamed Abdelhak, Saïd Benyakhlaf Nayt Eddih, Marzouk Hassan, Bourhim Mohamed (Bensaid Sghir); Ennahir Mohamed Elhaddad, Ouydir Mouh Ouali, Elarbi Ben Najem, Melhaoui Abderrahmane, Taher Mohamed Elouartassi, Amer Elattaoui, Targha Elhoucine (Elhoucine Sghir)



Annexe (2)

***Traité pour l'organisation du protectorat français
dans l'empire chérifien.***

(Fès, 30 mars 1912)

Le traité de Fès du 30 mars 1912 instaure le protectorat français sur le Maroc. Mais, un accord est conclu avec l'Espagne, le 27 novembre 1912, qui définit les trois zones d'influence espagnole, au Nord, au Sud, et autour d'Ifni, conformément à un accord secret conclu le 3 novembre 1904, à la suite de l'Entente cordiale franco-britannique du 8 avril 1904. Par ailleurs, la zone de Tanger est soumise à un régime particulier qui sera plus tard précisé par la convention de Paris du 18 décembre 1923. Ces différents accords régissent le Maroc jusqu'à la reconnaissance de l'indépendance du pays en 1956.

"Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, soucieux d'établir au Maroc un régime régulier, fondé sur l'ordre intérieur et la sécurité générale, qui permettra l'introduction des réformes et assurera le développement économique du pays, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Le Gouvernement de la République française et Sa Majesté le sultan sont d'accord pour instituer au Maroc un nouveau régime comportant les réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques,

financières et militaires que le Gouvernement français jugera utile d'introduire sur le territoire marocain.

Ce régime sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du Sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses, notamment de celles des habous. Il comportera l'organisation d'un Maghzen chérifien réformé.

Le Gouvernement de la République se concertera avec le Gouvernement espagnol au sujet des intérêts que ce gouvernement tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine.

De même, la ville de Tanger gardera le caractère spécial qui lui a été reconnu et qui déterminera son organisation municipale.

Article 2.

S. M. le sultan admet dès maintenant que le Gouvernement français procède, après avoir prévenu le Maghzen, aux occupations militaires du territoire marocain qu'il jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales et à ce qu'il exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines.

Article 3.

Le Gouvernement de la République prend l'engagement de prêter un constant appui à Sa Majesté Chérifienne contre tout danger qui menacerait sa personne ou son trône ou qui compromettrait la tranquillité de ses États. Le même appui sera prêté à l'héritier du trône et à ses successeurs.

Article 4.

Les mesures que nécessitera le nouveau régime de protectorat seront édictées, sur la proposition du Gouvernement français, par Sa Majesté Chérifienne ou par les autorités auxquelles elle en aura délégué le pouvoir. Il en sera de même des règlements nouveaux et des modifications aux règlements existants.

Article 5.

Le Gouvernement français sera représenté auprès de Sa Majesté Chérifienne par un Commissaire résident général, dépositaire de tous les pouvoirs de la République au Maroc, qui veillera à l'exécution du présent accord.

Le Commissaire résident général sera le seul intermédiaire du Sultan auprès des représentants étrangers et dans les rapports que ces représentants entretiennent avec le Gouvernement marocain. Il sera, notamment, chargé de toutes les questions intéressant les étrangers dans l'empire chérifien.

Il aura le pouvoir d'approuver et de promulguer, au nom du Gouvernement français, tous les décrets rendus par Sa Majesté Chérifienne.

Article 6.

Les agents diplomatiques et consulaires de la France seront chargés de la représentation et de la protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger.

Sa Majesté le Sultan s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans l'assentiment préalable du Gouvernement de la République française.

Article 7.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne se réservent de fixer d'un commun accord les bases d'une réorganisation financière qui, en respectant les droits conférés aux porteurs des titres des emprunts publics marocains, permette de garantir les engagements du trésor chérifien et de percevoir régulièrement les revenus de l'Empire.

Article 8.

Sa Majesté Chérifienne s'interdit de contracter à l'avenir, directement ou indirectement, aucun emprunt public ou privé et d'accorder, sous une forme quelconque, aucune concession sans l'autorisation du Gouvernement français.

227

Article 9.

La présente convention sera soumise à la ratification du Gouvernement de la République française et l'instrument de ladite ratification sera remis à S. M. le sultan dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leurs cachets".

Fait à Fez, le 30 mars 1912.

REGNAULT.

MOULAY ABD EL HAFID.

Sahara marocain

La Position nationale révolutionnaire

"La question de la libération du Sahara et de l'achèvement de l'unité de la nation faisait partie des revendications des masses populaires et des forces démocratiques nationales bien avant que le Pouvoir ne découvre rien que dernièrement des intérêts économiques le ralliant à ce slogan.

Le problème de la révolution marocaine est qu'elle est avortée juste après l'indépendance formelle. Les forces nationales qui ont combattu pour l'indépendance n'ont pas pris le pouvoir. Mais le Palais s'en est emparé, avec ses acolytes, au service du néocolonialisme. la libération de tout le territoire national est restée inachevée. Ainsi, sur l'agenda du mouvement national est resté le devoir de continuer la lutte pour reprendre toutes les parties sous domination espagnole y compris le sahara marocain.

Le relais de l'Armée de Libération marocaine dans le Sud (ALM-Sud) entre 1956 et 1960 qui a pu libérer la plus grande partie des territoires sahraoui était la première affaire qui fait éclater le conflit avec les ennemis de la révolution marocaine: le Palais et les deux colonialismes espagnol et français"

■ Première édition. Juillet, 2016. ISBN

